

LYS ROUGE

ISSN 0150 - 4428
1er novembre 1985
N° 28 - 15 F

REVUE TRIMESTRIELLE D'ETUDE ET DE DEBAT DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

SOMMAIRE

DOSSIER : MONARCHIE ET RELIGION

— Document :
«Un roi et son peuple»
La monarchie divine pour
Israël p. 2

— Etude :
A propos de la cano-
nisation du tsar
Nicolas II p. 3

HISTOIRE :

— Louis XVI traducteur ?
recherches de P. et P.
Girault de Coursac p. 10

— Armures et petits
hommes verts, ce que
l'on peut faire dire
aux statistiques p. 10

— Bretagne et Révolution p. 11

DÉBAT : LE MILITANTISME

— Qui adhère ? p. 12
— Il faut mo-bi-liser ! ... p. 14
— Chaleur humaine p. 15

— Document sur la
démagogie du RPR p. 17

SYNTHESE : «LA NATION FRANÇAISE»

— Etude de
Patrick Louis p. 18
— Documents p. 27

Le bulletin d'abonnement
est en page 36

LE CAS PORTUGAIS

Au sortir de la Révolution des œillets, un certain nombre de monarchistes portugais se trouvaient dans une situation très favorable. Depuis de nombreuses années ils avaient été parmi les résistants au régime salazariste, puis lors de la tentative de coup de force communiste, ils avaient encore su faire preuve d'une belle détermination. Le Parti Populaire Monarchique portugais fut de cette poignée de partis autorisés par la nouvelle Constitution. Grâce à un programme «agrarien», écologiste, démocratique, il sut se rallier de nombreux militants pas forcément monarchistes au départ. Ils eurent bientôt quatre députés. Grâce à la qualité de leurs techniciens il leur fut confiés deux portefeuilles ministériels. Tous les espoirs étaient permis.

Mais ce succès attirait des militants de plus en plus nombreux, tous les monarchistes en particulier. Et les dirigeants du P.P.M. ne furent pas assez vigilants. La masse des monarchistes n'avaient jamais vraiment accepté la nouvelle stratégie imposée par quelques hommes de valeur comme Luis Coimbra. Salazaristes refoulés, maurrassiens de toujours, traditionalistes de tous poils furent un jour majoritaires dans un des Congrès ultra-démocratiques du P.P.M. Cela déboucha sur une alliance avec la droite alors en pleine remontée,

et ce fut une vraie faillite pour le P.P.M. : plus un seul député, plus d'articles dans la presse...

Le duc de Bragance, que l'on disait plutôt traditionaliste, a bien compris ce que ces royalistes là valent quand il a déclaré récemment dans la presse : «ils sont pressés de voir la monarchie, comme les catholiques sont pressés de voir le paradis...»

Heureusement, un coup de téléphone de Lisbonne, il y a à peine quinze jours, nous apprend que nos amis reprennent le dessus. Peut-être seront-ils expulsés du Parti après un Congrès orageux, mais déjà ils ont réussi à faire élire un député, un homme remarquable, à la Chambre où ils retrouvent enfin une tribune absolument indispensable, grâce à une alliance avec le Parti socialiste (pour tant en pleine déconfiture). Pour les élections municipales de décembre, ils ont concocté une alliance remarquable avec des écologistes, de nombreux intellectuels connus et même des vedettes de la chanson : des sondages parus dans la presse leur accordent 30% à Lisbonne. Cette stratégie déplaît aux monarchistes, mais elle plaît aux Portugais qui aiment ces royalistes là et veulent les voir aux affaires...

L.R.

UN ROI ET SON PEUPLE

GERARD TOUATY

Chaque juif lors de l'office de Rosh-Hachana affirme du fond de son cœur «Notre D-ieu D-ieu de nos pères règne sur le monde dans ta gloire...» La Tradition a retenu Rosh-Hachana comme le jour du couronnement de D-ieu. Mais qu'est-ce qu'un Roi ? De plus le peuple juif peut-il couronner l'Infini ?

Les prérogatives que la Thora attribue au Roi sont exceptionnelles. Le «Sefer Ha'himou'h» rapporte que le «Roi peut juger selon son appréciation personnelle, même sans témoin»; que celui qui désobéit à un ordre royal ou qui manque de respect à la personne du Roi peut être exécuté sur l'ordre du Roi sans que celui-ci ait recours aux Tribunaux. Ou bien encore, le Roi peut procéder à des démolitions (de clôtures et de murs) pour se frayer un chemin au milieu des champs etc. L'étendue de ces pouvoirs n'est en rien le reflet d'un despotisme absolu; elle exprime plutôt l'idée selon laquelle «La royauté d'ici-bas est le reflet de la royauté divine (traité talmudique Berakhot 58. a) : le Roi a le pouvoir de faire tout cela, non qu'il l'accomplisse systématiquement.

Néanmoins nos Sages affirment : **«il n'y a pas de Roi sans peuple»**, curieuse affirmation qui vient quelque peu ternir l'inventaire des pouvoirs royaux. Comme si la valeur intrinsèque de la fonction royale n'était pas suffisante, et qu'il fallait un peuple à diriger pour qu'elle atteigne sa plénitude. Faut-il comprendre par là que le Roi des Rois a besoin de son peuple ?

UNE PRECIEUSE ACQUISITION

La réponse à cette question se trouve en partie à la fin du traité talmudique kidouchine (82.b). Rabbi Shimone ben Elazar affirme «...J'ai été créé pour servir mon maître». Il s'agit là, pour un juif d'une vérité évidente. Mais ce qui surprend à la lecture de cette phrase, c'est le terme hébreu pour désigner «mon maître». Si nous devions traduire parfaitement cette affirmation, nous dirions «j'ai été créé pour servir mon «ac-



quéreur» «quoni» en hébreu. Que sous-entend cette expression ? Le Talmud (traité Baba Kama 119.a) nous dit qu'un homme qui vole son prochain d'une pèrouta (valeur insignifiante) est comme s'il lui volait son âme. Il faut comprendre par là que l'objet possédé est, si l'on peut dire, partie intégrante d'un être humain. Il en est de même pour D-ieu et son peuple. L'âme du juif est véritablement «une partie de D-ieu en haut» selon l'expression de Yiov (Job 31.2). Parce que D-ieu a acquis Israël qui est sa possession, son représentant sur terre «Soyez saints car Je suis Saint», ordonne D-ieu au peuple juif. Cette relation «de cause à effet» est naturelle; c'est presque une obligation morale, une nécessité : la présence de D-ieu dans le monde, et son rayonnement, sont fonction de l'effort que met le juif à se sanctifier. C'est la dépendance, le lien qui rattachent Israël à son créateur.

UNITÉ D'ISRAËL

Cette idée trouve encore un appui dans le Talmud (traité Meguilla 29 a) qui affirme : «Partout où Israël a été exilé, la Présence Divine était avec eux». Et puisque la gran-

deur de D-ieu est, si l'on peut dire, liée à la grandeur d'Israël, la Techouva (retour à D-ieu) devient alors le seul moyen de couronner D-ieu, en prouvant que profondément il n'existe aucune différence entre nous, aucune querelle, et que nous formons «un peuple pour le Roi». C'est ce que D-ieu attend de nous à Rosh-Hachana «et pour le reste de l'année». C'est notre manière de le faire Roi.

Quelle vertu peut cimenter cette unité ? Notre soumission à Sa Volonté. Quand des hommes d'un même peuple se préoccupent des mêmes intérêts, ils affirment implicitement une forme de soumission naturelle. Pour nous elle consiste en l'étude et la pratique de la Thora. Rien d'autre ne peut aussi bien nous unifier et nous rapprocher. Car quand le judaïsme est absent du cœur d'un juif qu'est-ce qui peut réellement le rapprocher d'un autre juif ? La forme même du shoffar symbolise bien cette idée : le shoffar est étroit à l'embouchure et large à son extrémité. Quand le juif en sonne, l'extrémité est dirigée vers le haut, comme un appel : le juif se fait petit devant son D-ieu. Or cette qualité (humilité) est le seul ferment qui puisse construire l'unité : les querelles entre juifs proviennent du refus de chacun à accepter l'autre. Par orgueil, chacun considère sa position comme supérieure à celle de son prochain et dans ces conditions aucun échange aucun dialogue ne deviennent possibles. C'est en ayant l'humilité d'accepter la valeur de chacun qu'un véritable union se construit pour permettre à D-ieu d'être Roi sur nous.

Rosh-Hachana, Kippour, Souccot ont lieu au mois de Tichri. Ce mot se compose de 4 lettres : la première est un Tav qui est la 22ème lettre de l'alphabet, la seconde est un CHine qui est la 21ème, la troisième est un Rech, qui est la 20ème lettre de l'alphabet ; quant à la quatrième c'est la lettre yod. Tous ces détails décrivent le principe de Techouva : de l'extrémité, du plus bas, le juif remonte peu à peu vers le Yod qui symbolise D-ieu.

LES POINTS SUR LES YIDS

La dernière michna du traité talmudique «yoma» déclare : Yom Kippour procure le pardon pour les fautes que l'homme commet envers D-ieu. Pour les fautes commises envers un autre homme Yom Kippour ne procure le pardon que si nous avons préalablement obtenu le pardon de celui que nous avons offensé.

La science politique, où l'art d'organiser et de diriger les sociétés se préoccupe essentiellement, de faire coïncider l'intérêt privé et l'intérêt général. Cet idéal d'harmonie sociale est conçu de deux manières : les systèmes totalitaires privilégient le bien commun au détriment de l'individu alors que les sociétés libérales voient au contraire dans la liberté individuelle, un facteur stimulant pour la Nation entière. Néanmoins dans les deux cas, le souci de l'Etat a pris le pas sur toutes les autres valeurs. Ainsi, par exemple l'idée de «paix» aujourd'hui n'est pensée qu'en terme de généralité. On parle de paix des hommes, paix des peuples, paix des Etats (mais jamais paix de l'individu) à tel point que ce thème est devenu la seule préoccupation des relations internationales. Sur le terrain il s'agit plutôt d'équilibre des Etats, sorte de face à face poli, mais tendu.

Parler ici de paix véritable est impossible. Car la paix ce n'est pas seulement tolérer l'existence de l'autre, c'est aussi accepter son influence et inversement ; c'est une valeur dynamique, une valeur d'échange. Pour une seconde raison les Nations en sont encore loin. Notre petit texte talmudique nous l'explique. A force de voir les problèmes à l'échelle collective, les hommes ont oublié que la première démarche pour une paix globale est avant tout d'ordre individuelle : faire la paix en soi et avec son voisin avant de vouloir changer le monde. Comment un dirigeant politique ou un chef d'Etat peut-il se battre pour cet idéal si au niveau de sa vie privée il n'est pas un exemple moral.

Le judaïsme nous donne ici une grande leçon de psychologie sociale. Au moment où l'année commence -où tout se reconstruit- il est impératif de faire la paix, la plus difficile, avec son prochain. Aussi bien par conformité à la loi juive, que pour le maintien élémentaire de la vie sociale, pour que l'homme n'en arrive pas, selon l'expression des Pirké Avot, à manger vivant son prochain.

GERARD TOUATY

MONARCHIE

ET SAINTETE

A PROPOS DE LA CANONISATION DU TSAR NICOLAS II

Dans le dernier numéro du «Lys Rouge» nous avons publié un dossier sur la section de Bordeaux de l'Action Française dans l'entre-deux guerres. C'était surtout une excellente présentation du conflit entre l'Eglise catholique et les monarchistes qui devait aboutir à la fameuse condamnation de l'Action française par le Pape. Les documents que nous avons publiés auront révélé à certains de nos lecteurs l'incroyable dureté des gens de cette époque. On aura vu aussi que la mauvaise foi n'était pas que du côté des militants politiques.

La religion et la politique, la monarchie et la religion... mieux vaut sans doute ne pas trop toucher à ce genre de débats. Pourtant, à l'occasion d'une question posée par un de nos lecteurs, nous nous sommes intéressés à une polémique qui a naguère agité les milieux orthodoxes à propos de la béatification controversée du Tsar Nicolas II. Quand on sait que la béatification de Louis XVI est à l'ordre du jour à Rome et que l'on se rappelle que nous ne sommes plus qu'à quatre ans du bi-centenaire de la Révolution française, on peut imaginer que ce qui a occupé orthodoxes et royalistes russes ne laissera pas de marbre catholiques et royalistes français...



Première question : Quelle est la situation de Louis XVI au regard de l'Eglise catholique ?

Deuxième question : Qu'en est-il d'une canonisation du dernier tsar de Russie qui aurait été faite récemment par l'Eglise orthodoxe ?

Réponse : N'étant pas spécialistes des choses religieuses nous nous risquons tout de même à vous livrer l'information que nous avons pu obtenir ainsi que nos réflexions. Cela sans en garantir l'«orthodoxie»...

LOUIS XVI ROI MARTYR ?

Il a été proclamé «martyr de la foi» dès le 17 juin 1793 par Pie VI. Dans un curieux petit livre («Louis XVI, roi martyr ?», Librairie Téqui, 1976) Paul et Pierrette Girault de Coursac s'attachent à démontrer la sainteté du roi par un découpage de textes. Ils mettent en regard des épisodes de la Passion du Christ racontée par les Evangiles et les épisode du Procès et de l'exécution du roi d'après des documents historiques...

De nombreux martyrs de la Révolution ont déjà été béatifiés, ainsi, le 19 février 1984, les 99 «martyrs d'Avrillé» (cf «Royaliste» 400 - 401 et 402). Dans

ce dernier cas on voit bien les précautions prises par l'Eglise. Il faut que la raison principale du martyre soit la foi et l'accusation politique un prétexte. Pour le petit peuple de Vendée dont la foi catholique et l'amour du roi était indissolublement liés on peut toujours avoir une interprétation favorable. Mais quand il s'agit de hauts personnages, quand il s'agit du roi lui-même ?

Et bien il faudra surtout s'attacher à l'opinion qu'a le martyr lui-même de son propre sort. C'est ainsi que Jeanne d'Arc, victime d'un assassinat politique déguisé en question de religion, put être canonisée tant sa fin ressemblait à la Passion du Christ et tant elle en avait conscience (cf l'article de Marco Markovic dans «L'Astrolabe» numéro 70-1982, 15 F à l'ordre du CELU B.P. 32 75362 Paris Cedex et la conférence qu'il nous fit au Mercredis de la N.A.R.).

Alors Louis XVI et sa sœur Madame Elisabeth (cf le livre de Noelle Destremau, «Une sœur de Louis XVI» N.E.L. 1983, prix franco : 38 F) et peut-être toute sa famille seront-ils canonisés ? Ils ont bien eu la conviction de subir le martyre pour leur foi. Un procès est plus ou moins en cours depuis deux cents ans à Rome...

On parle d'une canonisation globale de tous les martyrs de la Révolution pour 1989... Qu'est-ce qui l'empêcherait ? La politique !

Dans notre société il est mal vu d'être dirigeant politique et saint, encore plus roi et saint. Pourtant de Charles 1er Stuart à Charles 1er de Habsbourg (qui est en instance de béatification) les exemples ne manquent pas qui «révèlent l'essence chrétienne» des grandes dynasties européennes. Or ce mélange de la sainteté et de la politique, il

semble que les orthodoxes soient plus facilement prêts à l'admettre. Nous suivons là un article de Jean Besse dans le «Messager orthodoxe, revue de pensée et d'action orthodoxe» numéro 89, publié à Paris en avril 1981. Jean Besse signale ce «détail étonnant» : «Il y avait jusqu'en 1917 une icône de Louis XVI au centre d'un triptyque vénéré au skite gethsémani de la Trinité-Saint-Serge».

SAINT NICOLAS II ?

Et voilà que le 1er novembre 1981 l'Eglise Russe Hors Frontières a glorifié huit mille victimes de la Révolution russe d'octobre 1917 parmi lesquelles le tsar Nicolas II et sa famille. Reportons-nous à un article paru dans «La Croix» :

«...L'Eglise orthodoxe russe hors frontières. Il s'agit de l'Eglise constituée en 1920 par des évêques chassés de Russie par la révolution. Elle se considère comme la partie libre de l'Eglise orthodoxe russe.

«On ne peut appeler martyrs que ceux dont la vie de pieux chrétiens est bien connue de l'Eglise et dont la mort pour la foi au Christ est incontestable», soulignent les évêques qui ont décidé cette proclamation. Ils ont dressé leur liste d'après des témoignages dont beaucoup provenaient directement d'URSS.

Le tsar Nicolas II fut destitué en mars 1917 et il fut assassiné avec toute sa famille en juillet 1918. Sa canonisation, qui surprendra sans doute beaucoup d'Occidentaux a des motivations religieuses particulières. D'une part il était constitué par l'Eglise dans sa fonction impériale avec l'onction du Saint-Chrême lors de son sacre, d'autre part, on sait qu'il a assumé son sort avec

le courage et la foi d'un chrétien. Des messages venus des fidèles vivant en URSS approuvent sa canonisation dans une vision mystique de l'histoire familière aux chrétiens russes. L'un d'eux écrit qu'au moment de la mort de Nicolas II «s'achève la période constantinienne de la vie de l'Eglise du Christ et s'ouvre une nouvelle ère apocalyptique de martyre».

Dans un message envoyé clandestinement en juin dernier depuis le camp 37, le Père Gleb Yakounine a salué «la canonisation des nouveaux martyrs et confesseurs de Russie» comme une «bonne nouvelle si longtemps espérée». «Je crois fermement, écrit-il, que ce grand événement de la vie de l'Eglise russe modifiera de manière radicale l'évolution du destin historique de la Russie et du monde entier !» («La Croix-l'événement», 2 novembre 1981) (Il y eut aussi des articles dans «Le Figaro-magazine» du 21 novembre 81, «Le Parisien libéré» du 20 octobre 81, «Point de Vue-Images du monde» du 1er janvier 1982. On pourra encore consulter «Time» numéro 46 de novembre 81...).

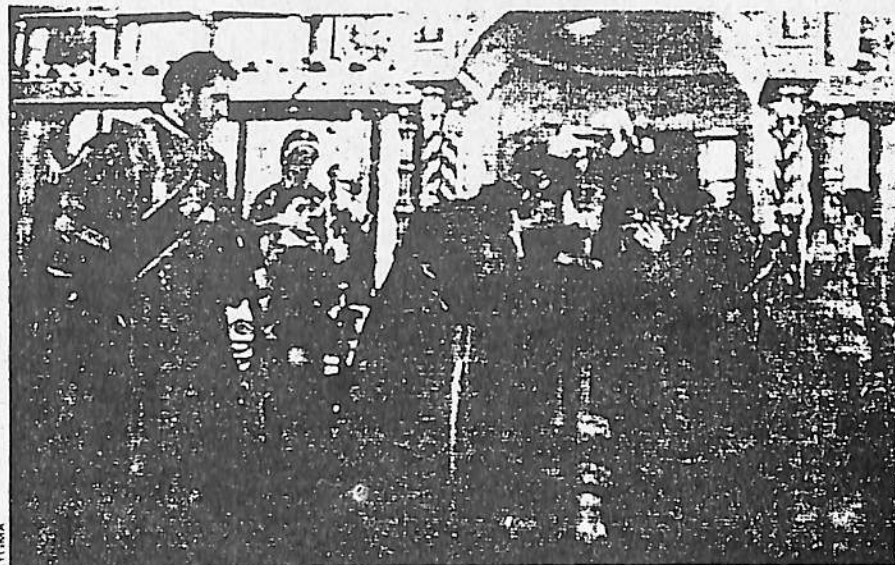
S^t Nicolas II provoque la colère de Moscou

□ Enorme colère au Kremlin après la canonisation du tsar Nicolas II, dernier empereur de toutes les Russies, de sa famille massacrée par les bolchévicks à Iekaterinbourg et de huit mille autres martyrs de la révolution communiste de 1917.

Les dirigeants du Kremlin, inquiets de la survivance des sentiments monarchistes chez de nombreux Russes, dans le pays même, craignent de les voir ravivés par la grandiose cérémonie de Manhattan.

Des dizaines de milliers de fidèles exilés se pressaient dans et autour de la cathédrale orthodoxe d'East River, où le métropolite du synode des évêques, Mgr Philarète, entouré de mille prêtres, proclamait saint entre les saints, et « tsar martyr », Nicolas Romanov. Le grand duc Wladimir, héritier du trône, représentait la famille impériale. La cathédrale était parée de rubans blanc-rouge-bleu, les couleurs du drapeau impérial. Dans la foule, émue aux larmes, il y avait même des prêtres orthodoxes sioux, venus du Dakota, des religieuses d'origine arabe, des séminaristes japonais !

Courtoisement, le P.C. soviétique



Ils canonisent à tour de bras

oubliant sa condamnation séculaire de la religion, « opium du peuple », s'est soudain proclamé le défenseur des croyants, contestant la validité de cette cérémonie « sacrilège et blasphématoire », et cherchant visiblement à peser sur le patriarche de Russie pour qu'il désavoue la canonisation du tsar assassiné.

Jusqu'ici, le patriarche a opposé son silence à ces invites pressantes, partagé entre son approbation intime de l'initiative des frères exilés, et sa crainte du K.G.B.

Mais rien n'empêchera jamais les orthodoxes de croire que Mourir pour

sa foi confère la sainteté. Pour eux, ce fut bien le cas du tsar Nicolas II, chef temporel de l'Eglise orthodoxe, de sa famille, et de huit mille victimes — la plupart des prêtres — de la révolution bolchévique.

Sovietskaïa Rossya, organe du P.C., l'a écrit : « Les monarchistes restent un danger réel pour l'Union soviétique. Leurs menées sont contre-révolutionnaires ».

Et, naturellement, incapable de comprendre quelque chose aux ressorts puissants de la foi, le Kremlin accuse, Reagan d'avoir manigancé tout ça !

LE DERNIER TSAR DE RUSSIE ET 8000 AUTRES VICTIMES DE LA RÉVOLUTION DE 1917 VONT ÊTRE CANONISÉS

Le tsar Nicolas II, la famille impériale et huit mille autres victimes de la Révolution d'octobre 1917 vont être canonisés le 1^{er} novembre prochain, a annoncé l'Eglise orthodoxe russe hors frontières. « Jamais dans l'histoire de l'Eglise autant de personnes ont été canonisés en même temps, parce qu'à aucune autre époque il n'y a eu autant de martyrs chrétiens », a fait remarquer l'archevêque Grégory (79 ans), secrétaire du Synode de cette Eglise qui ne reconnaît pas l'autorité du patriarcat de Moscou, inféodé au Parti communiste soviétique.

« Les persécutions des premiers chrétiens par les Romains étaient en effet sporadiques, alors que les Soviétiques oppriment les chrétiens depuis soixante-quatre ans », a encore tenu à préciser Mgr Grégory pour lequel cette cérémonie grandiose, qui se déroulera dans un monastère de l'Etat de New York, sera « un coup sévère au projet soviétique de destruction de l'héritage chrétien sur lequel la Russie a été édifiée ».

Parisien
libéré
du 20
octobre
1981



**LOUIS XVI
roi martyr?**

88 pages
39 F franco

Figaro-magazine
21 novembre 1981

La surprise des Occidentaux ne devrait pas être telle puisque, nous l'avons dit, la béatification d'un Louis XVI n'est pas si improbable, celle de saint Louis IX n'est ignorée de personne. Pourtant, les orthodoxes la prévoyaient qui se justifièrent dans certains textes par les particularités du processus de canonisation chez eux. Ainsi Jean Besse : «La glorification orthodoxe n'a pas le même sens que la canonisation catholique. Aucun procès, aucun miracle, aucune héroïcité des vertus ne sont requis. La confession de la foi culminant dans le martyre est le critère principal». Voire ! Dans le même numéro du «Messenger» figure une étude ancienne G.-P. Fedotov) qui rappelle que «les critères pris en compte par les autorités ecclésiales pour la canonisation des justes (...) sont 1/ la vie et les exploits du saint, 2/ les miracles, 3/ dans certains cas l'incorruptibilité de ses reliques»... Ce qui montre que pour les orthodoxes comme pour les catholiques romains il y a plusieurs sortes de sainteté et qu'il n'est pas besoin d'en faire un sujet supplémentaire de chicanerie.

Il est vrai pourtant que les orthodoxes russes ont de tous temps étonnés. «Messenger, bulletin d'informations du diocèse de l'Europe occidentale de l'Eglise orthodoxe russe hors frontières» (numéro 94 - été-automne 82), publié à Genève, cite ce texte d'un prêtre orthodoxe paru en 1952 et qui affirme que déjà «au temps de la Russie kievienne, les métropolites grecs ne parvenaient pas à comprendre pourquoi le peuple et le clergé russes désiraient compter au nombre des saints leurs princes, morts au nom du Christ, non pas comme martyrs, mais au cours de luttes implacables pour accéder au trône...» oui, mais qui s'étaient en fait «offerts en sacrifice» pour le salut de la Russie.

Nicolas II télégraphiant au président du Parlement «Je suis prêt à abandonner mon trône et ma vie, si je devenais un empêchement au bonheur de ma patrie (...) Il n'est nul sacrifice que je

ne ferais...» (1) se plaçait ainsi dans la tradition directe des saints princes Gleb et Boris... Ce sacrifice pour la «Sainte Russie» lui est un titre suffisant à la glorification pour un orthodoxe russe...

Mais les orthodoxes non-russes du XXème siècle ne semblent pas plus prêts à admettre cette glorification d'un prince que les anciens métropolites grecs, insensibles qu'ils sont au caractère monarchique inhérent à l'orthodoxie russe. (N'est-ce pourtant pas un héritage direct de Byzance que des Grecs devraient comprendre ?). Ces orthodoxes non-russes reçoivent bien sûr le secours de l'Eglise officielle de Moscou pour mettre en doute la validité de telles canonisations... Pauvre patriarcat de Moscou soumis aux pressions que l'on devine et dont les réactions n'ont pourtant pas été aussi virulentes qu'on aurait pu le craindre !

D'une façon générale nous avons pu constater que cette Eglise Russe Hors Frontières est mal vue par les autres églises nationales. Son monarchisme semble en être la cause principale. On lui reproche de «faire de la politique». Après avoir rappelé que cette Eglise ne rassemble qu'une petite partie des orthodoxes russes, Nikita Struve s'exclame : «Etait-il opportun de proclamer dès maintenant la sainteté du tsar et de son épouse alors que leur responsabilité dans l'effondrement de la Russie ne peut guère être niée ? (...) A l'heure actuelle, la canonisation de la famille impériale ne peut emporter l'adhésion de tous les fidèles et confère, qu'on le veuille ou non, une coloration politique à la décision...»

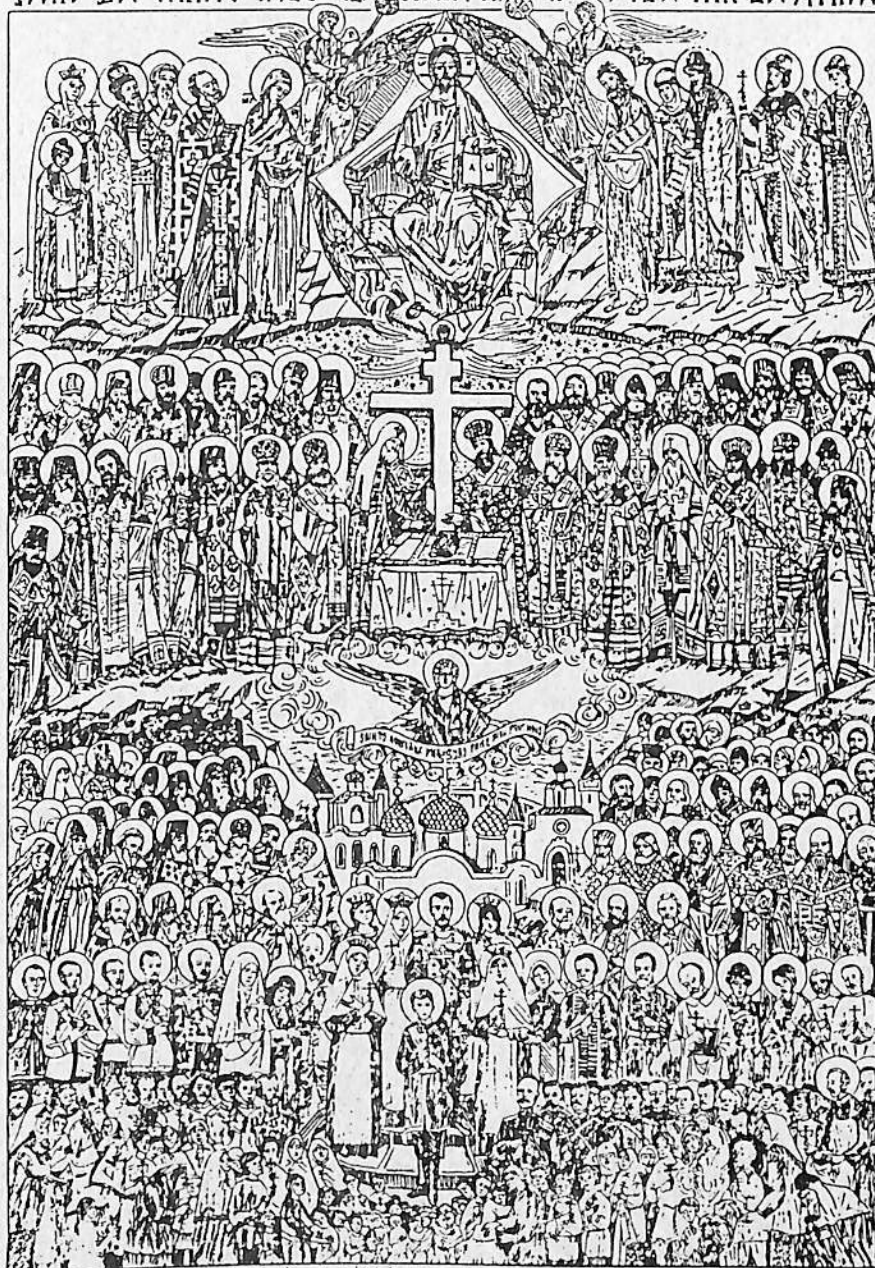
Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer une contradiction dans ce propos : 1/ N. Struve oppose une faute politique pour refuser la sainteté au tsar (sa responsabilité dans l'effondrement de la Russie), 2/ Il accuse l'Eglise Hors frontières de se fonder sur des critères politiques pour proclamer cette sainteté. C'est le propre des querelles de chapelles d'ignorer la raison, mais tout de même !

On verra les conséquences de cet esprit de chapelle dans un article violent du Père Jean Meyendorff exprimant le point de vue de l'Eglise orthodoxe américaine (autonome juridiquement, mais «en communion avec le Patriarcat de Moscou») et en opposition avec celui de Jean Besse, dans le même numéro du «Messenger orthodoxe». Ce prêtre réfute d'abord la légitimité de cette église hors-frontière coupée de son patriarcat : «Cet acte est donc aussi, malheureusement et inutilement, un acte de division. Ma seconde remarque concerne le fait évidemment discutable de l'inclusion dans la liste des martyrs canonisés du tsar Nicolas et de sa famille. Bien sûr, l'on peut espérer que la manière (...) avec laquelle (ils) ont accepté leur sort, rachète aux yeux de Dieu les erreurs et les terribles insuffisances d'un règne tragique. Cependant le tsar n'est pas mort comme un martyr de la foi mais comme une victime politique parmi des millions d'autres. La confusion délibérée de la religion et de la politique, de l'église et de la nation, de la foi chrétienne et de l'idéologie monarchiste qui caractérise «l'Eglise russe en exil» depuis sa formation en 1921 et qui a fait tant de mal, qui a provoqué tant de divisions dans l'Eglise russe, est à l'évidence réaffirmée par cette canonisation». On fera la même remarque que pour le texte de Nikita Struve, c'est manifestement le jugement politique sur le règne de Nicolas II qui est opposé à la sainteté non contestée de sa mort et après ce jugement politique sur une question religieuse vient la même accusation de mêler la religion et la politique... Il y a là une incapacité (est-elle une des caractéristiques des chrétiens d'Orient ?) à faire le partage entre le politique et le religieux.

Bien évidemment cette contradiction criante ne pouvait pas échapper aux lecteurs du «Messenger orthodoxe» et dans le numéro 91 (1982) un article de Bernard Le Caro, répondait avec beaucoup de rigueur intellectuelle à la polémique du Père

Jean Meyendorff. «Ce n'est pas, affirme-t-il avec vraisemblance, une politique qui a été canonisée par l'Eglise hors-frontières, mais l'attitude authentiquement chrétienne devant l'affliction, la soumission à la volonté divine scellée par le sang, d'une famille qui, au demeurant, n'était plus au pouvoir lorsqu'elle reçut la couronne du martyre.» Et de citer des témoignages incontestables sur la sainteté de la vie du couple impérial. Il faut maintenant citer intégralement la note que Bernard Le Caro consacre à la question du monarchisme de l'Eglise hors frontières. «... Il convient toutefois de signaler que ledit soutien (aux Romanov) tirait son origine de l'histoire religieuse de la Russie et non de «la politique» : le Concile de l'Eglise russe, en 1613, avait prêté serment au Tsar Michel Féodorovitch et à sa postérité, c'est-à-dire à la dynastie des Romanov, ceci afin d'épargner au peuple les querelles dynastiques et les troubles qui s'ensuivaient (cf. «Biographie de S.B. Antoine, métropolite de Kiev et de Galicie», tome VI, p. 30, New-York 1960, en russe). Dans le même ordre d'idées, il semble nécessaire de répondre aux affirmations du P. Meyendorff, selon lesquelles «la confusion de la religion et de l'idéologie monarchiste» aurait provoqué «tant de divisions dans l'Eglise russe». A ce sujet, l'ouvrage impartial de Mgr d'Herbigny, «Evêques russes en exil» (Rome, 1931) est particulièrement clair : «l'archevêque Euloge fait remarquer que le texte de l'adresse contient deux parties : nécessité de la monarchie et désignation de la dynastie. Pour la première tous sont d'accord... La seconde est purement politique...» (p. 41). Il en ressort que la question même du principe monarchique ne créa pas de division dans l'Eglise. Force est de constater l'unanimité de vues, en ce qui concerne le problème dynastique chez les futurs métropolitains Euloge et Anastase. Pourtant leurs voies différencièrent ensuite. Le schisme ecclésiastique n'eut-il pas d'autres causes ?»

ICONE DES SAINTS NOUVEAUX MARTYRS DE RUSSIE TUES PAR LES ATHEES



La terre de Russie est comme un ciel terrible qui contient les corps des nouveaux martyrs et confesseurs qui ont brillé d'une gloire céleste et qui l'ont aspergé de leur sang en souffrant par les serviteurs de Satan pour la foi du Christ et en rémission du péché d'impie.

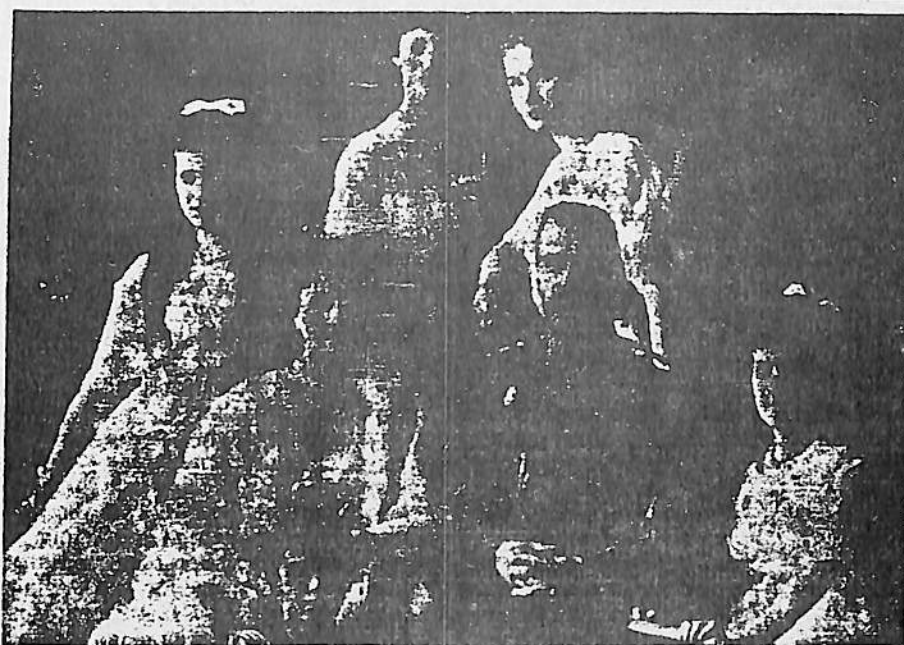
Dans «Messenger, bulletin d'informations», les évêques hors frontières rappellent leur version de la séparation. «L'Eglise russe s'est vue «fractionnée mais non divisée» en une partie asservie, mais confessante et souffrante, et l'autre libre, mais chargée du devoir de témoigner et de proclamer. (...) D'ailleurs le lien liturgique avec la Russie ne s'est pas rompu (...) La rupture de fait ne fut consommée qu'en 1927, lorsque le métropolite Serge (plus tard patriarche de Moscou), soumis à des pressions implacables, crut pouvoir exiger du clergé russe émigré un serment de loyauté à l'égard des autorités

soviétiques.» Et de rappeler différents cas historiques justifiant l'indépendance des exilés...

Ces éléments sur l'Eglise orthodoxe closent notre dossier sur la canonisation de Nicolas II. Cela vous a-t-il paru suffisant ?

Frédéric AIMARD

(1) A rapprocher des derniers mots de Louis XVI sur l'échafaud : «Messieurs, je suis innocent de tout ce dont on m'inculpe. Je souhaite que mon sang puisse cimenter le bonheur des Français» (in Girault de Courzac, «Le Procès du roi Louis XVI», p. 616).



Russia's Tsar Nicholas II with his wife Alexandra, their son and four daughters

A New St. Nicholas for Russians

Exile church canonizes the last Tsar and 30,000 other martyrs

Tsar Nicholas II, the last emperor of Russia, would seem to some an unlikely candidate for sainthood. He consulted faith healers, intervened highhandedly in church affairs and ruled with a sublime ineffectiveness that helped pave the way for the 1917 Bolshevik Revolution. But last week in New York City, Tsar Nicholas, his wife Alexandra, their son and four daughters, all murdered in 1918 by the Bolsheviks, became saints. In an unprecedented ceremony of glorification, they, along with some 30,000 other Russian Orthodox Christians killed by the Soviets, were named "martyrs" and canonized by the Russian Orthodox Church Outside Russia, a strongly anti-Communist offshoot that claims 270,000 adherents, including 150,000 in the U.S.

Orthodox theology stresses martyrdom as a sign of holiness in a potential saint. Determination of sainthood is a much less formal matter than in the Roman Catholic Church, where a lengthy, legalistic procedure emphasizes an exemplary moral life and the performance of miracles after death. An Orthodox candidate need only have suffered and died for the faith, and the Orthodox communion of saints includes hundreds of thousands of such martyrs.

The Tsar, who ruled Russia for 23 years, also served as temporal leader of the Russian Orthodox Church. His killing thus has a special significance for a church that refuses to acknowledge the present Patriarch of Moscow because of his subservience to an atheistic regime responsible for the deaths of as many as

12 million Christians. The murder of the imperial family was "not merely an act of political reprisal," wrote Metropolitan Philaret, the church's New York City-based leader, in a special epistle on the canonization, "but an act principally of the spiritual annihilation of Russian Orthodoxy."

The mass canonization came about after the church obtained from inside the Soviet Union a document verifying the circumstances of thousands of martyrs' deaths. Most died in slave-labor camps. For the final ceremony, 1,000 clergy and laity turned up, including Prince Vladimir, the Pretender to the Russian throne, and many converts: an Arab abbess, a Sioux priest from South Dakota, and two Japanese seminarians. They all jammed into Park Avenue's handsome, red-brick Cathedral of Our Lady of the Sign, which was decorated with hundreds of white, red and blue carnations, the colors of the tsarist flag. Most stood patiently for five hours as two choirs intoned a hymn to the new saint (*We glorify you, O Martyred Tsar*), and gazed at a new icon commissioned for the canonization. It features Nicholas, Alexandra, and their offspring Alexis, Olga, Tatiana, Maria, and the elusive Anastasia, who some observers feel survived the family slaughter. For the first time, the faithful prayed not for Nicholas' soul, but for his intercession in their behalf, as a friend of God. For the new St. Nicholas, toppled from one of the earthly realm's most powerful thrones, it was quite a comeback. ■

La glorification des nouveaux martyrs: une solennité panorthodoxe

Certains demandent avec effarement comment la glorification des martyrs russes peut être une solennité panorthodoxe. Répondons par les paroles de l'apôtre Paul, lorsqu'il dit qu'il n'y a dans l'Eglise ni Grec ni Juif, car nous sommes tous *un* en Jésus Christ (cf. Gal 3:29). «Que tous soient un, comme Toi, Père, Tu es en Moi et comme Je suis en Toi, afin qu'eux aussi (les enfants de l'Eglise) soient un en Nous» (Jn 17:21), ainsi notre Seigneur priait-Il le Père, ainsi veut-Il nous voir dans son Eglise.

D'une seule bouche, d'un seul cœur, nous devons glorifier les martyrs, quel que soit le peuple, quelle que soit l'Eglise auxquels ils appartiennent. Leurs prières sont le gage de notre renaissance, leur exploit – un exemple pour nous, leur sang – la justification de l'histoire de l'Eglise de notre temps.

Nous sommes tous *un seul* troupeau du Christ, dans le diocèse d'Europe occidentale, Serbes, Français, Suisses, Russes, Espagnols, Roumains, Italiens, Grecs; avec joie et tremblement, préparons-nous à la glorification des martyrs contemporains. Préparons-nous à cette rare solennité par des prières accrues, par la stricte observance des commandements de l'Eglise, par le jeûne, la lecture des actes des martyrs.

La stature des martyrs contemporains témoigne de ce que les chrétiens ne sont pas encore devenus du sel sans saveur, que la foi n'est pas encore éteinte sur la terre, que nous avons un exemple à suivre, faibles et dénués que nous sommes.

«La canonisation des martyrs et confesseurs n'est pas seulement la reconnaissance formelle de la sainteté apparente des justes – nous disent nos frères de Russie – c'est aussi un acte créateur qui s'impose à l'Eglise, qu'on peut en vérité qualifier d'ascèse, car il n'est pas possible d'accomplir une canonisation, conformément à la volonté de Dieu, sans communier spirituellement à l'exploit des martyrs et confesseurs. Car il est dit: «Qui reçoit un prophète en qualité de prophète, obtiendra une récompense de prophète, et qui reçoit un juste en qualité de juste, obtiendra une récompense de juste.» (Mt 10:41).

Saints nouveaux martyrs et confesseurs, priez Dieu pour nous! Que la volonté et la puissance de Dieu s'accomplissent dans notre faiblesse!

S'il plaît à Dieu, la glorification aura lieu à la cathédrale synodale de New York le dimanche 1^{er} novembre prochain (et aux vigiles de la veille). Elle sera officinée par le Concile de tous les évêques de notre Eglise.

Dans notre diocèse, ce même 1^{er} novembre après la liturgie, il appartient au clergé d'annoncer aux ouailles que la solennité de la glorification *s'est accomplie*, appelant ainsi les fidèles à prier les saints martyrs et à les imiter dans leur ascèse. En conclusion, qu'en chaque église leur soit chanté le *mégalynaire*.

+ Archevêque Antony

Exposé prononcé à la XIII^e assemblée diocésaine du diocèse de l'Europe occidentale de l'Eglise orthodoxe russe à l'étranger, le 6 juin 1981 à Luxembourg.

Un prochain numéro de «Cité» publiera un article de Martin Hybler à propos d'une traduction par Louis XVI publiée en 1800. Nous avons demandé à Monsieur Girault de Coursac ce qu'il pensait de ce livre. Voici sa réponse :

LOUIS XVI TRADUCTEUR ?

En ce qui concerne la traduction des «Doutes historiques sur les crimes de Richard III» d'Horace Warpole, voici tout ce que nous savons :

1/M. B. Faÿs nous a communiqué une note écrite par Louis XVIII sur un ouvrage de Sénac de Meilhan qu'il a trouvé dans les papiers de la famille de Blacas; la voici :

«Le seul ouvrage qui soit sorti de ma plume c'est la traduction qui n'a jamais vu le jour du livre de M. Warpole intitulé : «Doutes historiques sur la vie et le règne de Richard III».

2/ Dans «L'Éducation d'un Roi» nous mettons en doute que cette traduction, publiée en 1800, ait été l'œuvre de Louis XVI, à cause des particularités de style et de certains néologismes signalés d'ailleurs par l'éditeur, et qui nous faisaient penser que c'était l'œuvre de Louis XVIII.

3/ Un M. Duckworth, professeur d'Université en Nouvelle-Zélande, ayant lu notre critique, est venu nous trouver avec des photos du manuscrit de la traduction que des amis américains lui ont communiqué... Cette traduction est bien de l'écriture de Louis XVI, mais son texte ne correspond pas, en particulier pour les néologismes, à celui publié en 1800. M. Duckworth a cru pouvoir en déduire que c'est l'éditeur qui a mal lu.

Nous, nous en déduisons qu'il y a eu deux traductions du même ouvrage, l'une par Louis XVI et l'autre par son frère, le futur Louis XVIII, que l'éditeur de 1800 a fait la confusion en prenant l'écriture de Louis XVIII pour celle de Louis XVI, et que ces deux traductions indépendantes ont été faites à titre de devoir par les deux frères lorsqu'ils étaient enfants; et que c'est leur professeur de langues, l'abbé de Radomvilliers qui leur a donné ce devoir (que Louis XVI ait ensuite corrigé cette traduction plus tard, c'est possible, et c'est bien ce que montre en effet le manuscrit étudié par M. Duckworth.

Il est vrai qu'on ne peut guère se fier à la parole de Louis XVIII. Il a bien prétendu avoir rédigé lui-même la «Déclaration du Roi adressée à tous les Français à sa sortie de Paris» que Louis XVI a laissé en partant pour Montmédy le 20 juin 1791, alors que le manuscrit original, avec toutes les corrections, est aux Archives Nationales, en entier de la main de Louis XVI, ainsi que la copie définitive au net.

Vous voyez que la discussion reste ouverte, et qu'il est difficile de trancher.

Une seule chose est certaine : le texte publié en 1800 n'est pas conforme au manuscrit de la main de Louis XVI étudié actuellement par M. Duckworth. Nous avons même un moment supposé que ce manuscrit pouvait être dû à un faussaire habile comme Feuillet de Conche, l'écriture de Louis XVI n'étant pas particulièrement difficile à imiter, comme le montre les fausses lettres de lui, faites de son temps ou plus tard, dont nous avons des photos.

P. Girault de Coursac

ARMURES ET PETITS HOMMES VERTS

Dans le chapitre sur l'homme au XVIème siècle de son «précis d'Histoire moderne» (PUF) à l'usage des étudiants de 1ère et 2ème année d'Histoire, M. Corvisier, professeur à l'université de Rouen, explique doctement :

«L'homme a changé dans sa taille et sa stature. On peut s'en rendre compte en étudiant les armures. Pour quelques exceptions comme celle de François 1er, combien d'autres frappent par la petite taille, l'étroitesse des épaules et de la poitrine des guerriers».

Comme ce professeur est également l'auteur d'ouvrages sur les troupes d'Ancien Régime, il sait certainement que les armes à feu du XVIIIème siècle, mais aussi celle de l'époque napoléonienne et même - si l'on veut bien considérer l'énormité des chiffres de production - celles de la guerre de 14 sont relativement rares dans les musées, chez les antiquaires et les collectionneurs. Où sont passés ces millions de fusils sortis de nos manufactures ? Ils ont été usés «jusqu'à la corde» dans nos guerres. Sans qu'il n'en reste rien ? Presque car dès qu'une partie d'une arme était usée on la remplaçait à partir d'une autre arme du même type. Louis XVI fit systématiser la production de fusils parfaitement normalisés, afin que l'on puisse toujours reconstituer une armée en état à partir de plusieurs armes usagées. Cela est parfaitement connu.

Revenons maintenant à nos armures du Moyen-Age jusqu'au XVIème siècle. Elles étaient pour leurs propriétaires d'une valeur sans commune mesure avec les fusils du XVIIIème et XIXème siècle. Souvent elles constituaient toute la fortune des chevaliers. Comment s'étonner dès lors qu'elles se soient transmises de père en fils, d'oncle en neveu, de guerre en guerre. Bien entendu les passations demandaient une adaptation à la morphologie de chacun. Les pièces usées étaient remplacées et réadaptées, souvent à partir d'armures hors d'usage. Les armures de taille normale ont servi à de très nombreuses générations jusqu'à usure à peu près complète. En revanche les armures royales et les armures de taille exceptionnelle très petite ou très grande, ont moins servi. Moins usées elles ont mieux traversé les siècles.

Cette hypothèse paraît autrement plus vraisemblable que celle qui consiste à prendre les collections d'armures de nos musées pour des échantillons représentatifs et à faire des statistiques sur l'évolution de la taille des hommes qui sont de pures et simples divagations indignes d'une Histoire sérieuse. Il est vrai que l'Histoire sérieuse n'est pas le propre des universitaires français.

F.A.

«LES RESISTANCES A LA REVOLUTION»

Du 17 au 21 septembre se déroulera à l'université de Haute Bretagne, 6 avenue Gaston Berger à Rennes, un colloque international : «Les résistances à la révolution» dans le cadre de la commémoration du Bicentenaire de la révolution française.

Tous les spécialistes de l'histoire de la révolution française seront présents à Rennes. Ils viendront de toutes les régions de

France, de Grande Bretagne, d'Allemagne, de Suisse, d'Italie, d'Autriche et des U.S.A.

Durant ces 4 jours, le colloque est public, il se tiendra à l'Université de Haute Bretagne, amphithéâtre Chateaubriand.

Cet événement marque le début de la commémoration du bicentenaire de la révolution française. Il revenait à Rennes de l'inaugurer puisque notre ville a

Joseph Martray La Bretagne dans la Révolution Française, une passion déçue

Contribution capitale à l'histoire de la Révolution en Bretagne, non pas en ce qu'elle apporte des faits véritablement nouveaux, mais par la lumière dont elle éclaire une période particulièrement controversée, et qui reste encore, après deux siècles, le champ clos des passions : pour ou contre la Révolution ?

Tout homme de cœur ne serait-il pas tenté d'être, à la suite de Joseph Martray, à la fois pour et contre la Révolution ?

Contrairement aux vieux clichés qui font partie de la mythologie de l'Etat jacobin, l'auteur nous rappelle que c'est d'abord en Bretagne qu'est née cette Révolution. La Bretagne qui, parce qu'elle avait conservé ou reconquis, au cours du dernier siècle, ses libertés parlementaires, avec son autonomie administrative, ne pouvait qu'être particulièrement accueillante aux idées nouvelles.

La Bretagne où la Révolution a véritablement commencée, un an avant la prise de la Bastille, et qui a été le moteur de cette Révolution tant que celle-ci a été fidèle à son idéal de liberté, mais ne pouvait que se retourner contre elle, quant elle aura fait place à la dictature sanglante de l'Etat parisien.

Il était aussi utile de rappeler que c'est l'atteinte à l'une des plus fondamentales des libertés, la liberté religieuse, qui va déclencher cette immense insurrection populaire qu'a été la Chouannerie, et non pas des motivations politiques qui n'ont pu que se superposer par la suite.

Puissent ces réflexions sur l'histoire, selon l'expression de l'auteur, être utiles à tous ceux qui se préparent à célébrer par leurs écrits ce grand et tragique anniversaire de la Révolution.

Yann Bouéssel du Bourg

«Les Petites-Affiches» 12.7.85

vu naître en 1789 les formes les plus militantes de la Révolution : mouvement des fédérations et le club des Jacobins. Mais aussi dans l'ouest ont existé les formes les plus aigües du rejet de la mutation révolutionnaire.

Ces rencontres permettront de réfléchir à la nature et aux racines d'un tel refus, en échappant aux explications superficielles et en le replaçant dans un contexte plus large, national et européen.

Un colloque passionnant qui renouvellera une recherche qui n'a guère évolué depuis 25 ans. Pour tout contact :

Roger Dupuy et François Lebrun
Université de Haute Bretagne
Rennes II
6, avenue Gaston Berger
35043 Rennes Cedex
Tél. (99) 54.99.55

Mardi 17 septembre 1985
Ouverture du colloque en présence d'Edmond Hervé

Matin : «La Contre-Révolution» avant la Révolution
L'après-midi : Les «Résistances» à la Révolution en France

a) dans l'ouest
Mercredi 18 septembre 1985
Matin : Les «Résistances» à la Révolution en France (suite)

Après-midi : (b) Dans le midi et le reste de la France

Soirée : Débat public à la Maison de la Culture de Rennes «Révolution et Contre-Révolution dans l'ouest»

Judi 19 septembre 1985
Matin : Les «Résistances à la Révolution en Europe, en Italie, Espagne, Allemagne etc.

Vendredi 20 septembre 1985
Matin : Filiations, mythes et doctrines Contre-Révolutionnaires
Après-midi : (idem)

Bulletin Municipal n° 148
Septembre 1985.

Directrice de la publication : Annick HÉLIAS.
LE RENNAIS

QUI ADHERE ?

La session d'information et de formation technique qui a eu lieu en septembre en Bretagne a déclenché - comme il est normal - plusieurs adhésions. C'est l'occasion de revenir un peu sur le thème de l'éditorial d'Emmanuel Mousset dans le dernier «Lys Rouge». Qu'est-ce qui provoque l'adhésion à la NAR ?

À la lumière de notre expérience nous pouvons affirmer qu'il y a deux grandes catégories de postulants à l'adhésion :

1/ Dans la première viennent ceux qui cherchent avant tout une certitude - voire qui la possèdent déjà - et croient la trouver chez nous. Ils sont parfois de famille royaliste ou quelque chose les prédispose au royalisme : foi catholique, connaissance et compréhension intime de l'Histoire de France, nationalisme, etc.

2/ Dans la deuxième viennent ceux qui rejettent les certitudes de leur milieu, ou leurs précédentes opinions, et qui sont séduits par l'ouverture d'esprit de notre mouvement, notamment (cela c'est souvent vu) par la faculté des cadres de la NAR de tolérer bien des écarts en paroles et en attitudes...

Les adhérents de la première catégorie nous cherchaient et nous ayant trouvés ils sont prêts à revenir parfois sur leurs motivations de départ. C'est notre travail de formation doctrinale. Les adhérents de la deuxième catégorie nous découvrent par hasard. Ils s'enthousiasment, cet élan risque de retomber rapidement si une formation très sérieuse ne leur est pas donnée et surtout des raisons de militer.

Les premiers, que nous nommerons par facilité les «traditionalistes» ont fait la force du royalisme de tout temps. Ils sont la garantie de pérennité de notre mouvement mais plus encore d'un mouvement refermé sur sa doctrine comme l'Action française. Dans les temps difficiles, sans perspectives politiques pour le mouvement ni personnelles pour les militants, ils sont ceux qui restent malgré tout fidèles. Les autres que nous nommerons, sans plus d'exactitude, les «convertis» auront plus besoin de «voir et de toucher» des réalisations concrètes pour continuer à «y croire». Ce sont les adhérents des périodes de renouveau et de progrès. S'ils restent à la NAR il sera bien vite difficile de distinguer les deux catégories que nous avons définies. Nous l'avons dit : les traditionalistes, fortifiés par une véritable formation, trouvent des raisons moins «intimes» de militer mais plus «politiques». Leur enracinement dans la NAR se fait par leur enracinement de citoyen - que nous leur demandons d'opérer et pour lequel nous devons leur apporter notre aide -. Quant aux convertis c'est en quelque sorte le mouvement inverse qu'ils font, s'attachant sentimentalement aux valeurs qu'ils sont amenés à défendre politiquement. Enfin les deux catégories s'attachent fortement à la NAR en tant que «communauté militante» pour reprendre une expression (de Gérard Leclerc ?) souvent utilisée et peut-être trop peu mise en pratique.

Evidemment notre typologie n'est pas l'œuvre d'un Max Weber et sa rigueur laisse à désirer. Il est

certain qu'il existe d'autres catégories de postulants, des «mixtes» de celles que nous avons définies. Cependant notre hypothèse permettra peut-être de trouver assez vite des raisons pour lesquelles on ne s'engage pas à la NAR.

Le «traditionalisme» de la NAR a en effet ses limites et surtout un trop grand sens du dialogue peut rebuter ceux qui veulent savoir «quoi penser». Ce désir de certitude s'étend parfois à des sujets très divers que seule une idéologie pourrait couvrir tous. Or nous n'avons pas d'idéologie, c'est-à-dire d'explication globale et mécanique à fournir. Parfois nous sommes même dans le flou le plus complet, du moins c'est l'impression que nous donnons. Cette impression est forte pour les gens qui ne possèdent pas de bases politiques suffisantes et qui veulent donc des idées simples et claires - trop simples et trop claires. Notre travail c'est alors de donner - rapidement - le sens de la nuance à nos nouveaux amis mais aussi de faire un effort de clarté et de simplicité. Ce dernier effort est-il toujours fait ? La nouvelle formule de «Royaliste» doit montrer que nous avons compris ce besoin.

Mais notre effort de «structuration» et de présentation de notre pensée devra encore être plus intense pour la formation de nos convertis, arrivés par hasard, par rejet (des idéologies, de la politique en général, etc.). Surtout les convertis ont besoin de savoir comment nous allons nous y prendre pour mener nos projets à terme. Il faut leur expliquer une stratégie, en montrer les étapes, leur confier des tâches

Université d'été

Les sessions des Aubiers



dont l'utilité est manifeste sinon immédiate. Cet effort n'a été fait à la NAR qu'épisodiquement, sous la contrainte, en réponse à des remises en cause, jamais d'une façon régulière et posée.

Et c'est sans doute tout le drame de ce mouvement : sa souplesse, son ouverture (aux idées, mais aussi aux événements) font sa séduction mais découragent à la longue ceux qui veulent voir les choses avancer grâce au travail qu'on leur a confié. Que les choses avancent par négociations à haut niveau, par dialogue avec les intellectuels, etc., fera surtout plaisir (le plaisir : une des raisons majeures de l'engagement, cf. édito A. Mousset) aux traditionalistes plus sensibles à la force des idées. Que les choses avancent par un travail de fourmi opiniâtrement mené selon un plan établi à l'avance, avec le concours des militants aux moindres niveaux, fera la grande joie des convertis qui ont plus fait leur choix par rapport à leur difficultés d'être personnelles, et qui souvent sont à la recherche d'une efficacité qui leur soit propre.

Nous pourrions développer, consolider notre hypothèse par des exemples particuliers. Nous nous en gardons pour ne pas dériver trop loin du débat sur l'engagement tel qu'il a été engagé par Emmanuel Mousset. C'est par rapport à son texte que nous aimerions vous voir réagir et si possible agir. Pourquoi s'engage-t-on à la NAR ? Comment faire en sorte que plus de monde s'y engage. Nous attendons votre courrier.

P.C.



La session d'information des jeunes aux «Aubiers» en septembre 1985.



IL FAUT MO-BI-LI-SER !

Dans le précédent numéro, j'ai tenté d'expliquer l'importance de l'engagement individuel, par la nécessité d'organiser une véritable formation politique, par la cohérence avec soi-même et ses idées, par la simple satisfaction personnelle. Dans ce prolongement, j'aimerais poursuivre le débat et aborder cette fois-ci la dimension collective de l'engagement. Après «Pourquoi s'engager», comment s'engager, puisque l'engagement individuel n'a de sens que s'il est vécu collectivement. En politique en tout cas.

La N.A.R. est une «communauté militante», c'est écrit dans notre «déclaration fondamentale». Comment une communauté militante peut-elle vivre et durer, à partir du moment où elle refuse la stagnation ou la douce régression ? Essentiellement par la mobilisation de ses adhérents et militants. Comment mobiliser, sur quels thèmes, pour quels objectifs, voilà les tracas quotidiens des partis politiques. Une formation politique qui ne parvient plus à mobiliser est vouée à la mort lente. Remarquez que le terme de mobilisation ne me plaît guère, comme celui de militant, qui vient de militaire : tout cela est un peu trop spartiate à mon goût. Mais enfin, il existe dans l'action politique une dimension martiale, qui fait aussi sa grandeur et

qu'on aurait tort de négliger. On peut préférer au terme mobilisation celui de dynamique qui fait plus «moderne», l'objectif souhaité reste le même : créer un enthousiasme.

A la N.A.R., la mobilisation est difficile, et par conséquent, l'enthousiasme en souffre. Pour des raisons évidentes, dont trois principales :

- Ignorée par les médias, méconnue du grand public, absente des consultations électorales, la NAR ne peut offrir à ses membres aucune perspective concrète d'avenir, indispensable pourtant à toute mobilisation. On le constate aisément, les formations politiques mobilisent fortement en période électorale, là où leur avenir est en jeu.

- L'éparpillement géographique et l'isolement de bien des gens de la NAR (adhérents ou abonnés) ne sont pas non plus propices à la mobilisation. Difficile d'être enthousiaste lorsqu'on ne se retrouve pas au sein d'une petite équipe.

- Il y a enfin le projet même de la N.A.R. : refuser de faire du royalisme une idéologie totalisante, refuser la fonction traditionnelle des partis politiques qui est la conquête du pouvoir, c'est de facto se priver de deux puissants facteurs de mobilisation. N'y a-t-il pas aussi cette impression, tirée de l'Histoire des deux

derniers siècles, que la mobilisation des royalistes ne peut que contrarier l'instauration de la monarchie ? Bref, l'«esprit de parti», ce n'est pas le fort de la N.A.R. C'est tant mieux, mais c'est aussi dommage.

Après l'examen de ces défauts, qui sont par ailleurs autant de qualités, faut-il désespérer de la capacité mobilisatrice de la NAR, en conclure que notre mouvement gardera ses allures de cercle intellectuel, alors qu'il devrait impérieusement se constituer en formation politique ? Je ne crois pas. D'abord parce qu'il nous arrive (quand même !) de mobiliser notre public, et singulièrement en deux occasions l'année dernière : le pot de rentrée à Paris, qui a réuni une petite foule et de nouvelles têtes. La rentrée, c'est le moment de tous les espoirs et des bonnes intentions. Une nouvelle année commence, et si, cette fois, c'était la bonne ? Abonnés et sympathisants nous renouvellent leur confiance et attendent beaucoup de la N.A.R. Avons-nous su répondre à cette attente ? Le congrès des adhérents a été aussi un moment de mobilisation : un nombre en nette progression de participants. Le débat sur l'immigration en a été la cause principale : voilà un sujet d'actualité, qui a divisé la N.A.R. comme il divise le pays, et qui a été un enjeu réel du

congrès (remarquons aussi que l'un des meilleurs «mercredis de la N.A.R.» a été celui avec Bernard Stasi). Ces deux exemples (les seuls exemples de mobilisation en 1984-1985 ?) confirment mes remarques sur les facteurs de mobilisation.

Comment mobiliser en 1985-86 ? Deux temps forts cette année :

— La publication du livre de Bertrand Renouvin, «La République au Roi dormant», qui nous permet pour la première fois de faire connaître le royalisme de la NAR au grand public, par le biais d'une maison d'édition importante, Hachette. Encore faut-il que le travail de l'éditeur en direction des médias porte ses

fruits. C'est à partir de là que le public assistera à nos réunions et que nous pourrons alors sérieusement envisager de construire le mouvement.

— Les élections législatives : à l'heure où j'écris, je ne connais pas notre mode de participation à ce scrutin autour duquel va se fixer la vie politique des prochains mois. Ce qui est certain, c'est que notre absence nous porterait un rude coup, équivalent à l'échec de 1981. Dès l'annonce de notre présence et le mode de notre participation, il faudra rapidement nous lancer dans la campagne électorale.

La mobilisation d'un mouvement ne se fait pas seulement le temps limité d'un événement, publication ou élection. Elle se

réalise dans le long terme, le travail de routine. Je pense ici aux élections municipales de 1989, bien loin dans les esprits, mais dont la préparation commence aujourd'hui. Le succès du livre de Bertrand Renouvin, la réussite aux élections législatives, ne dépendent pas essentiellement de l'adhérent de base. Par contre, les élections municipales sont à la portée de tous, même des «isolés». S'il ne restait (par malheur) qu'une seule forme de mobilisation, ce serait celle-là.

Emmanuel MOUSSET

Chaleur humaine

La mobilisation cela s'obtient aussi par des méthodes que l'on peut refuser par souci de ne pas manipuler ses amis mais alors il ne faut pas se plaindre... L'une des méthodes consiste à réunir les gens de temps à autres, le plus grand nombre possible dans un lieu pas trop grand, pour leur dire... qu'ils sont merveilleux ! Cela fait toujours plaisir même si l'on n'est que 50 dans une salle de 40 places : on repart gonflé à bloc, prêt à faire ce qu'il faut pour mériter ces éloges*.

Voilà pourquoi les «Journées Royalistes» ont été pendant

* Mais 40 personnes dans une salle de 50 places et le moral tombe à zéro...

Nous sommes ainsi faits.

plusieurs années un grand succès, indépendamment même du nombre de participants qui a été variable. Il se trouve que nos militants, nos abonnés, nos sympathisants venaient là pour cette sorte de grand'messe annuelle et constataient avec surprise et ravissement que des vedettes de la politique et de l'intelligentsia nous faisaient l'honneur de leur présence, nous disaient leur sympathie et même ne nous épargnaient pas les compliments. Il est vrai qu'au fil des années la formule s'est usée faute de nouvelles vedettes suffisamment prestigieuses pour contenter l'amour propre de la N.A.R... Je plaisante ? A peine. L'année où nos amis voulaient Glucksmann alors au faite de sa gloire, nous

ne pûmes annoncer que Edern Hallier à la veille de son effondrement. Notre public - un peu humilié ?- nous bouda, du moins une partie de ce public, une petite partie, mais nous ne pouvions nous passer de personne. Ce fut la fin des Journées.

Dans le même temps, un vent de réforme ayant soufflé sur la NAR, on institua un «Congrès», chose qui n'aurait pas été mauvaise en soi si on avait utilisé cette nouvelle instance pour relancer notre rassemblement annuel si nécessaire à notre moral collectif. C'est le contraire qui se produisit (malgré les obliurgations de certains).

Les réformateurs de la NAR voulaient un «vrai congrès», sorte d'assemblée générale des adhérents à peu près omnisciente, un super-Conseil national pour ainsi dire : on ne pouvait donc pas y faire venir les familles, les sympathisants et les amis car on craignait la diffusion des secrets et peut-être une mauvaise ambiance...

On se retrouva donc bien seul. Et personne pour nous apporter le salut amical de l'extérieur. Ce fut une douche froide pour les congressistes habitués à la chaleur des Journées. Dans ce milieu fermé, cette assemblée restreinte, les rancœurs furent reines. La question de l'image de la NAR suscita de tristes polémiques que le pessimisme ambiant fit dégénérer en démissions (une section rayée de la carte pour un problème de marketing !!!).

Ouvrons une parenthèse : le congrès de cet immense parti qu'est le P.S. rassemble, je crois, 1400 délégués mandatés sur 4.000 personnes présentes. La différence ? Des délégations, des invités, des journalistes, des permanents, qui n'ont pas le droit de vote évidemment. Fabius accueilli plutôt fraîchement par les militants a su magnifiquement utiliser ce public «extérieur» et cela lui a servi pour déclencher l'enthousiasme des délégués véritables... Le PS est un parti plus démocratique que la plupart, cependant le dirigisme et l'organisation tâtilonne de son congrès surprendraient plus d'un militant de la NAR. Fermons cette parenthèse pour dire qu'on pouvait sans se déshonorer faire du congrès d'un petit parti comme le nôtre aussi une opération médiatique en mélangeant les genres d'une façon ou d'une autre.

Qui s'était imaginé que nos amis de Province avaient les moyens de venir à Paris deux fois

dans l'année pour le Congrès et pour les Journées ? Qui croyait que l'on aurait pu réussir les Journées si seulement 50 adhérents (forcément parmi les plus motivés) choisissaient de ne venir qu'au Congrès ? Dès le départ on savait que le Congrès «remplaçait» les Journées.

Ajoutons que les Journées ont été compromises par des fautes techniques d'organisation.

Aucun parti, aucune association, fût-elle de boulistes ou de pêcheurs à la ligne, ne peut se passer d'un rassemblement de l'amitié et du ressourcement, de la chaleur humaine et du libre débat, à date fixe et avec des rites, mais aussi avec des événements pour renouveler l'intérêt.

Dès le 2ème Congrès de la NAR, le réalisme obligea à une reprise en main des débats et à des transformations visant à éviter une trop grande pression interne. Puis on en est venu à adjoindre au Congrès une Journée d'étude publique. Soit l'exacte formule refusée au départ ? Pas tout à fait, l'optique étant vraiment d'étudier, c'est bien, c'est admirable même, mais ça ne répond pas au mort d'ordre d'Emmanuel Mousset : Mobiliser !

Relancer les Journées Royalistes, ou un rassemblement quelconque de ce type, en les fusionnant avec le Congrès et la Journée d'études... Cela me paraît indispensable.

Mais pas forcément urgent ! Je m'explique : actuellement la NAR a choisi une voie politique difficile dont le proche avenir dira si elle est bonne. Il ne servirait à rien d'aller à contre-courant en cas d'échec politique. Mais si nous arrivons à sortir notre épingle du jeu par un succès quelconque (et nous ne serons pas très exigeants à

ce propos), alors ce sera le signal. Mais attention : pas d'improvisation ! Il faudrait être prêts, il faudrait savoir prendre son temps et organiser la mobilisation. Cela suppose aussi - on ne peut pas y échapper ! - des réformes sur le fonctionnement interne de la NAR.

Mais ce débat dépasse le cadre du «Lys Rouge», nos abonnés le comprendront aisément.

F.A.

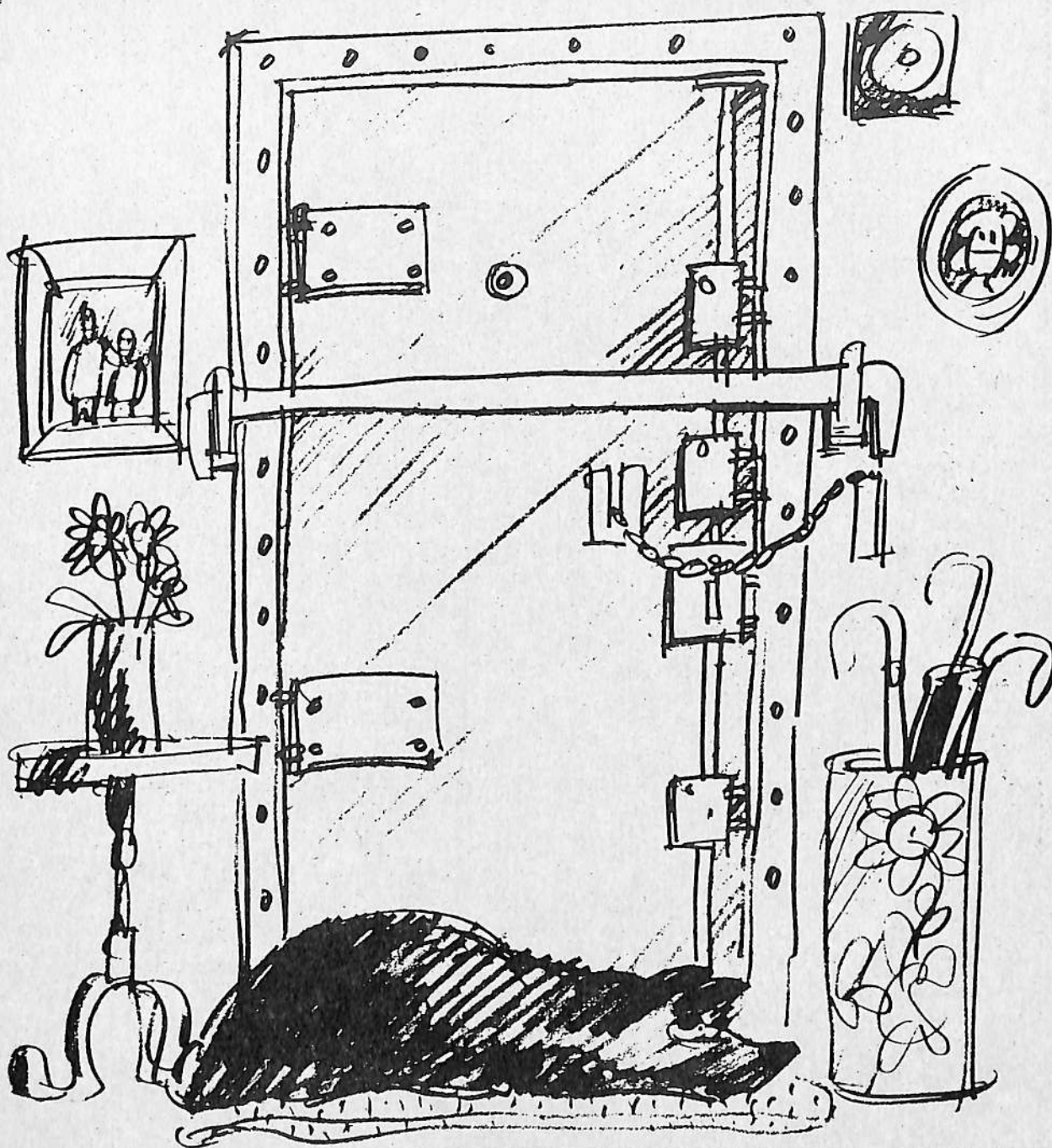
ATTENTION

A partir du prochain numéro du «Lys Rouge», l'abonnement pour 4 numéros passera de 45 à 50 F.

Abonnez-vous, réabonnez-vous par anticipation dès aujourd'hui.

Dans les prochains numéros nous poursuivons notre travail historique sur les royalistes de l'après dernière guerre en publiant notamment la brochure de Jérôme Paturot «Démocratie et Monarchie» (1947), peut-être des extraits de la revue «Chroniques du Pont Royal», une analyse du livre de Jean Mondétour «Révolution et Monarchie» (1956), autant de textes complètement ignorés par les royalistes d'aujourd'hui le plus souvent parfaitement ignorants - à tort - de leur propre histoire.

CCP «Royaliste»
18 104 06 N Paris



Et maintenant ?

Maintenant que vous êtes équipé de verrous, de loquets, de chaînes, de barres, d'œilleton, et que tout cela fonctionne à double et à triple tour.

Maintenant que vous disposez d'une alarme, d'un radar, de la vidéo, de la télésurveillance.

Maintenant que vous constatez en rentrant chez vous, que vous avez encore été cambriolé.

Maintenant il ne vous manque plus que deux ou trois petites choses.

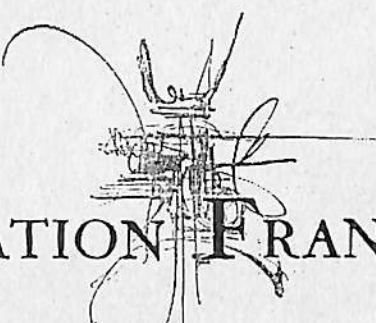
Une police aux effectifs et aux moyens renforcés.
Une justice plus rigoureuse dont les peines soient effectivement appliquées.

Un État qui assume pleinement le premier de ses devoirs, qui consiste à assurer la protection des personnes et des biens.

Certes, cela ne s'achète pas chez le quincaillier, le serrurier ou par correspondance.
Cela s'obtient uniquement avec un bulletin de vote.

Vivement Demain
AVEC LE RPR

Nous décernons au R.P.R., pour cette publicité publiée dans « Le Parisien libéré » (noblesse oblige) le grand prix Lys Rouge de la Démagogie. Même Le Pen aurait hésité...



LA NATION FRANÇAISE

Le 12 octobre 1955 paraissait le premier numéro de «La Nation Française». Cet hebdomadaire devait, pendant douze années, s'efforcer de faire entendre un langage neuf au sein d'une famille politique vieillissante qui semblait ne plus devoir hésiter qu'entre le radotage et le cynisme. En effet, au lendemain de la Libération, la Droite royaliste et nationaliste, parfois compromise et toujours mise en accusation, se divisa quant à l'attitude à tenir.

Certains se figèrent. Durant des années, ils avaient répété qu'ils avaient raison et à cette époque, même si tout le monde les montrait du doigt - et peut-être parce que tout le monde les montrait du doigt - ils répétaient encore qu'ils avaient raison. Ils n'en démordraient pas. Maurras idôlatré, sa pensée n'apparaissait plus que comme une succession de stéréotypes. La commémoration des gloires passées se substituait à la réflexion doctrinale. L'hebdomadaire «Aspects de la France» fut l'exemple-type de ce rétrécissement, tant dans sa forme typographique que dans son style journalistique, dans les thèmes abordés et dans le vocabulaire utilisé, «Aspects de la France» semblait une copie conforme de l'A.F. On pouvait alors légitimement se demander si l'on ne s'adressait pas d'abord à «une clientèle de fidèles, survivants obstinés et irréductibles des luttes d'autrefois». Dans son étude sur «L'héritage de l'Action française» (1), Raoul Girardet constatait qu'«il s'agissait apparemment de maintenir bien plus que de conquérir; que la question de l'adaptation de la pensée maurrassienne, élaborée dans le contexte politique et intellectuel du XIX^{ème} siècle, aux problèmes et aux nécessités de la France contemporaine, ne paraissait pas se poser». La pensée de Maurras, coupée de ses racines, devenait un dogme immuable et intemporel dont la répétition aurait constitué le rite fondamental.

D'autres, conscients du ridicule de cette attitude, se réfugièrent dans un esthétisme souvent teinté de cynisme. Ces éléments brillants, à la forte personnalité, donnèrent naissance au courant littéraire des «hussards» (du titre du roman de Roger Nimier : «Le hussard bleu»), autrement nommé la droite frivole. Ils prêchaient à l'égard du politique un mépris fatigué, et même si cette attitude visait d'abord l'engagement sartrien, elle n'en atteignait pas moins tout engagement politique. Ainsi, pour Jacques Laurent, «en politique il n'y a, à présent, aucune valeur, aucune idée, aucun parti (reconnu ou clandestin), aucune doctrine qui ne soit volontairement ou involontairement solidaire d'un mensonge, d'une injustice, d'un crime ineffaçable ou d'une palinodie. Il s'agit de savoir si le rôle des intellectuels consiste à apporter leur talent pour mieux déguiser ces tares (cela s'appelle s'engager) ou s'ils doivent refuser de sacrifier la moindre parcelle de leur intégrité aux mensonges inhérents à la lutte politique, si pieux soient-ils...» (2). Témoin du triste spectacle de l'histoire récente, Roger Nimier ne veut plus connaître que l'indifférence : «Nos amis sont morts. Nos espoirs sont reniés. Ceux qui rêvaient à

l'ordre nouveau connaissent la fraternité des ruines, le déchirement des nations pauvres et les seuls Européens du siècle dans la personne des cadavres sur les décombres. Nous autres, moins imaginatifs, nous n'avions que la France. Nous demeurons au milieu de cet entracte avec un visage fermé. Nous comprenons mal la fidélité de nos aînés : qu'ils vivent pour des camarades qu'ils ont aimés, cela est juste, mais qu'ils vivent aussi pour leurs vieux drapeaux, couverts d'honneur, couverts de honte et sans raison pour personne, quelle faiblesse ! Les lumières de juin 1940 et de l'été 1944 se confondent à présent, le désespoir et le bonheur font une égale balance, mais nous rejetons cet équilibre douteux. Vichy et le gaullisme, la collaboration sont rendus à l'histoire. Notre regard a pris cinq siècles de recul : Armagnac ou Bourguignon, l'indignation est toujours de trop... Ni victoire, ni défaite : la situation de 1945 nous laisse libres. J'entends bien qu'on viendra déterrer les cadavres sous nos yeux pour nous dire qu'il faut continuer, que cette voie seule est glorieuse. Mais à défaut d'humanité - c'est le fond qui manque le plus - vient la fatigue...» (3). Aux engagements collectifs, on préférera le récit du destin d'individus exceptionnels, distants et cyniques. La frivolité apparaît comme le remède au dégoût généralisé.

Mais pour quelques personnes, ces deux attitudes - la fixation obsessionnelle et le mépris esthétisant - sont néfastes; elles relèvent d'une même mentalité, celle des vaincus. Les uns confondaient fidélité et fossilisation, les autres oubliaient les vraies questions derrière le clinquant des mots. Contre ces deux attitudes devait se former «La Nation Française». Elle entendait être un journal ouvert à tous, prêt à tous les débats, pour peu que l'on se soumette à deux exigences fondamentales : la défense de l'intérêt national et le respect de la personne humaine. La diversité de la composition de l'équipe rédactionnelle témoigne de cette volonté d'ouverture. Autour de Pierre Bouthang et de Michel Vivier, on rencontrait aussi bien des traditionalistes que des gaullistes, des hommes venus de gauche que des représentants de la jeune droite littéraire, des anciens de l'Action française que des néophytes en politique. Tous ces hommes savaient que le monde changeait et que les citoyens, bien plus que d'une doctrine toute faite, avaient besoin de repères pour comprendre, espérer, et lutter. Aux citoyens désirant garder leur dignité, «La Nation Française» proposa une double réflexion, sur la Nation et sur l'Homme.

I/ LA NATION

La nation est, en notre temps, le lieu par excellence de l'exercice de la politique. Et sur ce point, «La Nation Française» reprend l'argumentaire classique de la pensée maurrassienne : «L'art et l'objet de la politique est de cultiver la belle et naturelle chance heureuse : la vertu de ce mur d'enceinte dont le bienfait direct est d'ouvrir les mains et les cœurs» (C.M. «Votre bel aujourd'hui»). Pour la plupart des collaborateurs de «La Nation Française», la monarchie est la meilleure protection possible pour la France. Ils œuvreront pour sa restauration. Mais la politique nous requiert quotidiennement, il faut savoir s'engager ponctuellement sans se contenter de répéter qu'avec le Roi tout irait mieux. Entre 1955 et 1967, deux événements fondamentaux marquent la vie politique française : la guerre d'Algérie et l'avènement de la Cinquième République.

A/ La guerre d'Algérie

Lorsque le premier numéro de «La Nation Française» paraît, l'Algérie est déjà à la une de l'actualité. L'hebdomadaire royaliste se montre résolument partisan de l'Algérie française. Sur cette question, le journaliste Jean Brune, directeur de «La dépêche quotidienne» d'Alger, est le chroniqueur régulier du journal et ses avis sont articles de foi.

Pour «La Nation Française», le nationalisme algérien n'existe pas en tant que tel car l'Algérie est toute entière une création de la France. La rébellion ne trouve pas son origine dans une revendication nationale mais dans la conjonction de deux éléments qui lui sont extérieurs : l'intervention étrangère et l'incapacité des gouvernements métropolitains. L'intervention étrangère, c'est le communisme international qui, relayé par Nasser et la doctrine fallacieuse du pan-arabisme, œuvre dans les campagnes algériennes. L'incapacité des gouvernements français, c'est le résultat de l'insuffisance organique des institutions de la IV^{ème} République. La réunion de ces deux éléments fait la crise algérienne.

Cependant notre journal ne nie pas l'existence de problèmes spécifiques à l'Algérie. Il propose de lancer un vaste programme de développement économique et de faire de l'Algérie la «frontière» de la France comme l'avait été l'Ouest américain au temps des pionniers. Mais si cela est nécessaire, cela ne saurait être suffisant. «La vraie question, écrit Jean Brune, c'est la question de la coexistence et de la coopération de races différentes à l'intérieur d'une même unité et d'une même entreprise, ici, celle que nos ancêtres républicains appelaient «la plus grande France» (N.F. 49 - 12/09/1956). C'est à cette question qu'il faut répondre. A l'origine, «La Nation Française» ne croit pas vraiment à l'intégration, une idée qu'elle juge généreuse mais chimérique, en raison du particularisme musulman. Elle verrait plutôt la solution dans un fédéralisme, soit dans un fédéralisme territorial, soit dans un fédéralisme personnel qui reviendrait à reconnaître dans une même entité territoriale deux (ou plusieurs) catégories de citoyens égales mais distinctes. Le journal finira pas se rallier à l'idée du collège unique (réunissant tous les citoyens sans distinction), tout en affirmant que cette disposition est dangereuse sans l'existence d'un pouvoir central fort, c'est-à-dire sans le Roi. Il apparaît de plus en plus, pour «La Nation Française», qu'il n'existe pas de solution républicaine pour l'Algérie française.

Mais en attendant, il convient de détruire la rébellion algérienne et pour ce faire, une confiance absolue doit être faite à l'armée. L'hebdomadaire royaliste demande que des mesures répressives sévères soient prises contre ceux qui, en France, insultent nos troupes. Et, s'il n'excuse pas la torture, il la voit comme le résultat, certes condamnable, du spectacle horrible du terrorisme, et comme la conséquence de la démission de l'Etat. Pierre Boutang écrit : «La torture a pu être le réflexe affreux, condamnable - parce que le mal reste le mal, et que la provocation ne l'efface point - d'une partie de l'armée soudain écrasée par une responsabilité effrayante - un mal où quelques-courbure de la loi sous le poids de l'injustice, osez-vous les isoler de leur cause ? Je ne puis vous permettre d'accuser, pas plus que vous ne devez me permettre d'excuser» (4).

Les impératifs de la guerre révolutionnaire ont conduit l'armée à exercer des responsabilités politiques sur le terrain. Ainsi l'armée a sa politique algérienne. L'idée que le gouvernement pourrait avoir une autre politique ouvre alors la voie à toutes les aventures. Or, en ce début de l'année 1958, on se met à parler de négociations avec la rébellion, ce qui est intolérable pour les Algérois et difficilement admissible pour l'Armée. Le résultat, c'est le coup du 13 mai 1958. «La Nation Française» en appelle immédiatement au recours au général de Gaulle, tout en estimant que le comte de Paris ferait sans doute mieux l'affaire (cf. N.F. 136 - 14/05/1958). Le 1er juin, le général de Gaulle est investi légalement. Une nouvelle ère commence pour notre journal : ... «A cette heure, rien n'est perdu, tout commence. Un pouvoir naît sur les ruines bruyantes, éloquentes de l'ancien désordre établi. Sa nécessité est étrangère aux opinions, aux factions; elle surgit purement de l'Histoire dont la France était comme sortie, devenue étrangère à soi-même, et, par cette aliénation, jouet de l'étranger, objet de volontés opposées où s'annulait son être» (P. Boutang, N.F. 138 - 23/05/1958).

«La Nation Française» voit dans le général de Gaulle, à la fois le restaurateur de l'Etat et le sauveur de l'Algérie française. Seule la question algérienne nous intéresse ici, nous examinerons le problème institutionnel plus tard. Mais nous devons toujours garder présent à l'esprit cette double optique.

Jusqu'en juillet 1960, «La Nation Française» va soutenir la politique algérienne du général de Gaulle. Même si elle ne masque pas ses inquiétudes, elle accepte tout, y compris le principe de l'autodétermination, et se prononce, comme le comte de Paris, pour une Algérie librement française. La journée des barricades à Alger (24/01/1960) ne la fait pas changer d'avis, mais sera à l'origine de la scission d'«Esprit Public». Il faut attendre le 6 juillet 1960 pour que la rupture soit consommée. Pierre Boutang, dans sa «politique», écrit : ... «Le chef de l'Etat s'entend admirablement à la politique. Il n'entend rien à l'Algérie de notre été 1960, parce que cette Algérie n'est pas une œuvre de l'art politique, mais la matière d'une tragédie. On ne sort pas d'une tragédie comme d'un problème...» (N.F. 248 - 6/07/1960).

Désormais, «La Nation Française» combat le général de Gaulle, elle le combattra jusqu'au terme du processus qui devait conduire à l'indépendance de l'Algérie, et même après pour «ce crime qui ne peut être pardonné». La lutte pour l'Algérie française prend dans le journal une dimension épique, il s'enthousiasme pour les projets les plus fous. Mais tout cela n'est que des mots. L'O.A.S. est sévèrement condamnée, même si l'on tient le général de Gaulle pour véritable responsable de ses crimes. On se contente d'espérer que le chef de l'Etat va changer sa politique algérienne, mais jamais on ne souhaitera son départ. C'est ici qu'il faut se souvenir que pour «La Nation Française» le général de Gaulle est le restaurateur de l'Etat, et que de ce point de vue-là, il n'existe pas de solution de rechange. La question institutionnelle a sans doute été déterminante.

B/ L'avènement de la Cinquième République

Pendant toute la Quatrième République, «La Nation Française» se montre résolument hostile au régime, et son attitude ne diffère guère en cela de celle des autres journaux d'extrême-droite. Un seul point mérite d'être relevé : la grande attention que porte notre journal aux activités et aux déclarations du comte de Paris; c'est un fait nouveau pour un journal royaliste.

A l'occasion du mariage du Dauphin (juillet 1957), le général de Gaulle a adressé un message au comte de Paris. Pierre Boutang en fait un commentaire qui éclaire bien des positions à venir : ... «Le général de Gaulle, qui a inspiré aux Français des sentiments si divers et parfois inconstants, vient, par le texte de félicitations adressées au comte de Paris, d'affirmer de manière éclatante et heureuse un principe supérieur à toutes nos divisions et toutes nos rancunes. Il n'avait jamais parlé de personne, ni à personne, ainsi; il n'avait jamais énoncé publiquement le principe de l'exemplarité de notre famille royale, de son association singulière avec la destinée de la patrie. Ce langage passe infiniment tout «gaullisme» et tout «antigaullisme» (N.F. 91 - 3/07/1957).

C'est avec l'avènement de la Vème République que se révélera la véritable originalité de «La Nation Française». Le comte de Paris a appelé à voter «Oui» au référendum sur la Constitution. «La Nation Française» le suit, et sans traîner les pieds comme le fait «Aspects de la France». Cette constitution n'est peut-être pas parfaite, mais pour Pierre Boutang, «il est clair que les règles d'exercice et de distribution du Pouvoir qui y sont prévues instituent une dernière expérience, non seulement pour la France, mais pour l'Occident, de régime encore parlementaire : non au sens où le Parlement, c'est-à-dire le suffrage universel direct, la volonté du peuple réduite en poussière et librement «interprétée» par des partis souverains, pourrait continuer d'être le Pouvoir, mais en l'acceptation restreinte où le Parlement, cet usurpateur de la volonté nationale, et avec lui notre longue erreur parlementaire, ont une chance d'être sauvés et transmués, de servir au dialogue entre l'Etat et le peuple qu'inventeront les institutions de l'avenir». (N.F. 198 - 6/08/1958).

Le général de Gaulle apparaît comme le restaurateur de l'Etat. Et, même ensuite, lorsque le journal rentrera dans l'opposition au nom du combat pour l'Algérie française, il ne cessera d'exprimer sa crainte de voir l'Etat perdu par ceux qui veulent sauver l'Algérie. Il semble bien que l'hebdomadaire royaliste opte d'abord pour la défense de l'Etat, un Etat à peine consolidé qui repose tout entier sur les épaules du général. En cela, «La Nation Française» suit peut-être les conseils du Prétendant.

Il faudra attendre la fin de la guerre d'Algérie, la cicatrisation de plaies trop vives, pour que «La Nation Française» réalise un véritable «aggiornamento» du royalisme. Cette mise à jour est ce qui fait qu'aujourd'hui encore, ce journal rend un son étonnamment actuel.

Deux éléments composent cette mise à jour. Le premier élément c'est le constat que la présence sur le sol national du Prétendant au Trône doit modifier l'attitude habituelle des royalistes : «On ne peut pas, étant royalistes, maintenir un droit souverain sur les moyens de conduire le Prince au sommet de l'Etat, livrer chacun sa bataille d'Arques, différente de celle d'Henri IV, juger du dehors et librement condamner la stratégie politique de celui qui est bien le «stratègos», le général de cette armée de tous les Français soucieux de retrouver la légitimité et la durée» (P. Boutang, N.F. - 440 - 18/03/1964).

Le deuxième élément tient dans la découverte de la finalité monarchique des institutions de la Cinquième République, que l'esprit de ces institutions exige l'indépendance de la magistrature suprême. Philippe de Saint Robert exprime la conséquence fondamentale de cette découverte : «L'impartialité fondamentale de la magistrature suprême, là est en effet un point capital pour l'avenir de nos institutions. Le comte de Paris est, avec le général de Gaulle, le seul homme d'Etat français qui se situe véritablement en dehors des partis politiques et qui, par conséquent, pourrait avoir à leur endroit toute l'autorité arbitrale exigée par leurs ambitions contradictoires et exclusives» (N.F. 462 - 30/09/1964).

Ainsi, pour «La Nation Française», la restauration monarchique doit s'effectuer dans le cadre des institutions de la Cinquième République. Le comte de Paris, successeur du général de Gaulle par la volonté du suffrage universel, pourra assurer la pérennité de l'œuvre entreprise. Le journal royaliste espérait que le général de Gaulle désignerait le comte de Paris comme son successeur dès les élections présidentielles de 1965. De Gaulle a préféré se représenter. «La Nation Française» s'attendait à une réélection facile et le ballottage l'a totalement surprise. Ce ballottage marquait le retour en force des partis politiques et, pour notre journal, la fin de son espoir d'une restauration monarchique imminente. «La Nation Française» cessera de paraître en juillet 1967. Reste que son «aggiornamento» du royalisme demeure une étape fondamentale de l'évolution de la pensée royaliste en France.

Mais «La Nation Française» n'était pas qu'un journal politique. Elle n'est pas étrangère aux préoccupations philosophiques, morales et spirituelles qui agitent son temps. Elle réunit sur ces thèmes des plumes brillantes.

II/ L'HOMME

L'originalité foncière de «La Nation Française» a sans doute été de n'être pas qu'un journal politique, de ne pas croire qu'une simple modification institutionnelle suffirait à résoudre tous les problèmes. La très belle définition du royalisme que donne Pierre Boutang contient en elle tout un au-delà du politique... «Il y a plus : si je ne me tiens pas pour royaliste «exemplaire», j'ajoute que personne ne l'est, ne peut l'être, et que le sens même du royalisme interdit la définition d'un ensemble d'opinions et de réactions qui constitueraient un troupeau. Je ne dis pas qu'il n'y a rien de commun entre eux, c'est précisément le roi et la communauté de naissance, qui leur interdisent de constituer un parti, une faction, pourront faire écran entre ce roi et cette communauté de naissance. Le royalisme suppose cette extrême tension personnelle, qui contraint chaque fidèle à la singularité, à être une personne, beaucoup plus autrement que ne fait l'individualisme démocra-

tique : non seulement le vrai royaliste n'a pas de réponse à tout, mais il n'a réponse à rien par lui-même et moins encore par ses «semblables», parce qu'il s'établit, c'est-à-dire qu'il espère, en une communauté instaurée (ré-instaurée) où la médiation royale change la vie, accueille l'histoire, et de manière libre, imprévisible, pourtant assurée - assurée parce qu'elle se fonde sur un être de l'histoire et pour l'histoire, sur une «légitimité» homogène à cette histoire et à la destinée temporelle des hommes...» (N.F. 590 - 6/04/1967).

Et cette destinée temporelle des hommes s'accomplit dans un monde en plein bouleversement, où l'homme risque de se perdre lui-même.

A/ Critique de la modernité

Moderne est un terme ambigu. «La Nation Française» se définissait elle-même comme un journal moderne, et le dessin de Matthieu qui illustrait son titre apparaissait à l'évidence comme une marque de modernité. La lecture des critiques littéraires ou cinématographiques de l'hebdomadaire prouvait encore cette modernité. Mais lorsque «La Nation Française» se dit moderne, c'est pour signifier qu'elle est à l'écoute du monde, qu'elle ne se réfugie pas dans un passé mythique. Attention n'est pas soumission, modernité ne saurait être un concept permettant d'excuser notre propre démission. La critique de la modernité concerne l'évolution générale de la société, et non les créations ponctuelles de l'art, créations qui bien souvent dans leur modernité même, constituent des critiques aigües de la société. «La Nation Française» ne s'y trompera pas, qui fera l'éloge d'Eliot ou de Pound.

Le monde moderne fait figure d'accusé. Pierre Boutang le décrit ainsi ... «Le monde moderne commence tous les matins, assez tard; il s'étire, traînasse, demande qu'on lui raconte l'avenir, et qu'on le mette en train; il a horreur de tout ce qui peut lui rappeler qu'il n'est pas né d'hier, moins encore du jour, et d'abord des «textes» se rapportant aux actes dont il va pourtant pratiquer et subir les conséquences : dès qu'un de ces gêneurs lui est représenté, il s'agite en fureur ou se rendort, selon le cas, mais toujours pour rentrer au «ventre maternel», se replonger dans son milieu prénatal, la civilisation «audio-visuelle», dont les bruits et images feignent que tout arrive, mais que rien ne s'est passé...» (N.F. 529 - 13/01.1966).

Devenu simple rouage d'une mécanique qu'il ne maîtrise pas, l'homme se réfugie dans les rêves que lui distille la société moderne. Fuyant la dimension tragique de toute humanité, il se donne des idoles bruyantes et gesticulantes, croyant que la frénésie du mouvement masquera le néant qui l'habite. Pierre Boutang, Gustave Thibon, Marcel De Corte et d'autres encore pensent que l'homme est en train de perdre le sens de l'être et ne se connaît plus d'autre finalité que la possession des choses. On trouve dans «La Nation Française» une dénonciation de la société de consommation que ne renieraient pas les acteurs de Mai 1968.

Citons Pierre Boutang : ... «Alfred Sauvy, avec son dernier livre, montre parfaitement, dans des mythes particuliers, que l'aliénation existe. Il ne s'attrape pas, toutefois, au mythe fondamental, celui qui engendre ensemble l'inflation et l'attitude somnambulique des victimes de l'inflation : le développement illimité et l'idée, directrice de toute l'économie de consommation de masse, d'une croissance indéfiniment favorisée et protégée des besoins en vue de leur satisfaction. Le moteur n'est plus le besoin défini et mesuré, conforme à la nature des sujets économiques, mais la satisfaction de besoins quelconques les plus étendus et intenses qu'il est possible; la publicité, sous la forme cancéreuse, n'est pourtant rien d'autre que l'énergie indispensable à un tel moteur : en 1954, avec l'affaire «GarageE sur tous les murs de Paris et dans la presse, elle annonçait son essence, le projet où elle coïncide avec la «modernité» même : pouvoir rendre désirable et présent, chez des «opérateurs» en nombre indéfini, un objet non seulement inexistant, mais dont la valeur opératrice sera n'importe quoi...» (N.F. 529 - 13/01/1966).

Avilissante, cette société de consommation engendre une philosophie perverse : celle de l'abstraction généralisée. Déjà partiellement objectivé par l'industrialisation, l'homme, dans la société de consommation, n'est plus que cet objet vague dont on titille les désirs afin de satisfaire les besoins d'une croissance illimitée. Une prise de conscience n'est cependant pas impossible. Mais, au lieu de se tourner vers sa propre profondeur et de cultiver la richesse profonde de son être, l'homme moderne se donne une philosophie où il n'est encore qu'un jouet. Simple produit de l'histoire, il ne peut que se soumettre à son sens. «La Nation Française» ne cesse de dénoncer ce prétendu «sens de l'histoire». Témoin, ce texte d'Henri Massis :... «Devant ce trouble de consciences, cette démission des têtes pensantes, face aux périls qui nous menacent et l'univers avec nous, il importe s'oser remonter le courant, puisqu'aussi bien c'est un gouffre qui mène le courant. Quand il s'en aperçoit l'homme de barre exige qu'on renverse la vapeur. Non, ce n'est pas au sens du courant qu'on doit laisser le gouvernement du navire. Il y a des courants qu'on doit remonter pour se porter en avant, car il y a des évolutions qui sont des régressions. Ce qu'il faut, et malgré la force du courant, c'est remonter vers la source, afin de refaire pour l'eau de la source un lit qui lui permette d'arroser et de féconder des terres nouvelles. Voilà ce que nous enendons par tradition.» (N.F. 417 - 9/10/1963).

La tradition est la réponse de l'homme qui veut sauvegarder sa dignité, la conquérir même, face à la déchéance que la modernité lui promet.

B/ Défense de la personne

Le diagnostic du médecin est inutile si la maladie est incurable. Il ne servirait à rien de constater l'abaissement de l'homme dans la société actuelle si la partie était déjà jouée. Mais pour «La Nation Française» tout reste ouvert. L'homme peut se sauver lui-même s'il sait se garder du chant des sirènes.

«La Nation Française» redécouvre tout un aspect de Maurras que l'on avait oublié, préférant se contenter de quelques phrases toutes faites. Maurras est un philosophe qui ne réduit pas l'homme à la fonction de simple rouage d'un système parfait, il sait sa véritable richesse. Ces quelques lignes extraites de «La politique naturelle», suffiront à nous en convaincre :... «Supposons l'architecte de la cité de l'Âme ou son géomètre et dessinateur-arpenteur, occupé à délimiter, avec la plume ou le crayon, les vastes espaces vagues occupés et disputés par les sentiments, les passions, les images, les souvenirs, tous éléments, divers d'énergie comme de valeur, qui sont naturels à chaque homme : la courbe irrégulière dont il les cerne peut venir à former un cercle ou un ovale ou toute autre figure, mais flottante, mobile, extensible, étant donnée les élasticités de la vie.

Or voici qui va obliger le même praticien à se servir de son compas, et d'une ouverture constante, pour le rayon qui décrira un petit cercle concentrique à circonférence rigide : le cercle déterminera le réduit où tient, où s'accumule le trésor, le dépôt des biens spirituels et moraux dont la Raison et la Religion s'accordent à faire l'attribut de l'humanité.

Tout homme ayant cela, vaut tout autre homme, pour cela. La siège donc l'impénétrable et l'inviolable, l'inaltérable, l'incoercible, le sacré».

Et ici, Charles Maurras recontre Gabriel Marcel dont la pensée repose sur la forte notion de mystère ontologique. Elle reconnaît le secret de la vie et permet l'amitié avec l'être. L'homme doit s'insérer dans le flux de la vie, mais il y a en lui «quelque chose» qui n'est pas de ce mouvement.

A partir de cette philosophie, «La Nation Française» s'ouvrira à la spiritualité. Elle verra le christianisme, parce qu'il est la religion de l'Incarnation, la seule chance offerte à l'homme d'échapper aux aliénations de la société contemporaine. Loin des sortilèges de ses rêves et des délices empoisonnés de

la pure abstraction, l'homme, dans le christianisme, peut assurer son plein épanouissement et manifester sa solidarité avec autrui; il acquiert le comportement d'une personne.

Cette vision de l'homme, qui aboutit inéluctablement à une vision du monde, devrait considérablement influencer notre journal, au point d'imprégner d'une couleur nouvelle sa conception politique. Écoutons Pierre Boutang :... «La chose la plus importante est l'ouverture au Christ de ce journal. Nous avons compris que le mystère de la naissance et la vie ne peuvent s'accrocher ici qu'à la tradition chrétienne. Il y a une dominante chrétienne française. Pour un monarchiste de l'Action Française, c'est vers Louis XIV qu'il fallait nécessairement regarder. Après, c'est vers saint Louis qu'on s'est tout naturellement tourné. Louis XIV pouvait être un grand roi, mais le roi à la jointure mystérieuse de l'éternel et du temps, c'est saint Louis...» (N.F. 424 - 27/11/1963).

Ainsi, tout se rejoint. La Monarchie, organisation politique qui assure le salut national, est aussi la garante de la signité de l'homme parce qu'elle suppose l'incarnation du pouvoir dans la personne du Prince chrétien.

CONCLUSION

Nous ne prétendons pas avoir donné ici un exact reflet de toute la richesse de «La Nation Française», tout juste si nous avons tracé quelques lignes directrices. L'important est que la collection de ce journal constitue un prodigieux réservoir d'idées toujours actuelles, et que les royalistes, si souvent ignorants de leur propre histoire, soit par négligence, soit par idolâtrie, auraient tout intérêt à en profiter. «La Nation Française» pourrait servir de canevas à toute une série d'études thématiques, plus vaste dans leur dimension historique, qui enrichiraient la pensée royaliste contemporaine.

La triste destinée de ce journal est aussi une leçon. «La Nation Française» disparaît le 13 juillet 1967 avec son numéro 604. Quelques années auparavant, Philippe Ariès avait écrit :... «Vous craignez que nous ne perdions dans la clientèle des royalistes ? Il sera donc prouvé qu'un journal royaliste ne peut épouser librement la politique de son Prince sans les royalistes l'abandonnent ou lui crient casse-cou !» (NF 442 - 1/04/1964).

Puisse cela ne jamais se reproduire.

Patrick LOUIS

Notes

(1) Raoul Girardet, «L'héritage de l'Action française», *Revue française de Science Politique* - oct.-déc. 1957.

(2) Jacques Laurent «Pour une stèle au docteur Petiot», *La Table Ronde* numéro 5, mai 1948.

(3) Roger Nimier, «Vingt ans en 1945», *La Table Ronde* numéro 2-21, août-sept. 1949.

(4) Pierre Boutang, «La terreur en question - lettre à Gabriel Marcel», collection Libelles - Fasquelle 1958.

LA NATION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE. — PRIX : 50 Fr.

Directeur politique : Pierre BOUTANG

N° 1 — 12 octobre 1955

LA décomposition de notre système politique approche de son stade final. Il n'existe plus d'Etat français. Cette absence entraîne la défaite de nos armes, provoque et accélère la sécession dans ce qui fut notre empire. Le relâchement est partout et bientôt il ne restera plus rien à lâcher.

Heureux de n'appartenir, ni de près ni de loin, à aucune des factions dont l'agitation hagarde se dispute les ruines de la souveraineté française, les rédacteurs de ce journal entreprennent la tâche de rappeler chaque semaine quelques-unes des vérités qui pourraient rendre à notre peuple sa place parmi les nations.

Ils ne proposeront à leurs lecteurs ni le panacée d'un système, ni le mirage d'un nom, ni l'éclat fallacieux d'un programme. Ils s'efforceront de résoudre chaque problème réel en fonction de l'intérêt bien entendu des Français honnêtes gens et efficaces, présents ou à venir, intérêt qui porte finalement le nom d'intérêt national.

A cet intérêt national, ils déclarent ne pas voir de pires ennemis que le système et l'esprit démocratiques. Le peuple français, qui travaille et subit le désordre établi, demeure sain dans ses profondeurs. Sa décadence est surtout le fait des fausses élites qui l'aveuglent d'un écran de grossiers mensonges et l'étourdissent de modes et de mœurs.

L'histoire de la France porte ce témoignage que La Monarchie, pendant de longs siècles, fut le pôle autour duquel, après chaque épreuve, se reconstituait l'Unité de la Patrie. Le vide qu'elle a laissé n'a jamais été comblé. Pour la plupart, les rédacteurs de ce libre journal pensent qu'une monarchie moderne, dessinée par l'expérience, sévère à toute vieilleries, serait la moins coûteuse condition de notre survie. Mais c'est le présent, la nécessité de rendre ce présent raisonnable et de créer enfin un esprit public, qui les a réunis.

National, ce journal sera enfin libéral, au sens qu'avait le mot avant sa triste corruption ; c'est dire qu'il sera généreux, attentif à la pensée de l'adversaire ; ce qui est de l'ordre de l'esprit n'est pas tributaire de la force ; ce qui est de langage et de persuasion ne s'impose pas du dehors.

Distinguant avec soin les masses françaises et leurs élites véritables du régime qu'elles subissent, ce journal s'efforcera de rendre aux Français confiance en eux-mêmes, en soulignant avec fierté ce qui se fait encore de noble et de grand dans le pays et ses dépendances. Un pilote d'avion qui bat un record, un artiste qui invente une forme neuve et belle, une équipe d'ingénieurs et d'ouvriers qui mettent au point une machine limitant la peine des hommes, un soldat qui meurt dans une embuscade : là est la France.



Faillite du parti intellectuel

Il ne faut pas hésiter à dire que l'accession des intellectuels aux leviers de commande de la politique, qui est peut-être le phénomène le plus caractéristique de notre temps, a été un événement entre tous déplorable. Les intellectuels, en effet, au sens étroit de ce terme, les intellectuels qui ne sont que cela, peuvent être dans le privé de fort honnêtes gens, et pleins de mérites, mais, dès qu'ils abordent le domaine de la vie publique, la plupart d'entre eux prennent tout naturellement place parmi ces terribles simplificateurs dont le grand Burckhardt, il y a un demi-siècle, annonçait l'avènement et prévoyait les ravages.

Mais le meilleur moyen de réduire l'homme, c'est évidemment de le raccourcir. Et c'est bien ainsi que l'entendent les gouvernements modernes, qui ont conçu l'épuration non pas comme une mesure exceptionnelle et transitoire, mais comme un mécanisme permanent installé au cœur de la Cité pour trancher, au fur et à mesure de leur apparition, les têtes sans cesse renaissantes de l'hydre déviationniste.

Sans aller toujours jusque-là, le résultat a peu près inévitable des entreprises des intellectuels sur le

René GILLOUIN.

(Suite page 2)

L'angoisse et l'espérance

Le dénigrement systématique des hommes et des actes d'un régime, qui est l'attitude favorite des oppositions, ne m'inspire aucune sympathie. En dépit d'illustres exemples, je crois peu à la polémique : elle élargit le fossé entre les hommes tout en les rendant étrangement semblables, dans l'incompréhension et dans la haine, sur les deux bords du fossé. La violence a ce funeste privilège d'égaliser en séparant : les frères ennemis se ressemblent d'autant plus qu'ils se détestent davantage.

Mais qu'est-il besoin de violence verbale quand la violence muette des événements nous impose sa tragédie ? Il n'est pas nécessaire d'élever la voix, il suffit d'ouvrir les yeux sur un pays sans unité politique et sans harmonie sociale, trahi du dedans et bafoué du dehors, un Empire agité par des spasmes chroniques qui l'arrachent de plus en plus à son centre naturel et, face à tous ces maux, des remèdes inopérants et contradictoires.

Je ne veux pas incriminer les hommes qui détiennent ce que, faute d'un terme nouveau, on ose appeler encore l'autorité. Les hommes sont ce qu'ils sont, et les pouvoirs les plus sains ont dû toujours tenir compte de leur malice et de leur faiblesse. Ce que j'incrimine avant tout, c'est un système politique qui libère le mal et paralyse le bien et qui condamne les meilleurs à l'impuissance en ne laissant pas

d'autre issue à leur ambition que d'être, non la pierre de façade d'une pyramide, mais le dessus éphémère d'un panier de crabes. Tant que nous vivrons dans cette atmosphère débilitante et malsaine, la contagion du milieu sera plus forte que le talent ou la vertu des individus. Et les exemples du passé témoignent pour l'avenir...

A l'aube de la quatrième République — cette étrange entité mort-née et toujours vivante — la plupart de mes amis étrangers, conscients des tares congénitales du nouveau régime, me disaient sans hésiter : « Cela ne peut pas durer. » A quoi je répondais : « Sauf catastrophe extérieure, cela durera certainement ; la prolongation indéfinie des agonies, le balancement entre la vie et la mort sont un des grands signes du malheur des temps. » Et, en fait, cela a duré.

Reste à savoir combien de temps cela durera encore. La réponse est simple : aussi longtemps que ce parasite qu'est le régime trouvera quelque chose à dévorer dans son hôte qu'est la nation ; aussi longtemps qu'il restera un grand exemple à renier, un territoire à perdre, une richesse à dilapider, un affront à subir. A moins que — et c'est la seule espérance qui nous reste — le système dont nous mourons se heurte aux limites de notre patience avant d'avoir atteint celle de

Gustave THIBON.

(Suite page 2)

La Politique

par Pierre Boutang

I. - 477 voix de la fatalité

Il n'y a qu'une raison, très forte, en faveur du « self government » et de l'indépendance des pays d'Afrique du Nord ; elle n'a pas été donnée au Parlement ; c'est qu'en aucun cas, s'il leur était fait cadeau de ce que nous avons l'audace ou la naïveté d'appeler nos institutions libres, ils ne pourraient se gouverner plus mal que nous.

Il n'est pas généreux d'offrir cela, et sous quelle contrainte, à ces peuples, à ces frères et ce prochain, que la France vivante a reçus de ses soldats, de ses missionnaires, de ses colons. Nous ne leur avons pas apporté une chrétienté, mais des biens matériels certains et des biens spirituels équivoques ; c'est moins pour ces bienfaits qu'il leur est arrivé de nous aimer que par une admiration et une attente confuse

d'un avenir qu'ils n'imaginaient pas sans nous. Ils nous ont été fidèles sous Nogués et sous Weygand, lorsque la force nous manquait en 1940 ; seul le spectacle de nos désordres, depuis dix ans, et de notre impuissance à leur proposer un chemin, une destinée, les a jetés dans la « barbarie nationaliste » ou ils vont faire leur malheur et le nôtre.

Le bon sens est la seule place forte dont la perte soit décisive. La capitulation majeure n'est pas de promettre des réformes en pleine guerre qui ne dit pas son nom, ce n'est même pas d'inventer un Conseil des gardiens du trône chrétien ; c'est d'accepter le langage de l'ennemi, de lui donner, comme vient de le faire Edgar Faure, le prestige de l'évidence, les honneurs d'une conformité au sens inéluctable de l'Histoire. Les 477 voix de la fatalité viennent de proclamer que la volon-

té de chasser les Français et d'annuler leurs droits est seule vraiment représentative ; que l'interdépendance, cette chimère dessinée dans les nuées, peut résulter de la libre décision de peuples que nous constituons contre nous dans l'indépendance démocratique. Les liens permanents, nécessaires, dit le fol ordre du jour, seront négociés avec la France par le Gouvernement marocain ; mais la nécessité en sera librement appréciée, comme la permanence en tombera à la merci d'une substitution de nationalistes conséquents aux nationalistes modérés.

II. - La rhétorique d'Edgar Faure

J'écoute, plus que je ne le relis, le discours d'Edgar Faure ; l'orateur est adroit, sa voix porte dans le silence, il a même l'adresse inattendue de la franchise ; il demande

Les Chemins du Monde

Retour au guépier

L' « ORGANISATION des Nations Unies » n'a jamais été qu'un mauvais lieu. Comparée à la Société des Nations, qui n'était pourtant pas sans défauts, elle est vingt crans au-dessous de ce qu'était la Ligue de Genève. Elle n'a pas un geste utile à son actif.

La grande différence entre la S.D.N. et l'O.N.U. est qu'à la S.D.N. deux puissances firent pendant longtemps la loi : l'Angleterre et ses satellites, la France et les siens. A l'O.N.U., la loi est faite par trois groupes, dont deux sont nouveaux : les Etats-Unis, les Russes et les Etats arabo-asiatiques.

Ces trois groupes sont provisoirement d'accord pour obtenir dans les plus brefs délais la désagrégation des restes de l'empire français. Les Etats-Unis n'oublient jamais qu'ils sont une ancienne colonie révoltée et mettent leur point d'honneur à aider les autres à les imiter. Les Soviétiques savent qu'une fois l'Europe occidentale privée de ses prolongements africains ou asiatiques, sa force de résistance à un choc brutal sera considérablement diminuée (moins de matières premières, moins de troupes, des possibilités stratégiques restreintes). Les gouvernants des pays arabo-asiatiques constatent qu'il est infiniment plus aisé d'exciter leurs populations contre la France que de résoudre leurs problèmes économiques et sociaux.

Les travaux de l'O.N.U. ne présentent aucune espèce d'intérêt : notre délégation eût dû quitter la sous-commission du désarmement. La paix n'a été maintenue depuis dix ans en Europe que grâce à la supériorité atomique et militaire des Etats-Unis. Elle ne sera maintenue dans l'avenir que pour la même raison.

L'occasion était également unique, pour ce qui est des territoires sous mandat, de les débarrasser des contrôles de l'O.N.U. Le gouvernement de la IV^e République commet une faute majeure en omettant délibérément de saisir cette occasion. Déjà la question du Cameroun est abordée. Des délégations de paracommunistes camerounais sont annoncées. Peu après leur visite, les représentants officiels de l'O.N.U. arriveront à Douala. Des troubles peuvent éclater en leur honneur. Ceci est prévu pour novembre, si nous n'avons pas le courage cependant bien facile de refuser leur visa d'entrée à ces messieurs et dames.

D'ores et déjà un mouvement s'esquisse, non seulement pour limiter la portée et l'ampleur pratique de notre « départ » de l'O.N.U., mais également pour y amorcer notre retour. M. Pinay discute à ce propos avec l'ambassadeur des Etats-Unis. La question d'Algérie serait ajournée avec des considérants émollients. Rétrospectivement épouvantés de leur faible audace, nos dirigeants n'aspirent qu'à se la faire pardonner. Leur grande pensée est de rentrer dans le système international, dont tous nos intérêts nous ordonnent de sortir. F. L.

Les Faits Majeurs

EGYPTE

● « L'esprit de Genève » continue de souffrir ; les livraisons d'armes échouent à l'Egypte risquent d'enflammer l'Afrique et le Proche-Orient. La junte égyptienne n'accepte pas ce fait : 1.700.000 juifs en Palestine, 22 millions d'Egyptiens et une armée juive deux fois plus forte que son armée à elle.

Les armes de Shoda serviront aussi bien contre les juifs que pour armer les insurrections en Afrique du Nord.

TUNIS

● L'entrevue dernière, à la Grande Mosquée, Salah Ben Youssef, secrétaire général du Néo-Destour, a tenu une réunion publique. Il a déclaré que les accords signés n'engageaient ni le parti ni le peuple, et revendiquait l'indépendance totale. C'est dans le Néo-Destour que MM. Mondès-France et Faure ont trouvé des « interlocuteurs » valables.

INDOCHINE

● Retour à Saigon, le sénateur américain Mansfield a parlé de « chances raisonnables » de voir échapper le Sud-Vietnam au communisme, pour peu que fut reconduite l'aide américaine de 600 millions de dollars.

ALLEMAGNE

● Le chiffre mensuel des volontaires allemands pour l'armée nou-

velle est tombé de 80 % depuis la Conférence de Genève et la « détente ». Il y a même des démissions. On en est à 164.674 volontaires, pas tous utilisables ; or il faut déjà 150.000 engagés pour encadrer l'armée prévue de 500.000 hommes.

● Von Bonin, chassé du nouveau grand état-major de Bonn, parce que ses conceptions stratégiques étaient inspirées par le souci de ne pas faire du territoire allemand le glacis de l'Occident, a publié son plan de réunification du Reich : 7 députés de Bonn, 7 du Pankow, 7 personnalités allemandes neutres. Le projet a, du point de vue nationaliste allemand, l'avantage de n'exiger aucune reconnaissance de la république démocratique par Bonn.

● La cour de Karlsruhe a pris un jugement d'après lequel la Sarre n'a jamais cessé d'être un territoire allemand.

● L'Allemagne, avec dix ans de retard sur les Etats-Unis et l'Angleterre, est en train de changer sa politique atomique (industrielle).

Le premier à réentendre a été construit à Karlsruhe, avec des fonds de l'industrie privée. L'Allemagne renouée ne veut pas de nationalisation, ni du contrôle européen proposé par la France, qui, à cette heure, n'a pas grand-chose à faire contrôler.

Le cœur

d'Eisenhower

NOUS comprenons mal, en Europe, ce que peut signifier la chose cardinale d'Eisenhower pour l'Amérique moyenne. Un jour, n'attendant que le médecin des doctes fournis par le médecin sur les instructions et exhortations de l'illustre malade, le Secrétaire d'Etat de la Présidence lui répondit : « Il vient d'y avoir une crise cardiaque dans chaque famille américaine, tous les détails sont importants. Et les soldates de Washington furent accablés, pendant que le dernier cirque mondial opposait l'existence de l'armée coréenne et ses périls ».

Personne en Europe, comme, ne dément et ne démentir, avec longtemps, un pouvoir comparable à celui du Président des Etats-Unis, le général Franco peut même pour l'heure et même de l'importance. Car la qu'Eisenhower pour tous les Smith, parce que la communauté espagnole peut moins que l'américain.

D'ailleurs, plus une société est enchevêtrée et accélérée, plus l'autorité suprême et exaltée, tant que cette société prospère — croissance absolue, qui n'empêche pas toutes sortes de diminutions, des congestions, des déconstructions partielles. Le dernier numéro du Time explique bien le fait : la Présidence est devenue à la fois plus puissante que le XVIII^e et le XIX^e siècle ne le pouvaient imaginer, et plus populaire. Le modeste Truman y est pour beaucoup, Eisenhower pour plus encore, général victorieux, appelé au pouvoir sur une vague de torques, les profits de la victoire semblaient avoir été gâchés, il a donné à la mécanique politique, sans les faire sauter, un coup de pompe décisif : le parti républicain, minoritaire dans le pays, a été le vainqueur, des élections, succès apparent et qu'une sorte de dialogue direct et quasi monarchique, d'Eisenhower avec le peuple a vidé de sa substance.

Voilà pourquoi le Président se trouvant partiellement empêché, et la Constitution n'ayant rien établi pour ce cas intermédiaire, c'est M. Sherman Adams, son adjoint à la Maison-Blanche, qui exerce en son nom le pouvoir réel. Il a écrit à M. Nixon, contesté, et probablement incapable de retrouver la majorité électorale de 1953, que la grimace et le décalé de sa fonction. La Maison-Blanche n'est pas seulement le domicile du premier magistrat, elle est devenue un département gouvernemental, et le premier. L'autre aspect, plus curieux encore, de cette crise cardiaque, de dimension cosmique, tient à l'attitude américaine devant la mort et la maladie, non prévue par les textes constitutionnels. Un bon observateur, Talcott Parsons, vient de l'étudier dans un élément pour une sociologie de l'action (1). La maladie comporte à la fois une insolitude et un profond intérêt affectif : tous les gestes magiques deviennent possibles avec elle, même dans une société très positive et technique. L'optimisme américain s'arrange de la mort, invente pour elle des techniques nouvelles, mais la maladie l'embarrasse. Ses repères risquent d'être étranges. Pour l'instant, après la panique boursière des premières heures, la réaction est d'espérer violence. Ford vient d'annoncer un programme d'expansion d'un demi-milliard de dollars et Eastern Airlines jette à la publicité des chiffres énormes de prochains investissements. Nos saint-simoniens, avec tout le XIX^e siècle, ont bien mis le doigt dans leur œil cyclopéen : le « big-business » et le « common man », le château d'or et la chaumière (munis de télévision) n'échappent pas au désordre de la sensibilité, aux coups de la Providence ni aux furies de l'histoire.

MARSAY.

(1) Plon, éditeur.

La semaine prochaine vous lirez une revue de la Presse étrangère

Le mendiant napolitain

DANS les civilisations traditionnelles, avant la révolution industrielle, le mendiant tenait le rôle d'un personnage parfois sacré, toujours nécessaire. Un livre de Fourcassie sur Toulouse, au début du XIX^e siècle — à la charnière des mondes ancien et moderne — analyse le conflit qui opposa une municipalité libérale — et moderne — à une grande bourgeoisie française — à propos de la mendicance. La municipalité voulait interdire la mendicance dans la ville. Mais les propriétaires des hôtels aristocratiques ou bourgeois avaient l'habitude de distribuer l'aumône régulièrement à tous ceux qui se présentaient ; et ils tenaient à cette coutume qu'ils considéraient comme un privilège ! Nous savons qu'ils furent vaincus.

La société moderne a chassé le mendiant des rues, non seulement par la force, mais par la persuasion : l'idée de dignité humaine. Elle n'a pas éliminé la misère, il s'en faut ! mais seulement la mendicance, le geste de tendre la main dans la rue, qui est devenu à Paris ou à Londres, sinon tout à fait exceptionnel, du moins honteux.

Or le fait est remarquable, en Italie et surtout dans le Sud, la mendicance a conservé sa valeur : elle n'a pas disparu. Je n'ai pu pas de l'exploitation du tourisme dans les sites spécialisés : c'est une forme particulière de commerce ! mais dans la rue napolitaine, par exemple, celui qui tend la main n'est pas un truand échappé d'une cour des miracles : il est souvent propre et son linge, déchiré ou rapiécé, reste net. Ce n'est pas encore, à Naples, la mendicance des médinas d'Afrique du Nord, une mendicance proprement médiévale. Avec un peu d'attention, on s'aperçoit que la mendicance napolitaine est spécialisée : il est rare qu'un gargon de plus de 16 à 18 ans nous accroche au pas-

sage, même si son apparence est misérable. Parce qu'il a honte : en fait ou en imagination, il va au cinéma, bricole une Lambretta, discute politique : c'est un homme moderne. Les mendiants se recrutent parmi les enfants, les jeunes, et les malades — les moines mendiants, bien entendu, mais, en France, il y a longtemps que les Franciscains ne mendent plus ! Enfants, femmes, moins qu'il ne paraissent pas le moins du monde humiliés par leur geste, pas non plus très frappés de votre refus — ou de votre générosité : ils reviennent ensuite à leurs jeux, à leurs travaux, à leurs prières. Mais le jeune homme qui ne mendie pas lui-même, n'a pas honte, ni pour son petit frère, car il a agi ainsi lui-même l'an passé, ni pour sa femme, ni pour le padre.

Le cas me paraît exemplaire de cet équilibre entre les poussées du présent et les inerties du passé, notre grand problème. En France, nous avons complètement dépouillé l'homme ancien, ou à peu près. Dans les pays d'Islam, l'homme du passé demeure intact, mais inviolable, et s'oppose à sauter par-dessus les siècles, pour adopter un modernisme marxiste. Resté à savoir si ce n'est pas en Italie que se constitue, dans la vie quotidienne une adaptation entre ce passé et ce présent qui nous apparaissent trop souvent à tort comme ennemis. Tout n'est pas dit encore, parce que le communisme peut exploiter la misère, et le retard économique. Mais, dans le monde, les pays demeurés à l'écart des grandes révolutions industrielles des dix-neuvième-vingtième siècles apparaîtront peut-être un jour comme des oasis — en particulier pour l'industrie et les formes les plus avancées d'économie, parce qu'elles auront sauvé certaines valeurs humaines.

Philippe ARIES.

LE MECANISME D'UNE GREVE

Les grèves sont des phénomènes, très clairs et très mystérieux. Clairs comme le bœuf, le mouton, la guerre... Mystérieux comme la ruse et les passions. En voici une, vue à la source, qui peut faire comprendre beaucoup. Si les ouvriers y distinguaient le bien et le mal, cette grève pourrait ne pas rebondir dramatiquement en novembre, avec d'autres, capables de faire sauter la machine.

En août dernier, Louis Breton (conducteur de camion), faisait une fausse manœuvre, tuait deux personnes et blessait dix enfants en gare de Lyon. Un journal du dimanche publiait une photographie du camionneur malheureux, les menottes aux mains, et le visage tuméfié. La C.G.T. faisait aussitôt acheter quelques milliers d'exemplaires du journal, et le lendemain, aux garages des trois compagnies rivales : S.C.E.T.A., S.T.A., F.T. Ils étaient distribués. Courail le mot d'ordre amer : « Chaque matin, quand vous montez dans votre camion, vous avez un pied à l'hôpital, l'autre en prison. » Et la grève s'étendait après que les chauffeurs-livreurs eurent débrayé. Elle était pour Breton, pour l'honneur ouvrier, mais aussi pour l'augmentation de treize francs de l'heure. La violence a payé à Nantes, disaient-ils.

Pourquoi Breton avait-il tué, sans le vouloir ? La réponse est dans le mot redoublé : avec la tolérance intéressée des compagnies, le camionneur qui a fini sa journée — elle n'est pas de huit heures, c'est plus compliquée — force vers Bercy, chargé son camion lui-même, et livre aux Halles. Parfois, il triple. Le lendemain, il recommence : usure nerveuse, mais fouille de paie raisonnable.

Au vote à main levée, la redoublance a été condamnée, et sa responsabilité rejetée sur le patronat. Au vote secret c'est différent. Ceux qui ne redoublent pas sont ceux qui ne peuvent pas redoubler.

Après vingt jours de combat, appuyé et prolongé par la S.N.C.F., les grévistes ont obtenu vingt francs de majoration à l'heure, le non licenciement de leurs chefs et un paiement des jours perdus, à défaut de paiement des jours perdus. Mais la question du redoublage n'est pas réglée : il est seulement suspendu.

Résultat : pour la moitié la plus active et volontaire des ouvriers, la grève se solde par une pure perte. En novembre, les camionneurs qui redoublent auront des feuilles de paie insuffisantes à leur gré : une nouvelle crise, à laquelle la C.G.T. et le parti communiste ont menagé sa chance, sera probable.

Autre leçon : les « routiers » ont marché avec la C.G.T. ; les revendications, jusqu'à disparates dans les trois sociétés, ont été unifiées par l'accident Breton. Dans les garages, pendant vingt jours, les anticommunistes ont tué l'Union qui parlait seule de leur grève.

Les opposants et « briseurs » avaient tous plus de quarante ans... et un appartement.

Dans presque tous les métiers, il y a une affaire comme celle du redoublage, que le patronat ni l'Etat ne savent reconnaître et régler : un peu partout, des accidents comme celui de la gare de Lyon. Le parti communiste connaît seul cette musique concrète. Attention à novembre !

F.

UBIQUITE DU FISC

Il n'est pas bon d'être salarié et cellulaire quand tombent les feuilles. Il s'agit, bien sûr, des feuilles emises par les services de recouvrement des contributions directes et non de celles qui savent payer cet automne de rouille et d'or. C'est l'époque de l'année où un seul chiffre vient rappeler à chacun cette réalité que, s'il n'existe pas d'Etat, la caricature qu'il en reste coûte cher.

Il est facile de crier contre quelques Pères Soudés qui cristallisent en nous une bête noire. Cela soulage, mais ne va pas nous loin. Plusieurs centaines de papassiers inutiles ne sont pas la clé du problème. L'Etat moderne le plus rationnel ne rétribue certainement pas d'un centime la charge collective de la loi, même en améliorant sensiblement la productivité de ses services.

La deuxième réalité qui s'impose est celle de la répartition de cette charge collective. Tout groupe social — celui des salariés cotisateurs — qui cherche à obtenir tout savoir aujourd'hui propre à l'obtention d'un dérivé d'un autre groupe. Cela ne veut pas dire qu'il faille que ce groupe renonce à sa revendication. En cette matière, chacun doit renoncer à l'hypocrisie. On évite ainsi un certain nombre de controverses sur la Poulade et on lui éviterait peut-être, à lui-même, d'en proposer quelques-unes. La troisième réalité, la plus immédiate, la plus évidente, est celle de la folie du système.

Sur ce Français paie sur ce qu'il gagne et sur ce qu'il dépense, sur ce qu'il épargne et sur ce qu'il investit, sur ce qu'il capitalise et sur ce qu'il immobili-

lise ; il paie quand il achète et quand il vend ; quand il roule à bicyclette, joue du piano, promène son chien, ou porte son obole au P.M.U. à la gloire de la race chevaline ; il paie sur la propriété bâtie et sur la propriété non bâtie, il paie pour habiter quelque part et paie davantage s'il n'occupe pas suffisamment l'endroit qu'il habite ; il paie parce qu'il travaille, mais paie également s'il ne fait rien.

Il ne devrait rien rester au Français. Ce qui lui reste c'est le produit de ses « évaluations fiscales ». Ce qui est évadé, il faut le reprendre. Voilà le dernier impôt que nous devons inventer : l'impôt SUR CE QUI RESTE.

C'est incroyable, mais c'est ainsi. Pour frauder il faut de l'astuce, du temps et payer un bon comptable. Pour détecter la fraude, il faut des fonctionnaires. Pour la sanctionner il en faut d'autres. Le Français, né malin, paie pour frauder et pour réprimer sa propre fraude. S'il lui reste assez de temps, de courage et un optimisme à toute épreuve, le Français peut à la rigueur travailler et comme on dit, PRODIGER, le plus invraisemblable est qu'il le fasse encore quelque fois !

R.

PROVINCIALE

On a souvent cité cette phrase d'Augustin Thierry : « L'histoire de la France, de la province, de la ville natale, est la seule où notre âme s'attache par un intérêt patriotique. »

Il ne faudrait pas prendre à la lettre le vieil historien. Le pays des aïeux, la patrie nous touche évidemment d'une façon plus immédiate, plus intime, que l'ensemble de la patrie française. Nous remontons à nos origines à la lumière de ce que nous pouvons retrouver de la contrée natale.

Mais notre attachement ne peut s'appliquer uniquement au village natal. Un Français de 1936, s'il veut penser « national », comme il le doit, considère l'ensemble de notre pays. Les plus doctes recherches, les plus belles méditations sur le passé se trouvent, dans notre souci, placées au second rang, qui est le leur. On ne peut y retourner, comme à un jardin secret. Mais l'essentiel est ailleurs.

Ailleurs, c'est-à-dire dans le présent, dans une nation vivante et en marche vers son avenir, qui est le nôtre et celui de nos enfants.

Et c'est ainsi que le village, la petite ville, la contrée natale prennent tout leur sens. La commune, le canton, l'arrondissement, le département sont les réelles vivantes à acquiescer nous participons à des tâches diverses. Citoyens électeurs, assésibles, contribuables : de quelque nom qu'on nous désigne, voilà le cadre d'une partie de notre existence terrestre. Et la aussi on peut dire que la même chose est définie, d'ordres définitifs par rapport à notre existence éphémère comme à notre destin d'homme français.

Il y a quelques années, lisant un ouvrage sur la Politique, je me disais que la belle, savante et subtile « doctrine » (comme on s'exprime en vieux français) sur le souci et le soin de la cité pouvait trouver son application aux étages de la vie française qui nous sont les plus proches.

L'ouvrage comportait une espèce de fable platonicienne — adaptée à notre âge, évidemment — où l'homme vivant en société est vu à « l'hôtel du parfait confort ».

Cet « hôtel du parfait confort », il m'arrive d'en méditer la façon dans ma petite ville. Cette cité natale, elle est d'abord une cité : chose très ancienne et toujours jeune que des hommes ont bâtie, dans les méandres de l'histoire française, par des moyens, suivant des lois qu'il serait bon et utile de dégager de la grande confusion terrestre.

Lo « murmure concordant » ainsi recherché peut nous aider dans d'autres découvertes.

S.

LES FAITS DIVERS ET LA SOCIÉTÉ

Les crimes sont la pâture du citoyen. Puisqu'il sait lire, il ne doit pas ignorer qu'un jeune charcutier lyonnais acharné à mourir victor de réaliser son funeste dessein. De funestes dessein le jeune charcutier lyonnais s'était nourri ; il rend à la société ce qu'il a reçu ; et qui donc, sain d'esprit, se tuerait sans gloire ? Le fait divers est une gloire, une dernière consolation.

Le style des faits divers est donc le style du crime contemporain, que la justice et la presse font tel qu'il est ; le crime renseigne rarement sur le criminel mais toujours sur le juge, le journaliste et la société. C'est sous cet angle de vue seulement qu'il le sang et l'or nous intéressent. Le fait divers présente un faux prétexte, faux aggrégé, vrai faux résistants, escrocs certains, que la « Figure » et les juges ne trouvent pas trop étrange. L'homme avait ses ongles au ministère du Travail ; il dupait les puissants ; il dupait les pauvres ; la

Régie Renault lui versait deux cent mille francs par mois pour l'aison avec le ministère du Travail (c'est être cher, dit-il). Les juges ont respecté cette carrière : dix-huit mois de prison, avec sursis. Pourquoi pas une retraite ?

En revanche, quelques jours après, voici Fignon, mauvais tête. Il prétend se défendre lui-même, improvisa, se débata, connaît son dossier, ne joue pas le jeu, il établit que l'esquisse de son escroquerie naquit d'une provocation, que les policiers mentent sur l'incrimination de l'arme, que des témoins ont été subornés. Ce criminel veut empêcher son père de souffrir en venant à la barre ; le père est un vrai inspecteur de la Santé publique surmené, mal payé, qui avoue sa faute : il n'a pu s'occuper de l'éducation de son fils. Que n'établissent-ils la liaison entre la Régie Renault et le ministère de la Santé publique ? Il aurait eu l'argent et, donc, la santé.

Fignon est condamné à vingt ans de travaux forcés. En sortant, il aura plus qu'il n'a tué : il s'écroulera mieux et ne mettra pas la police dans son tort.

Plaisante justice. On vient d'arrêter le chef du service des ventes de la Maison centrale des Aveugles. En huit mois, il avait volé 1.600.000 francs. On majorera les prix qui paient les aveugles, sur qui ton doit faire déjà de beaux profits, puisque, en huit mois, 1.600.000 francs demeuront intacts. Il y aura aussi une fiscalité sans foi ni loi a fait une règle des bilans falsifiés ; les comptables ne trouvent du travail que s'ils savent bien compter faux ; toujours plus nombreux on en voit qui tournent massivement à leur profit cette situation fautive. Quand l'Etat ment, et contraint au mensonge, l'honnête vérité devient l'exception héroïque.

D.

LES ENFANTS AUX MAINS VIDES

Le monde où nous vivons a peur de ses plaies et les dissimule honteusement afin d'être, ne gênent pas les beaux tableaux et les belles dames qui ont leur confort à défendre, leur fortune à grossir, leur réputation à sauver.

Qui sont les enfants aux mains vides ? de Mme Annette Boraud ? (1) Les arrières, les anormaux, les « monstres » qui des mères et des pères abandonnés, les condamnant à mort à plus ou moins brève échéance.

Ce n'est pas un « bon roman » ; simplement parce que ce n'est pas un roman. Mais la forme romanesque nous vaut un récit vivant et coloré, un ensemble de scènes courtes et dramatiques, un peu dans la manière de Graham Greene et qui signent « Les Enfants aux Mains vides » à l'attention des dialogues de cinéma.

Christophe Ransac a su la malchance d'être atteint à deux ans d'une encéphalite qui a arrêté sa croissance psychologique et a fait de lui un hyperémotif et un instable. Ses parents, qu'il gêne, le confient à Marie Gaux, directrice d'un « home » d'enfants arriérés. Mais un jour le feu détruit le « home » et les enfants sont dispersés. Christophe échoue chez son grand-père qui s'occupe ordinairement de lui pendant dix ans à la maison du vieillard, le curé du village recueille l'innocent, avant de le remettre à son père. Celui-ci, qui nous dit-on, a fait tout ce qui peut troubler son bien-être, voit avec amertume l'enfant se glisser entre Lola, sa seconde femme, et lui. Dans un accès de colère, il frappe Christophe et il ne reste plus, dans une maison publique. Il est assis de l'assistance dans un asile de l'assistance publique. Il faudra tout le tonitru de Marie Gaux pour l'en tirer et achever sa rééducation.

Cette histoire n'est qu'un prétexte pour nous introduire dans ce milieu inconnu des abandonnés anormaux, il y a à ce geste qui s'est accompli l'existence, désespérément, dans ce vent qui ne voulait pas de lui. Et il était né malgré tout, avec son strabisme, son long bûle, ses petites jambes maigres, tout courtes. Il y a Jackie : « Dieu on abandonne beaucoup. Il ne sait pas ce qu'il fait. Ou bien sait-il que Jackie a un père docker à Toulon, qui gagne juste le coût de l'hôpital de foin ? Sait-il que pour payer l'hôpital, lorsque Jackie a eu son échec, 21 marins du port ont déboursé chacun 20 francs pendant deux nuits, se reposant la mère comme on le fait d'un vêtement hors d'usage ? » Et il y a la visite de l'asile d'enfants, dont il faut lire et faire lire l'atroce reportage.

L'angoisse que l'on ressent à la lecture de ces pages se double d'un dégoût profond pour la lâcheté des hommes. Il y a heureusement Marie Gaux, qui par son trait de prévoyance parait qu'elle prétend rééduquer Christophe Comment ? Elle ne cache pas son secret : elle réussit avec les enfants anormaux parce qu'elle les aime. De ces petites victimes ou de leurs bourreaux — dont nous faisons partie par action ou par omission — quels sont les « monstres » ?

R. H.

L'économie française

Le Président de la Chambre de commerce de Marseille a récemment affirmé que la France travaillait un jour sur trois pour l'Afrique Française. « 27 % des importations de la France et 36 % de ses exportations — a-t-il déclaré — proviennent d'Afrique où y sont dirigées. » Il s'agit évidemment de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Noire ; mais il est difficile de supposer que nous puissions nous maintenir en Afrique Noire après avoir été évincés, sous quelque forme que ce soit, de l'Afrique du Nord.

Délimiter de manière précise les effets qu'entraînerait la perte de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc est pratiquement impossible. Mais les phénomènes économiques qui suivraient la perte des marchés nord-africains ne se limiteraient pas à une perte commerciale. Les répercussions d'une stagnation commerciale sur le secteur industriel sont des réactions en chaîne dont on ne peut prévoir l'ampleur.

EXEMPLE :

Nous vendons en Afrique du Nord pour environ 25 milliards par an de voitures automobiles, cars, camions, cycles et pièces détachées. Le chiffre d'affaires des constructeurs, fabricants d'accessoires, de pneumatiques et carrosseries s'élève approximativement à 650 milliards. La perte sera donc de 1/26 de la production et représentera un peu plus d'un jour de chômage par mois — ou le licenciement de 13.000 ouvriers, employés et cadres.

Cette perte retombe sur tous les fournisseurs des fabricants d'automobiles : aciéries, verreries, fabricants de pneumatiques, fonderies d'aluminium ou filatures. Dans cette dernière industrie, la situation serait très vite catastrophique.

Les exportations de textiles à destination de l'Afrique du Nord, sans tenir compte ni de la bonneterie, ni des textiles utilisés dans l'industrie automobile, ni des vêtements, s'élèvent à 19.000 tonnes pour les tissus de coton et à 2.578 tonnes pour la rayonne. Ces chiffres sont supérieurs à ceux des exportations françaises vers l'Indochine (16.000 tonnes de tissus de coton et 2.000 tonnes de rayonne). La production totale française étant de 160.000 tonnes de tissus de coton et de 46.000 tonnes de rayonne, la perte des marchés nord-africains et celle du marché indochinois entraîneraient une perte du dixième de notre production de rayonne et près du quart de nos tissus de coton.

Les ouvriers cotonniers, qui travaillaient à peine 30 heures par semaine, ne travailleraient plus dès lors que 22 heures.

L'industrie sidérurgique, atteinte au travers de l'industrie automobile, verrait, de plus, son chiffre d'affaires diminuer de plus de 20 milliards ; les constructions d'appareillage électrique 12 milliards et demi ; rien que pour l'Algérie et le Maroc, les papeteries perdraient 4 milliards de marchés.

et la perte de l'Afrique du Nord

Il faut aussi penser que tous ces produits, exportés ou importés, sont acheminés aux ports d'embarquement ou à leur lieu de consommation. Donc déficit accru de la S.N.C.F., chômage chez les dockers. Les territoires émaciés ne continueraient pas longtemps à nous accorder le monopole du pavillon — déjà, pour la Tunisie, il n'est plus question que de « privilège ». Comme les lignes françaises sont les plus chères du monde — 1 tonne de marchandise, pour aller d'Afrique du Nord en France, paie plus cher que 1 tonne livrée de Londres en Australie — fini le monopole, fini le commerce. Ce serait donc la ruine des ports français. Marseille par exemple, qui se trouverait réduite à une population de 200.000 habitants.

Les agriculteurs français subiraient, eux aussi, les conséquences d'une perte de l'Afrique du Nord. La Tunisie et le Maroc sont les pays producteurs de phosphate (600 millions de tonnes pour le Maroc en 1951) ; les engrais phosphatés sont principalement utilisés dans les cultures intensives, le blé et la betterave entre autres. Si le blé ne

nécessite que des quantités assez faibles de phosphate, de l'ordre de 3 à 5 quintaux à l'hectare, la culture de la betterave, en revanche, réclame plusieurs tonnes d'engrais à l'hectare.

Du jour où nous aurions quitté l'Afrique du Nord, il faudrait nous passer de ces phosphates ; or, sans engrais phosphatés, le rendement baisse dans des proportions telles que la culture de la betterave n'est plus rentable. Toute la région du Nord de la France devrait donc abandonner les méthodes de culture intensive, abandonner les tracteurs, revenir aux méthodes d'il y a quelques décades et racheter des chevaux qui, eux au moins, fournissent le fumier.

Un autre problème se poserait lorsqu'il serait question de vendre le sucre ainsi produit. L'Algérie et le Maroc consomment annuellement environ 160.000 tonnes de sucre, soit 25 % de notre production. A qui vendrions-nous ces 175.000 tonnes de sucre, qui viennent s'ajouter aux 40.000 tonnes que nous n'exportons plus en Indochine ? Personne n'en veut : il

est trop cher. Va-t-on le transformer en alcool dont on ne sait que faire ? Il serait curieux, après la retentissante déclaration de guerre du gouvernement précédent à l'alcool et à l'alcoolisme, d'assister à une augmentation de la production d'alcool, coïncidence indirecte du voyage en Tunisie.

En cas de perte de l'Afrique du Nord, deux possibilités : renoncer à tout développement industriel — les prix de revient de nos entreprises sont tels que nous avons besoin des territoires faisant partie du système franc pour écouler notre production — une telle attitude conduirait à l'hégémonie industrielle allemande en Europe ; rechercher des acheteurs complaisants qui ont un besoin vital de trouver des fournisseurs en produits manufacturés ou industriels. De tels clients existent derrière le rideau de fer, les conditions politiques d'un semblable développement de nos échanges sont évidentes.

Dans les deux cas, la perte de l'Afrique du Nord entraînerait la perte de l'indépendance nationale. J.-M. DUFOUR.

Le maréchal inconnu...

Certains jeunes Français, rapelés au service pour sauver notre Afrique du Nord, se rebellent ou refusent de répondre à l'appel. Nul doute qu'ils ne trouvent beaucoup d'imitateurs si, dans une conjoncture encore plus grave, nos frontières ne trouvaient menacées. Voilà où a conduit cette « vole d'ivoire » ainsi que la qualifiait Jacques Balmville : l'abandon en abandon, ceux qui en avaient le soin ont laissé pourrir le moral du pays.

Il y a deux ou trois ans, le chef de cabinet militaire d'un haut personnage de la République lui présenta, quelques jours avant le 11 novembre, la liste des grades qu'il devait faire dépasser : Arco de Triomphe, Statue de Clemenceau, Tombeau de Foch, etc. L'ayant parcourus des yeux, il remarqua : « Le tombeau de Joffre... à Louveciennes, ne figure pas. Est-ce un oubli ? »

— Non, ce n'est pas l'habitude.

Scandalisé, le haut fonctionnaire répondit :

— En bien ! vous l'ajouterez.

Le lendemain fut fait et, le 11 novembre au matin, un petit détachement de soldats était envoyé auprès du mausolée du vainqueur de la Marne pour rendre les honneurs. Un des anciens officiers d'ordonnance de Joffre était là aussi pour accueillir le général :

— Eh bien ! dit-il à l'un des jeunes soldats, tu sais qui est enterré là ?

— Non ?

— Un peu éberlué, l'officier en questionna un second, puis un troisième, puis un quatrième. Mêmes réponses si l'on peut dire... De plus en plus étonné :

— On ne vous a jamais parlé du Maréchal Joffre et de la bataille de la Marne ?

Les soldats se consultèrent du regard... Manifestement, ces noms-là ne leur disaient pas grand-chose.

— Ah ! si... répondit l'un d'eux sans conviction.

Comme l'interrogateur, s'approchant du jeune sous-lieutenant qui commandait le détachement, lui manifestait sa surprise :

— Oh ! vous savez, mon colonel, on a si peu de temps pour l'instruction des recrues, et il faut leur apprendre tant de choses !

Et tant l'ancêtre du colonel lui-même, je puis le certifier authentique.

F. VARILLON.

Les nouveaux légitimistes

On n'avait souvent dit que la France était monarchiste, mais je n'avais pas le croire. Au train où vont les choses, séduisant par la jeunesse et l'honnêteté du Président Coûté, je serai peut-être le dernier à publier. Les monarchistes ont contre eux d'être divisés. Les uns regardent vers Londres ; les autres vers Madagascar. Ce sont nos monarchistes qui louchent.

Les uns représentent les éléments tombés de la nation. Après s'être préoccupés des grossesses, puis des maternités de la reine Elizabeth, nos mères de famille, nos aristocrates ont maintenant pour le Capitaine Au-Group Townsend, de surcroît généralissime, les yeux fixés sur la Princesse Margaret. Les hédonistes qui vivent des femmes ont la lorgnette sur Buckingham Palace. Au samedi, Luis Mariano, l'autre samedi, Townsend. Sans parler du duc de Windsor qui vit le plus grand amour du demi-siècle, à l'abri de l'épouse vendue du Duc de Beaulieu, dans cet hôtel illustré par le général de Gaulle, lequel... Mais nous ne parlons ici que de la France monarchiste.

Tandis que nos femmes vivent de Londres, nos mâles occupent du côté de Madagascar. On ne s'ennuie pas que ceux-ci soient beaucoup moins nombreux que celles-ci. Comme un troupeau, une nation rom-

porte intimement plus de femelles que de mâles. Ce qui fait que, naturellement, la Princesse Margaret a, en France, beaucoup plus de partisans que l'ex-Sultan Ben Youssef. Mais, même sans partager la navante misogynie du pamphlétaire Stephen Hecquet, auteur de l'ouvrage où les femmes en esclavage ? et tout en démontrant un scrupuleux dévouement, on peut convenir qu'un seul général Catroux vaut un bon million de lectures de France-Dimanche. Si les légitimistes youséfiens sont moins nombreux que les fidèles de la famille royale anglaise, le fait reconnaît qu'ils l'imposent en titres, en grades, en compétence. C'est que la Princesse d'Angleterre ne demande que des dons sensibles, choux banquets, et que l'exilé de Madagascar fait du contrôle appel à ce que la science politique conçoit de plus acéré et de plus aigu. A priori, les généraux (éléments femelles de la nation) seraient plutôt à ranger parmi les... Monarchistes... alors que les anciens élèves de l'ENSA, habitués à gager le présent et à scruter l'avenir, encadrant la partie youséfiiste.

Ils ne sont pas tout seuls. Trop jeunes pour avoir déjà obtenu plusieurs monarchies, le hasard veut qu'ils se retrouvent sur le seuil de l'hôtel d'Antairabé avec ceux au camp de qui il faut tout de

même pointer : la chute des tsars, le renversement de la monarchie espagnole, celui de la monarchie roumaine, yougoslave, italienne... Je dois bien en oublier au passage deux ou trois. Ce beau tableau de chasse ! Ces gens-là, ces gens sérieux, qui savent depuis longtemps ce qu'ils poursuivent, et qu'ils poursuivent avec obstination, ce sont les communistes. Samedi encore, M. Billoux, à l'Assemblée Nationale, assurait que le peuple marocain souffrait d'être privé de son souverain légitime : de son souverain de droit divin, de celui-là, ou non de qui la prière doit être dite, ainsi qu'on peut le lire dans l'hebdomadaire royal. Grâce à la conjonction des forces communistes et des stratèges de l'ENSA, qui espèrent capotiser ces forces, la monarchie représente l'avenir. Qui aurait pu prévoir qu'une pitoyable démonstration nous viendrait du côté-là ?

Pouvons-nous poser une question à nos monarchistes ? C'est celle-ci : « Puis-je être l'ennemi du peuple marocain qui vous inspire, puisque vous voulez pour ce peuple le meilleur régime possible, le plus juste, c'est-à-dire le moins discutable, pourquoi ne seriez-vous pas aussi charitables pour le peuple français ? Ben Youssef à Rabat, et le roi à Paris. Pourquoi ne devrions-nous pas cette double restauration au pacte que pourraient sceller M. Mendes-France et M. Billoux ? »

Je devine l'objection et je vois bien en quoi le fils des rois de France a moins de titres à l'union, ou respect, à l'amour de nos régimes, devenus monarchistes, qu'un Sultan étranger couvert de femmes et d'or. La comparaison ne se soutient même pas...

Nous ne sommes plus à une concussion près, à un marchandage près. Après avoir été une affaire au marquis, la politique française n'est elle pas devenue une affaire de marchands de lapin ? Alors, on tape ? Oui ? Non ? Alors, c'est oui : l'héritier des rois de France contre l'unité d'Antairabé. Le roi à Rabat et Youssef à Paris... L'habile négociation, qui ferait suite à celle d'Alais les Bains, devrait se tenir sur les bords de la Loire, où eût lieu la rencontre d'Henri III et d'Henri IV.

J'entends déjà ce que pourrait donner ce slogan sur le boulevard Saint-Germain, répété par les grévistes de la R.A.T.P. : « Le roi à Rabat et Youssef à Paris... »

Restait à convertir le clan de Margot, le clan des généraux. Ce ne serait pas la plus difficile.

On les intéresserait aux robes des favorites. Et l'on ferait de folles loges, des soirs de gala, ou théâtre Marigny.

Michel BRASPART.

Propos intempestifs

Les professeurs ont eu très malin de s'affubler de cette étiquette, en oubliant que le progrès s'applique au mal comme au bien. Le petit Larousse en donne même l'exemple suivant : « Le progrès d'une institution... »

« Progrès » est donc un adjectif sans attribution et, pour lui donner quelque consistance, ses inventeurs ont imaginé les lendemains qui chantent, le plus éphémère des de la conscience universelle dans le fil de l'histoire et le respect de la personne humaine. Par ailleurs, le fil de l'histoire, c'est aussi le fil de l'eau avec son éden éternel.

Alors, que faire ? REAGIR.

C'est d'abord plus juste que l'homme est, naturellement, réactionnaire. Scientifiquement ou non, il a fait de la réaction, comme M. Jourdain faisait de la prose.

S'il conduit une voiture dans une descente, il freine pour éviter qu'elle ne prenne une vitesse dangereuse. Ce faisant, il réagit.

Son organisme est en réaction continue contre tous les maux qui le quittent et tout l'art médical consiste à aider, voire à provoquer cette réac-

tion. Lorsque l'organisme ne réagit plus, le malade n'est pas loin de sa fin.

Beaucoup d'intellectuels et d'hommes politiques le savent, mais ils ne veulent, à aucun prix, être réactionnaires. Le mal leur fait peur : on lui a donné le faux sens de rétrograde. Ils ont tort de mettre leur drapeau dans leur poche et la meilleure preuve que la réaction est un excellent moyen d'aller de l'avant — et vite — c'est que les avions les plus rapides sont les avions à réaction.

Au lieu de brasser l'air au moyen d'une hélice, ces avions prennent leur force sur l'arrière : le réactionnaire politique pourrait prendre appui sur le passé ; il se garde bien d'en faire sa table rase et il reste toujours la table, comme dit M. Georges Hilaré.

La France est un grand corps malade, gravement infecté, ce qui ne veut pas dire qu'elle est perdue. Mille signes indiquent que la réaction ne se fera plus guère attendre. Il suffit d'un changement de médecin et surtout de régime thérapeutique... ou politique, si l'on préfère.

Marcel JUSTINIEN.

Salon nautique 1955

L'an dernier, le port-avion en contre-plaqué (coût 25 millions) était un piège à dupes ; à tout prix intéressé de pauvres enfants à la construction de Folies. Cette année, avec le bathyscaphe, la Marine nationale a sans doute voulu attirer les parlementaires à aller un fond du problème des crédits.

En outre, la Royale a donné le ton, en ne plaçant pas avec la mer ; régnant des rochers et la clarté des vagues disent qu'il faut embellir la vie, mais aussi l'aimer solide et sûre.

Amateurs et hommes de métier sont, d'autre part, saisis devant l'effort allemand pour ce salon nautique, on les trouve, présents, sous le ciel au large de la mer, très élégant et fini, en passant par le canal à moteur de l'île, sans (c'est l'avis de nos visiteurs italiens), Berlin et louch font bonne figure, malgré le manque d'imagination publicitaire.

Nous ne pouvons quitter la rive droite sans nous arrêter devant le stand hollandais, qui veut attirer, grâce à son plastron à de l'eau n'en fait pas (par nous) que les commandeurs du lac d'Albatros n'ont rien à envier aux élites du bassin d'Arcachon.

Sur la rive gauche, dans le hall de la Compagnie de Navigation, le maquetisme et le décorateur de la « Trinité » ont fait preuve de bon goût bien en vue, ce qui est l'idéal du publiciste. Le mauvais slogan néanmoins : « La C.G.T. sert le consommateur, donc elle rationalise par ses importations les achats de chaque jour » (sic).

Plus loin, l'Association pour le développement de la navigation fluviale se plait à bien droit d'être négligée par un Etat qui a moins de hardiesse entre que de bon sens.

La propagande pour la canalisation de la Moselle plaira aux industriels de l'Est et à tous les visiteurs soucieux de l'avenir français.

Mais quel qu'importe, en bateau-blanche, avec les membres de l'Association NAUTIQUES, le général Cornillon-Moliner, ministre, député, ministre, et qui suit.

En attendant qu'un crieur du Figaro rapporte la promesse à tenir l'école et à travailler en seine.

Le Salon nautique n'en est pas moins un événement utile et sérieux.

A. E.

Les Idées

Daniel Halévy nous parle de Proudhon, Sorel
et Péguy, ces génies fraternels :



DE la haute pièce tapissée de livres où M. Daniel Halévy m'accueille, la vue embrasse les feuillages dorés du quai de l'Horloge, les arches du Pont Neuf, et là-bas, dans la brume, la silhouette du Louvre. C'est à peu de chose près le Paris qu'a connu Proudhon, celui qu'il avait sous les yeux quand il quittait son logis de la rue Mazarine, sa grosse tête roulant pêle-mêle son prochain article pour le Peuple, son cher projet de banque populaire, et l'image d'Euphrasie Piégard, la belle passementière qu'il prendra pour femme après de longues et chastes fiançailles, quand un séjour forcé à Sainte-Pélagie lui laissera le loisir de se marier. Je dis à M. Halévy quel intérêt j'ai pris au très beau livre où il nous conte le Mariage de Proudhon (1) et nous montre avec tant de citations savoureuses la double nature de ce Franc-Comtois têt : homme de plume haussant les hommes de lettres, révolutionnaire hostile au bellicisme des clubs, ami du peuple et ennemi du suffrage universel, anarchiste et patriarcal. On comprend qu'il abhorre les républicains bourgeois du National, mais s'entende à merveille avec le beau-père Piégard, royaliste indéfectible, toujours prêt à conspirer pour Henri V. L'un et l'autre sont des hommes de l'Ancienne France, de ce peuple laborieux et gai dont, en ces années-là, le type magnifique est Agricol Perdiguier, dit Acignonnais-la-Vertu, le compagnon charpentier du Tour de France dont M. Halévy a publié les Mémoires. Artisan et père de famille, Proudhon, c'est l'homme de l'atelier et du foyer. Aux belles phrases et aux idées creuses, il oppose le franc parler du travailleur en sabots, épris de liberté et de grandeur.

Par là, nous dit M. Halévy, Proudhon annonce Péguy, son frère secret, Péguy, et Sorel aussi. Je

termine un livre qui montrera les vies parallèles de ces trois hommes. Il s'ouvrira sur la jeunesse de Sorel. Curieux homme ! Ce polytechnicien solitaire n'éprouve que mépris pour son temps, pour ces royalistes qui fondent une république, pour Gambetta, ce démagogue, pour les fausses élites sorties des grandes écoles. Il passe vingt ans de sa vie à désapprendre ce que les professeurs lui ont appris. Il réagit avec une noire violence contre les romantiques, et Comte, et Taine, et Renan. De tous les maîtres du XIX^e siècle, seul s'impose à lui Proudhon. Sorel admire surtout Proudhon d'avoir dénoncé la littérature sentimentale de Lamartine et des George Sand, d'avoir contredit l'optimisme des saint-simoniens qui croient que l'industrie tuera la guerre, d'avoir dénoncé le paupérisme, cette dégradation de la pauvreté dans un monde où la richesse éclate et corrompt jusqu'aux pauvres.

Et puis, émerge-y, Sorel, malgré sa famille, a pour compagne une femme du peuple, et la sévère « monogamie » de ce solitaire rappelle assez le mariage de Proudhon.

C'est pendant l'Affaire Dreyfus que vous avez connu Sorel ?

Oui. Le dreyfusard Sorel, le proudhonien Sorel était toujours vêtu d'une redingote impeccable, ornée d'une décoration. A quatre heures et demie, il achetait les Débats. Mais quel feu ! Inventait des idées courantes. A 11 y a autre chose », disait-il. C'était le mot qu'il répétait aux jeunes gens. Sorel, c'est la recherche de la grandeur. Il la découvre dans Bergson et cette philosophie qui s'élève comme un arbre vigoureux dans une steppe désolée », dans Péguy surtout, qu'il encourage à quitter l'Ecole Normale pour se faire l'homme d'un métier et d'une

action. C'est encore la grandeur qu'il prône dans ses Réflexions sur la violence, cet appel à un citoyen nouveau qui a pour patrie sa classe et qui par elle fonde une nouvelle morale. Dans l'Action Française. Sorel découvre aussi une force jeune et neuve au service d'un grand dessein. C'est le temps où, avec Jean Variot, il publie l'Indépendance, aventure qui dura peu. Puis vint la guerre.

Sorel, pourtant, n'a pas pris part, comme le firent un Péguy, un Maurras, au renouveau nationaliste qui prépara la victoire ?

Non, et ses dernières années sombrent dans le nihilisme. Je le rencontrai, boulevard Saint-Michel, après la victoire de la Marne. Les chances de la France lui paraissent minées entre la Banque d'Angleterre et l'état-major de Berlin. Et puis, il avait perdu sa femme. « Je suis allé sur sa tombe », disait-il, je l'ai appelée, il n'y a rien. Rien, mot mystérieux d'un solitaire. En 1917, il aimait Léonine, sans croire à son succès. Léonine, à ses vœux, comme les Communistes jadis, résiste aux marchands d'or. Que dirait-il aujourd'hui ? Anglophobe, ennemi de la reuterie bourgeoise, peut-être souhaiterait-il que viennent les Mongols...

Ni Proudhon ni Péguy ne céderaient à ce désespoir ?

Certes non. Il y avait en eux trop de force, de générosité. Songez que Péguy est mort à quarante ans, en pleine puissance. Il portait en lui une multitude d'idées et d'œuvres. La fin de mon Péguy, je la réécrirai. Car il faut mettre en lumière l'influence de la femme sur Péguy — comme sur Sorel, comme sur Proudhon. Jusqu'en 1909, Péguy a vécu sous le signe de Jeanne d'Arc. Puis il a vu venir la guerre et sa tout de suite qu'il y mourrait. Dès lors, la fraternité spirituelle de Jeanne a cessé de lui être utile. Il lui fallait une autre médiatrice. Il avait perdu sa mère et fait un mariage sans amour. Survenait une aventure, d'ailleurs peu digne de lui. Puis c'est le pèlerinage de Chartres. Et sa vraie raison n'est pas la maladie de son fils, mais le désir de sacrifier sa passion à Notre Dame. Notre Dame, c'est Eve, Eve triomphante. Ce pèlerin solitaire entraîne aujourd'hui vers sa cathédrale des milliers et des milliers de jeunes hommes. C'est un fait inouï. Dans tout Péguy, quelle grandeur !

J'écoute la voix douce et chaude du témoin ranimer dans le soir qui tombe la vie ardente de ces trois hommes qu'unissent un même mépris pour les facilités du siècle, un même sens du sacré, un même culte du grand. Par là, tous trois méritent-ils d'enseigner notre temps et de lui rendre la violente foi qui fait les renaissances.

Michel VIVIER.

(1) Stock.

Il faut écrire des nouvelles

Ce titre, Dieu vous garde des Femmes qui venant de moi, bizarre, voire absurde. En vérité, Dieu ne m'a pas gardé des Femmes... et je les ai portées dans mon cœur plus que tout le reste en ce monde.

Et je ne suis pas seulement écrivain ; je suis un passionné du mariage ; ce, après deux ans d'épreuve. J'entends, bien sûr, le mot « épreuve » dans son meilleur sens : qui est « test », « essai », « expérimentation ». Deux histoires d'ailleurs, parmi celles qui forment ce recueil, m'ont été inspirées, contées par ma femme — et d'avance mes livres lui sont dédiés, comme le sont mes heures.

Lors d'une interview récente, je racontais qu'un sein, de la faune littéraire où le destin a voulu me placer, deux espèces me rebutent particulièrement : les pécédentes et les surréalistes : l'épreuve du pécédent et le répéter.

Et tout cela, pâle-mâle, se trouve dans mon nouveau livre (1), où quelques-unes de mes professions de foi sont portées au fil de mes récits comme des truites paresseuses au fil de l'eau.

Mais pourquoi diable avoir choisi ce genre : la nouvelle ?

De brève œuvre, en guise d'introduction à Dieu vous garde des Femmes, donne-moi ma réponse : « J'écris des nouvelles parce que j'en ai envie. Telle est l'honnêteté et la simple raison. J'ai envie d'écrire des nouvelles, et de raconter des histoires. »

D'ailleurs : la nouvelle, je la tiens pour une nécessité littéraire.

Je n'ai jamais admis que la courte histoire puisse le céder — en intérêt, en soignée passionnée de la part d'un auteur, en importance pour le public et les critiques — à d'autres genres tels que le roman ou l'épique.

Et je cite volontiers le mot vigoureux de La Fontaine : « Le conte, c'est du travail sans tîlet. » Résumant, le jeune romancier Jean Paulhan adoptait une attitude semblable. Pourquoi ne pas le dire, après tout ? La nouvelle a été honorée chez nous par les plus illustres écrivains. Si j'étais éditeur — ce qu'a Dieu ne plaise ! — j'exigerais des nouvelles de mes jeunes auteurs, pour les contraindre à chercher ce mélange philosophique de tension, d'apparence desinvolture et de rigueur...

On me demande, à propos de Dieu vous garde des Femmes, s'il est vrai que ces histoires nouvelles ont été plus ou moins mêlées à mon existence éditoriale. Oui, bien sûr ! Et singulièrement : car ce qui touche la sport, le roman, les aventures de matelots, de champions, d'athlètes, et de joueurs de tennis incalculables. Car mes jeux de dé, du poker, et du baccarat qui m'ont entraînés trop loin se sont toujours appelés : sports. J'en ai produit beaucoup : football, basket, judo, catch, boxe, athlétisme, escrime... avec des fortunes très diverses. Ayant été matelot durant plus de quatre ans dans la « Royale », il est normal que je ne sache pas nager, et ceci est ma lacune grave, ma honte secrète. Pour le reste, j'apparte aux jeux que j'ai choisis, qui m'ont choisis, une certaine ferveur. En particulier dans le tennis, où mon adversaire me devient immédiatement ce qu'il y a de plus haïssable au monde.

Quant à la chasse, je ne tenterai pas d'escalader les raisons profondes qui m'ont fait l'aimer depuis que mon enfance est morte : je chasse pour le plaisir de tuer, car je suis un homme normal.

Michel de SAINT-PIERRE.

(1) Editions Denoël.

Un nouveau théologien ...

On sait que cent mille paysans vietnamiens ont fui les armées d'Ho Chi Minh pour rester catholiques. Le slogan de ces réfugiés était : « Dieu s'en est allé dans le Sud-Vietnam. » Commentaire du R.P. Avril dans L'Express : « Cette formule tendrait à faire croire que Dieu peut avoir une résidence locale. Or Dieu est partout. »

A quoi Jean Guérin, dans la N.R.P. d'octobre répond :

« Je veux bien que Dieu soit partout. Mais ce que m'ont appris les chrétiens, c'est que Dieu, qu'en pense le R.P. Avril, a une « résidence locale » et qu'il chérit particulièrement : dans le pain et le vin du Sacrifice. Est-ce que « Dieu s'en est allé dans le Sud-Vietnam » ne signifie pas simplement ceci : c'est que les catholiques demeurés dans le Nord-Vietnam ne seront plus, libres de célébrer la messe ? »

Jean Guérin nous paraît meilleur théologien que le Révérend Père.

Les Formes

Les derniers jardins

La rue tout entière — ma rue de Neuilly — est devenue chantier de construction. Le troisième bouill — après celui des oiseaux et des poubelles — est celui des marabouts, des scies et des foras — jurons des maçons italiens. La poussière des siècles se pose sur les visages. Peu à peu disparaissent ces derniers petits jardins, pris entre les garages et les ateliers vides. Des palissades de bois murent soudain ces îlots malgré qu'on s'était habitué à voir fleurir par-dessus un mur. Parfois demeure seul, anachronique et prostré, un pavillon de garde, carré comme une querrite, et dans l'étroit couloir de caillasse vit une dernière paille blanche.

On construit, on construit — et non des maisons, mais des immeubles durs, sans jardin, sans grenier, sans cave — car la dévotion du sous-sol ne peut annoncer qu'un garage. Partout, la vieille terre est reconverte par le béton, le gravier, et par ce gazon qu'on déroule comme de la moquette.

Dans la journée, le petit peuple est expulsé se cache et se tait. Le soir, même, ne le rassure pas. Mais quand la nuit s'est affirmée, quand les dernières voitures sont rentrées, des milliers de petites pattes commencent leur quête. D'abord les mutants, de vrais petits mulots roux des champs. Une nuée de blattes, occupants discrets des caves. Si les quelques chaises de leur nid attendent le soleil, les escargots, promoteurs nocturnes, vous pourrez bien les rencontrer sur le trottoir, à la recherche de leurs salades disparues. Ici même un préte petit lapin court la rue en cuillade et se heurte à chaque soupçon d'os de fer qui lui rappelle le terrier. Et l'ai vu aussi un crapaud qui démenageait, tout seul, profitant de la paix de la nuit de pluie. C'est à la nuit finissante aussi, que vient la chouette. On entend de très loin son cri triste, ardent, tout de panique et d'effroi, tant qu'il émeut l'heure la plus morte. Est-ce ce cri ou ce petit visage regard qui lui veut d'être nommé l'effraie ou la hulotte ? J'ai vu à côté moi, à ma hauteur, l'étrange l'effraie prête à attaquer ma figure blanche, seul appauvri mourant dans la rue vide : je l'ai vue comme on voit un oiseau, de face, avec sa plume d'ange et sa figure plate, debout, dans l'air. Mais comment, dans la clarté, la clameur et le silence envahissant de la ville ? Et son cri dit-il surtout la faim et une quelte désespérée ?

Un bruit lointain de poubelle croquée, renversée, me répond. Un chien, quelque ivrogne ou un promeneur sensible accomplit le miracle de la portée. Le pletinement immédiate et léger d'une lygne de bêtes errantes dégringole du toit, trisse le gravier et les feuilles, et marque que je ne suis pas seule à avoir entendu le son et le sens.

CHAMINE.

Absence de la tragédie

L'Orestie chez Barrault

Je suis allé hier soir voir L'Orestie, affligé d'une de ces gripes qui se concilient mal avec les dispositions requises du spectateur. Aucun doute : pour juger de ce spectacle, il faudrait que je le revale. Mais je vais partir en voyage, et j'ai promis cet article.

A défaut de critique, contentez-vous de quelques impressions.

Vous savez déjà que je n'ai pas été enthousiasmé. J'ai saisi bien que je n'étais pas dans l'état qui convenait. Mais enfin, ce que nous demandons au théâtre, c'est précisément de nous arracher à nos maux, à nos ennuis, à nous-mêmes. Le miracle que j'attendais n'a pas eu lieu. Ce n'est certainement pas la faute de Barrault, plus passionné que jamais, ni de Marie Bell, extraordinaire Clytemnestre, ni de Nathalie Nerval, de Jean Desailly, de Marguerite Jamols et de toute une troupe qu'anime une même ferveur. M'en prendrai-je à Eschyle ? Depuis que Montherlant a osé comparer Racine à la langouste, de telles audaces sont devenues plus faciles. Pourtant, le problème n'est pas là. La trilogie eschyléenne me paraît n'avoir qu'un défaut : celui de ne pas avoir été écrite pour nous, d'être trop loin de nous. L'Orestie est aujourd'hui l'enchantelement de quelques centaines d'hellénistes, mais ce n'est plus une tragédie.

De très propos seraient évidemment hauser les épaules aux distingués cervinaux et critiques qui, dans ces Cahiers qu'on vend à Marigny en guise de programme, expliquent ce qu'il convient de penser d'Eschyle, combien il est humain, combien il est actuel. Ces Cahiers me font irrésistiblement songer au mot qu'on prête à Talleyrand, refusant de lire la longue mise au point d'une puissance étrangère : « Quand on a raison, on n'écrit pas quarante pages. » Quand le théâtre est irrésistible, on n'a pas besoin de tant réfléchir, de tant commenter. Nous voulons bien repenser la tragédie, mais nous préférons la vivre.

Une merveilleuse reconstitution ? Bien sûr. Mais nous ne vivons plus que de reconstitutions. Ce Mystère de la Passion, sur le parvis Notre-Dame, devant un public qui ne croit plus à Notre-Dame, ni à la Passion — ces illuminations dans un Louvre peuplé de statues qui n'étaient pas faites pour le Musée du Louvre — ces fêtes « Son et Lumière » dans les parcs de châteaux désertes, — cette musique de chambre jouée dans d'immenses salles... Tout cela finit par être inquiétant. J'admire Jean-Louis Barrault d'avoir tenté d'arracher à Eschyle ces bandelettes dont les cultistes l'enveloppaient depuis si longtemps. Je l'envie d'avoir retrouvé en Amérique du Sud le pouvoir d'incantation qui fut sans doute celui des chœurs d'Eschyle. Mais pourquoi ne pas le dire ? Il me semble que les acteurs de Marigny se donnent la tragédie, sans parvenir à nous y associer.

Encore une fois, ce n'est pas de leur faute. Eschyle écrivait pour des audaces. Le théâtre n'est plus le lieu d'un culte, il est, dans la malheureuse des ans, le refuge, de la culture. L'homme cultivé connaît de hautes satisfactions, mais il ignore ces transports de l'âme qui relèvent du sacré. De toute évidence, la tragédie grecque n'était pas un spectacle, mais une cérémonie. Et cette cérémonie ne peut plus avoir lieu.

On a reproché à Giraudoux et à Cocteau d'avoir abusé des mythes. La vérité est qu'ils nous offraient autre chose que la Grèce, autre chose que la tragédie. On oubliait volontiers au blasphème. Mais, enfin, leur théâtre était un théâtre pour nous. Eschyle, me répondra-t-on, est pour tous les temps. C'est vrai, à condition que des tragédiens se révèlent et réveillent à travers leurs œuvres l'esprit qui fut celui d'Eschyle et qui, certes, est éternel. Nous voulons vibrer et comprendre comme les spectateurs d'Eschyle en leur temps. On admettra que la troupe de Marigny peut faire avec la tragédie d'hier : mais on songe mélancoliquement à ce qu'elle pourrait faire avec la tragédie d'aujourd'hui, si les dieux nous l'accordaient.

PAUL SERANT.

Courrier du cœur

Certes, « Courrier du Cœur » est signé Felini, mais ce n'est pas le Felini anglais de Fellini. C'est le Felini français de La Strada. « Courrier du Cœur » est une satire de la presse dite du cœur. Nous n'avons pas le privilège des Dal Duca, grands dispensateurs des Nous Deux Intimés.

La victime de ces poisons doucereux, Wanda, petite provinciale en voyage de noces, veut reconnaître, ne se reconnaît qu'un instant, le héros de son feuilleton et de son cœur : le Chalk blanc. Les circonstances allongent l'escapade, qui se voulait brève, mais durera le jour entier. Le rêve blanc s'achève en nausée et par un petit suicide (raïo). Sauvés du docteur pour un heureux destin (pour parler comme elle), Wanda, guérie et repensante, retrouvera mari magnanime et petit bonheur confortable (visite de Rome : famille, Saint-Père, Galles et Soldat inconnu).

On rit beaucoup à cette parade de la bêtise, celle du romanesque à deux sous, celle de la respectabilité : le pauvre mari, aux prises avec un digne oncle qui ne comprend pas qu'on lui cache la jeune épouse, s'affole du scandale prochain.

Des scènes — drôles — sur l'art de faire un feuilleton, une vue — brève — du bureau du journal : voilà pour la satire directe de la presse du cœur. L'effort majeur étant au tableau du langage, des gestes de la malheureuse. Voilà bien Gathos ou Magdon de nos temps. Hélas ! entre Dal Duca et D'Urle.

L'effrayant est que Confidences, cette Astro de 1955, tire à un million d'exemplaires. Il n'y a pas quelques douzaines de Précieuses, mais des dizaines de milliers de médiocrités, pensionnaires de bureaux, prêtes à absorber la couleur rose en bonbon.

Si vous connaissez de ces malheureux intimes, conduisez-les à « Courrier du Cœur » : le contrepoison peut être efficace.

P. A.

A l'écoute...

La Marie Stuart

de Jean Loisy

La Radiodiffusion française ne nous gâte pas spécialement ces temps-ci. Elle offre peu de pâture à notre enthousiasme, voire à notre simple intérêt. A vrai dire, c'est un sommeil qu'elle nous invite le plus souvent, déployant la sage sollicitude d'une école qui bérce de ses radiogestes les petits enfants-auditeurs (égarés, comme il se doit, au retour de vacances trop turbulentes). Les retransmissions de festivals se font plus rares, les émissions théâtrales s'échappent que rarement à la règle des reprises et les véritables « spectacles » nouveaux (baptême pour rejoindre les vieilles recettes : dans les théâtres, derniers avant-gardes, dernières nouveautés, avant le départ du « train d'ondes » 1955-1956...

C'est pourtant, dans ce climat incertain et apaisé, où deux « agitateurs » se passent le relais, avec tout le flottement que cette opération implique, toujours dans notre pays, que la Marie Stuart, de Jean Loisy nous a été présentée, sur la Chaine Nationale, le mercredi 5 octobre, à 20 h. 35, probablement pour gagner plus de ralliés à la dynamique majestueuse du « train d'ondes ».

Selon les termes mêmes de son auteur, la pièce se déroule sur quelques heures, autour des héritages, des remords, des échos contradictoires de la reine. L'œuvre de Schiller nous faisait assister à la condamnation et à la mort de Marie Stuart. Celle de Jean Loisy nous fait vivre, vingt ans plus tôt, ce moment où, entre Darnley, le roi, son mari et Bothwell, le conseiller, son favori, la reine joue définitivement son destin. D'un côté, sa haine longtemps accumulée à l'égard d'un époux brutal et triviale le cède peu à peu à un pressentiment que les souverains ne sont presque jamais les véritables instigateurs des crimes que l'Histoire leur impute. De l'autre côté son invincible attirance vers un amant intelligent et tendre se laisse parfois de la crainte terrible que l'amour soit seulement le paravent de l'ambition. L'évocation de ces deux pôles entre lesquels oscille désespérément une reine qui déclare elle-même : « Je ne suis qu'un champ de bataille » permet à Jean Loisy de broder sur moins deux scènes essentielles : le dialogue entre Marie Stuart et Darnley, lorsqu'il se retrouvent dans la majesté qui sert de refuge à ce desolier, et la confrontation de la reine et de Lady Bothwell, au cours du bal masqué. Et c'est au moment précis où Marie Stuart, les yeux enfin déseillés sur l'atmosphère de son camp, découvre l'ordre qu'on préviens en hâte le roi du danger qu'il court, que l'explosion tragique ouvre la musique de la fête. Alors, trouvant sa passion dans l'achèvement de son crime, la reine décide d'épouser Bothwell qu'elle aime plus, pour affermir le trône ou devra monter un jour l'enfant qu'elle attend de lui.

Il semble qu'à cet égard, Jean Loisy prenne quelque licence avec l'Histoire, puisque le futur Jacques IV d'Angleterre est né du vivant de Darnley dont la paternité ne parait pas être contestée par les historiens. Peu importe au dramaturge, puisque la pièce est bonne, écrite dans un style sobre et riche, quoique un peu lent, et que le drame intérieur de cette jeune reine, quant à lui, est la société française de la Renaissance pour régner sur une matière écossaise travaillée par le catholicisme, s'imbrique habilement aux conflits politiques et religieux de son royaume.

La mise en scènes d'Henri Vermell était honnête, sans plus. Peut-être une insuffisance de répétitions était-elle la cause de la lassitude du mouvement et de la monotonie de rythme de l'adaptation. Madeleine Robinson (Marie Stuart) manqua de flamme et Jean Davy (Bothwell), de subtilité. En revanche, Jacques Clagay (Darnley), Jean d'Yd (Archambaud d'Edinburgh), et Jeanne Bédol (Lady Bothwell) furent remarquables.

Et si l'on veut une conclusion, laissons-la à Walter Scott : « On aura beau dire tout ce qu'on voudra, mais noble cœur prendra part pour Marie Stuart, même quand tout ce qu'on dit d'elle paraît vrai. »

Jacques VASA.

Léger, Picasso

Être primitif et être primitaire sont deux choses différentes, non contraires. Nous confondons ici que Léger fut un primitif sans être, plus d'une fois, un être primitif. Léger, c'est un être primitif, c'est un être de trop crasse aux intentions en peinture et, abandonné par la peinture, d'être resté avec ses intentions sur le bras, mais il admettait qu'il était un être primitif. A propos des « Constructivistes », je lui ai entendu dire : « C'était une bagarre à succès, mais... peut-être était-ce la fin ? Il ne faut pas mêler la politique à la peinture. » Il est retombé dans cette erreur, mais ce ne fut ni par orgueil, ni par intérêt. Ce fut par gentillesse : aussi, même devant ses « Plantes », au bord de l'eau, pour protéger les « synthétiques », on se sent de marée. Avec tout, M. Ingers a peint sa « Jeanne d'Arc », qui mériterait d'être l'archétype du nouvel pictorial et l'on ne doit pas juger un artiste sur son passé, quelques années trop ne sauraient effacer pour nous l'œuvre sincère, originale et publique de Fernand Léger.

L'homme et l'œuvre étaient, par-dessus tout, honnêtes. Léger avait oublié volontairement ce qu'il avait appris afin de voir les choses avec des yeux tout neufs. Il a inventé la notion de la peinture, sans tenir compte d'un des points les

plus respectés de son époque : la romanesque supérieure du laid à l'art. Léger a peint ce qui lui semblait beau : les formes brutes, le bleu, le rouge, le vert, surtout le jaune, qui multiplie (repare) beaucoup d'objets (parce que les objets atteignent leur perfection plus souvent que les êtres humains) ; relations claires de formes, qui ressemblent à de beaux tableaux.

L'œuvre de Picasso, telle qu'elle est présentée au Pavillon de Marsan, où un vernissage savant, raille les tulleux du clois, est à peine l'œuvre d'un peintre : c'est l'impression de suivre, de suite en suite, un fauve en quête d'une proie, comme tout ce que fait cet homme se prête admirablement aux communications, on s'est égaré jusqu'à faire un classement de ses œuvres d'après les portraits de femmes. Certes, Picasso a répété : « Eva est belle » dans plusieurs toiles, mais on ne voit pas que cette beauté ait servi de thème plastique. Un des tableaux le plus cruels de l'exposition est une femme pleurant à dans plusieurs toiles, mais on ne voit pas que cette beauté ait servi de thème plastique. Un des tableaux le plus cruels de l'exposition est une femme pleurant à dans plusieurs toiles, mais on ne voit pas que cette beauté ait servi de thème plastique. Un des tableaux le plus cruels de l'exposition est une femme pleurant à dans plusieurs toiles, mais on ne voit pas que cette beauté ait servi de thème plastique.

plus respectés de son époque : la romanesque supérieure du laid à l'art. Léger a peint ce qui lui semblait beau : les formes brutes, le bleu, le rouge, le vert, surtout le jaune, qui multiplie (repare) beaucoup d'objets (parce que les objets atteignent leur perfection plus souvent que les êtres humains) ; relations claires de formes, qui ressemblent à de beaux tableaux.

L'œuvre de Picasso, telle qu'elle est présentée au Pavillon de Marsan, où un vernissage savant, raille les tulleux du clois, est à peine l'œuvre d'un peintre : c'est l'impression de suivre, de suite en suite, un fauve en quête d'une proie, comme tout ce que fait cet homme se prête admirablement aux communications, on s'est égaré jusqu'à faire un classement de ses œuvres d'après les portraits de femmes. Certes, Picasso a répété : « Eva est belle » dans plusieurs toiles, mais on ne voit pas que cette beauté ait servi de thème plastique. Un des tableaux le plus cruels de l'exposition est une femme pleurant à dans plusieurs toiles, mais on ne voit pas que cette beauté ait servi de thème plastique.

La semaine prochaine :

Les Disques, par P. MARCHEAIS

La Nation Française

Marcel Hansenne ou l'humanisme sportif

par Antoine Blondin

La raison d'être d'un journal à l'état naissant est de vous donner le loisir de parler de ce qui vous tient à cœur. Je n'ai peut-être pas le cœur extrêmement haut placé, mais j'avoue que la course à pied est un sujet qui m'obsède assez et que je lui trouve de multiples retentissements. Parmi les quelques aubaines dont je suis redevable à une dizaine d'années d'activités du genre littéraire, celle d'avoir contracté l'amitié avec Marcel Hansenne, après avoir eu le bonheur de le voir sur les stades, vient dans les premiers rangs. Je pense que la proximité de l'année olympique m'autorise à évoquer ici le seul recordman du monde que nous ayons possédé depuis Ladoumègue, cet épanouissement presque insolite d'un champion exceptionnel, dans une époque qui ne le favorisait pas, dans un pays qui ne le méritait guère.

Le 2 août 1948, par un matin de demi-brume sur Wembley, en Angleterre, la France tenait virtuellement — ce qui est une façon éminemment française de tenir — un champion olympique en la personne de Marcel Hansenne. C'est en athlétisme, discipline majeure de ces rencontres, et qui plus est, sur la distance royale du 800 mètres, que ce tel espoir nous était consenti pour la première fois depuis la restauration des Jeux par le baron de Coubertin. J'imagine que cet événement n'avait pas beaucoup de sens pour la majorité d'une nation indifférente qui, s'étant éparpillée le dimanche, s'éparpilla également la débauchée.

On sait, en effet, ce qu'il advint de cette épreuve : notre représentant favorissime, enfermé par l'assaut de ses concurrents, parvint néanmoins à terminer sur les talons de ses principaux adversaires, deux mulâtres qui avaient pris le large à la faveur de la confusion initiale dont un sort heureux les avait exilés. Hansenne, sensiblement supérieur en valeur absolue, accomplit ce jour-là un acte d'espérance désespérée, qui le porta à couvrir une quinzaine de mètres de plus que les fugitifs pour venir se renuiter en juste compétition avec eux. Que ceux-ci aient dû lui concéder la moitié de cette distance dans les 400 derniers mètres, souligne suffisamment la souveraineté à vie et nunc d'un homme dont toute la vie, jusqu'à l'âge de trente ans, avait été axée sur ces cent-dix secondes privilégiées. C'était insuffisant. Hansenne, simplement battu d'autres eussent renoncé, finissait à la troisième place. Derrière lui, une d'origine anglo-saxonne et scandaleuse méritait à la dérive les couleurs délavées du peloton-palette, être sous la pluie qui commençait à tomber. Du moins la France conservait-elle l'honneur estimable de placer sur le pavois des premiers Jeux Olympiques de l'après-guerre, le premier coureur européen, le premier coureur de race blanche.

Aujourd'hui que le sport fait partie du « standing » des nations, les émotions que nous ressentimes dans ces moments-là, apparaîtront moins dérisoires. Il se trouve désormais des

gens pour vitupérer les Pouvoirs publics, lorsque nous faisons piètre figure dans les confrontations internationales et même, dans une certaine mesure, des Pouvoirs publics pour s'en inquiéter. Mais en ce temps-là, nous n'étions vraiment qu'un très petit nombre à nous étonner du caractère particulier de ce miracle : la France, foyer, cœur et entrailles du plus grand conflit de l'Histoire, pouvait encore donner au monde un champion. Ce peuple exsangue, pratiquement absent depuis 1933 des stades où les hommes s'affrontent réellement selon les critères de l'espace et du temps, et retombé depuis dans la médiocrité lethargique que l'on sait, avait trouvé la ressource, au plus creux de son aventure, d'engendrer patiemment un champion, c'est-à-dire un être susceptible de porter haut ses couleurs dans les domaines auxquels s'attachent les notions de force, de courage et de vitalité. C'était sans doute trop beau pour qu'on s'en pénétrât parfaitement. Affamés, méfiants, soucieux de vitamines et de calories, obsédés par les combines, respirant parcimonieusement, nous n'avons pas savouré la lente et laborieuse apothéose de l'un d'entre nous, nous n'avons pas suffisamment apprécié que la génération du blocus et de la quarantaine produisit un athlète dont la seule présence prouvait que le pouls battait encore, n'avait pas cessé de battre.

Je n'ai guère parlé de carrière lorsqu'il s'agit de sport. Plus que la mer, la compétition est toujours recommencée. Mais l'âme encore

moins parler de phénomène. Et c'est bien une carrière qu'il faut évoquer dans le cas de Marcel Hansenne. Son activité sportive est à l'image d'une vie. Elle est naissance, évolution, disparition. Elle est inséparable du contexte géographique et politique où elle se développe. Champion du blocus et de la Quarantaine, Hansenne connaît la solitude, les privations, le courage, les désempolements aussi dans le canton pour tant le plus certain et sa course en appelle moins au trait du génie qu'à l'œuvre d'atelier : c'est, avant tout, celle d'un homme. Cet homme a contribué à notre prestige dans une période où nous en avions bien besoin. L'idée de carrière débouche ici sur l'idée de mérite.

L'expérience nous a appris que les idoles de l'heure présente ont volontiers des pieds d'argile. Celle-ci, dont la vocation chausait des semelles de vent, risquait, plus qu'aucune autre, de subir la servitude grandiose du destin de l'athlète : il ne survit pas à son œuvre ; il meurt en même temps que sa course. J'ai connu Hansenne, qui l'avait si souvent admiré de l'autre côté de la barrière, symbole allié et tenace, dont je savais que le sens et l'accomplissement tenaient dans les cent dix secondes de Wembley, le jour où il abandonna la compétition. Ce fut d'abord comme si l'image au miroir quittait la glace, comme si le personnage de la fresque sortait du mur, comme si la mythologie nous invitait à prendre un verre. Je me disais que cette existence, tendue comme un arc, touchait au fond d'une vie sans

issue et qu'elle allait maintenant s'évanouir. Je découvrais qu'un athlète qui quitte la piste n'est pas forcément un poisson tiré de l'eau : il respire de notre respiration, il les mêmes soules que nous et mêmes aspirations. A mi-chemin des Dieux de l'Olympe ou des bras brutes, sous les traits de qui on se plaie également à les représenter, les champions sont nos prochains ; des prochains un peu mi-teurs en qui s'accomplit le rêve, que nous carissons obscurément, d'homme total. Eorlwin, humoriste grand voyageur du globe, parait ment maître d'une culture et d'un goût rigoureux, disponible pour toutes les sollicitations de la pensée de l'action, Marcel Hansenne l'un des derniers représentants de ce que j'appellerai un « humanisme sportif ». L'athlétisme, auquel il tout donné, ne lui a rien pris ; nu de ses facultés ne s'est exercé dément d'une marque. Il est simplement un être marqué du signe plus.

En cette époque, où la part appartient aux stakhanovistes, sport, ceci valait peut-être la peine d'être rappelé. Pour ceux qui ne méritent pas qu'il faille prendre considération les virages des civilisations sportives, soulignons, seul de cette année olympique, que les Jeux de 1936 virent hier, l'apogée de l'Allemagne, que les Jeux de Helsinki, en 1952, consacraient le suprématie américaine, et que ceux de Melbourne, en 1956, révéleront prodigieux essor des Russes. Ces phénomènes, inscrits dans les chroniques, traduisent davantage qu'une coïncidence.

Sait-on jamais ?

La grande colère d'Antoine Pinay

Le regard durci, le visage tendu, l'air d'un bouledogue, M. Pinay arpentait jeudi les couloirs.

Son Excellence fulminait ; les journalistes auront belle prérendre. Même l'envoyé de « La Pravda » eut droit à une « déclaration virile ». Le Constantinien flamboyait ; l'Oranien s'agitait ; le Rif se soulevait, à Tizi-Ouzou, et dans le Maroc du Nord, 2.600 Français étaient encerclés.

Qui donc Antoine Pinay allait-il pourfendre ?

El Fassi ? L'istiglat ? Le général Valino ? Nasser ? Les pétiés, les galeux, dont tout le mal venait furent... le général Kungu, qui n'a pas apporté à capituler depuis Bir Hakeim, et les ministres lassés de « surveiller » leur président du Conseil.

« Folle », « aberration », etc., tels étaient les mots dont le maître de Saint-Chamond accablait ses compatriotes, faute de les appliquer à l'ennemi.

M. Duchet, vétérinaire et ministre de la Reconstruction devait d'admiration devant un chef digne de lui.

QUESTION

Lorsque M. de Moustiers descendit de la tribune de l'Assemblée, après son intervention au l'Afrique du Nord, il fut interpellé par M. Kuehn :

« Vous n'avez pas eu un mot pour les victimes d'Oued-Zen ? »

M. de Moustiers eut un geste large et s'écria :

« D'autres s'en chargeront ! »

SIMPLE OUBLI

M. M. Flaudin se promène dans les couloirs de l'Assemblée en déclarant qu'il a l'intention de poser au Gouvernement la question suivante :

« La Savoie étant rattachée à la France depuis moins longtemps qu'à l'Algérie, a-t-elle le même droit de combi de l'Algérie savoyards chercheriez-vous des interlocuteurs « valables » ? »

L'ANARCHIE BOURGEOISE

« Quelle revue anarchiste et antimilitariste a publié la phrase suivante : « Il est regrettable, bien souvent, de confier une arme à feu à n'importe quel individu qui porte un uniforme. » Parbleu ! C'est le Figaro du 10 octobre 1955. »

AVANT LE DEBAT ALGERIEN

Pour André Frossard « rayon Z » de L'Aurore :

La formule exacte de notre politique algérienne (débattue aujourd'hui à l'Assemblée), quelques-uns l'ont déjà définie : ce sera, parallèlement à l'indépendance dans l'indépendance, c'est-à-dire au Maroc, « l'intégration dans la désintégration ». Ou, en cas de refus, « l'association dans la débandade » ; ou encore : « l'assimilation séparée ».

L'important, vous l'avez compris, est d'unir des nations apparemment contraires, dans une doctrine de progrès capable de séduire l'intelligence de nos jeunes militaires, lors de la prochaine présentation d'idéal aux armées.

L'HABILE HOMME

Un méchant soupçonneux, inquiet du rôle joué à Aix les-Bains par le petit Stéphane Warnas, demandait à Edgar Faure si ses interlocuteurs d'Aix ne l'avaient pas trompé quelque peu. La réponse fut longue, mais pas embarrassée. Elle revenait à ceci qui est dans la Logique de Port-Royal : « Si cela était, je ne serais pas un habile homme. Or je suis un habile homme ; donc cela ne se peut point. »

EVIDENCEMENT...

« Le Sultan Ben Asala est digne du plus grand respect ; sa présence empêchait toute conciliation. »

Edgar FAURE.

DEFINITION PARLEMENTAIRE

Les questions orales doivent être sommairement rédigées...

(Art. 84 du règlement du Conseil de la République.)

VOTE SUR MESURE

Vous me connaissez assez pour savoir que je parle en toute sincérité si je dis que ce vote enveloppe ma personne, mais la dépasse et de beaucoup.

(Déclaration de M. le Président du Conseil de la République, après sa réélection. Conseil de la République, séance du 4 octobre.)

PRUDENCE ET VERTU

Entièrement vitrés, ces cabines (téléphoniques) se prêtent difficilement aux griffures et ne pourront être utilisées d'autres fins, comme c'est parfois le cas de certains pous installés, notamment dans le méro et les garos.

(A propos de l'installation de cabines téléphoniques sur la voie publique. Le Parisien Libéré, 6 octobre.)

Un officier français nous écrit d'Indochine

« Parcourant un peu les journaux France, je mesure l'intérêt que le public porte à l'Indochine par la longueur d'articles qui lui sont consacrés. »

Il est mince. Après une période d'indifférence totale, la politique française manifeste de moins en moins. Après avoir traité successivement tous nos amis et tous nos alliés locaux, sans pour autant avoir soutenu l'effort adverse, qui, du coup, est devenu le nôtre ; après avoir rendu à Américains tous nos privilèges pour le p. de dollars qu'ils ont immédiatement cessé de nous donner dès cette opération — q. pironne ne nous demandait — réalisés après avoir porté de base militaire et av. tout monté en fonction d'un système d'existence que sur le papier et dans l'air de quelques imaginations, le petit Cor expéditionnaire se retrouve un an après Genève être le support paradoxal d'un g. qui ne reconnaît pas les accords. L'équipe de médiateurs, aussi bien par la hauteur de leurs vues que par la vitesse, leur passage, a tout liquidé. Humblème, je fais partie du dernier rayon qui, tenu par personne, défend l'aspect du p. au service de l'Armée vietnamienne livrée à des instructeurs américains et pilippins (?)... »

LA NATION FRANÇAISE

Hébdomadaire

Directeur politique :

Pierre BOUTANG

Rédacteur en chef :

Michel VIVIER

7, Rue Cadet - PARIS (IX*)

Téléph. : TAL. 93-34

Abonnements :

France : 1 an = 2.000 f

6 mois = 1.000 f

Etranger : 1 an = 2.800 f

6 mois = 1.400 f

Imp. J.E.P. - 7, rue Cadet, PARIS (IX)

Le Gérant : LOISBAU

La semaine prochaine :
Jacques PERRET

Cercle LA NATION FRANÇAISE

Secteur Paris-Ouest
Le 18 Octobre, Salle des Centraux
8, Rue Jean-Goujon, PARIS (8*)

REUNION

Sous la présidence de
M. de VILLENEUVE
Député de la Réunion
avec
Pierre BOUTANG
Abel POMAREDE
PAS D'AVENIR FRANÇAIS
SANS AFRIQUE DU NORD
Participation aux frais : 100 Frs

Contre le progressisme, pour le progrès Contre la routine, pour la tradition Contre le désordre établi, pour un ordre vivant

La Nation Française a été créée en octobre 1955 par une équipe de journalistes, d'écrivains et de techniciens venus d'horizons différents, mais animés par une même volonté de réagir contre tous les facteurs de décadence qui menacent actuellement leur pays.

La Nation Française s'adresse donc, sans distinction de classe, de religion ni de parti, à tous les Français soucieux de l'avenir national, à tous les patriotes réfléchis qui veulent voir clair dans les problèmes du temps présent, et que ne satisfont ni la grande presse soumise aux puissances d'argent, ni les feuilles partisans serves des rancunes et des ambitions d'un clan.

A ce public, *La Nation Française* offre chaque semaine une somme d'articles et d'études dont on chercherait en vain l'équivalent ailleurs. Elle publie régulièrement une chronique politique de Pierre Boutang dont l'autorité n'est discutée par aucun esprit sérieux. Elle publie encore, sur le difficile et capital problème algérien, des études de Jean Brune qui ont le mérite d'être écrites sur place par l'un des Français qui connaissent le mieux les réalités françaises et musulmanes d'Afrique du Nord. Elle a, en outre, publié, au cours des derniers mois, des textes signés par quelques-uns des écrivains les plus importants de ce temps, de Gabriel Marcel à Daniel Halévy, de Henri Massis à Gustave Thibon et à Pierre Gaxotte, de Jean de La Varende à Jacques Perret, de Michel de Saint Pierre à Roger Nimier.

Telle quelle, *La Nation Française* ne propose à ses lecteurs ni la panacée d'un système, ni le mirage d'un nom, ni l'éclat fallacieux d'un programme. Elle entend se définir par un esprit :

La Nation Française se veut d'abord un organe national. Avant tout autre intérêt, si légitime soit-il, elle entend faire passer le bien commun de la nation. A ce bien commun, elle ne connaît pire ennemi que le système actuel qui accumule toutes les tares : étatisme et impuissance de l'Etat, démagogie et routine, prétention et médiocrité.

La Nation Française est ensuite un organe monarchiste. L'histoire de la France porte ce témoignage que la monarchie, pendant de longs siècles, fut le pôle autour duquel, après chaque épreuve, se reconstituait l'unité de la patrie. Une monarchie moderne, sévère à toute vieilleries, pourrait aujourd'hui reprendre ce rôle, en unissant l'autorité nécessaire et les libertés indispensables. Le régime que prône ainsi *La Nation Française* n'est ni une monarchie du regret, ni quelque construction brillant dans le ciel des idées. C'est la monarchie possible, et prochaine, telle que l'incarne Mgr le Comte de Paris.

La Nation Française se veut enfin un organe libéral, au sens que ce beau mot avait dans la langue de jadis. Elle entend manifester à tous sa volonté d'accueil et de dialogue, et si elle ne s'abstient pas de prendre parti chaque fois que l'essentiel lui paraît en jeu, elle n'entend pas imposer à ses lecteurs un credo en vingt-cinq points. Ouverte aux justes progrès, attentive à tous les aspects du monde moderne, elle est le journal de tous les Français qui, refusant le progressisme comme la routine, gardent une confiance raisonnée dans l'avenir prochain de la France et des valeurs spirituelles qu'elle se doit de servir.

Chaque mercredi : *La Nation Française*

7, rue Cadet, Paris (9^e) - PRO. 88-79

En vente partout — Prix 50 francs.

Le «LYS ROUGE» est la seule revue faite par des royalistes uniquement pour des royalistes. Il est le lieu privilégié pour le libre débat entre militants et pour l'étude (histoire, sociologie, idées...) du royalisme.

NUMÉROS ENCORE DISPONIBLES

Numéro 4 - mai 1979 (poly. 50 pages) : «Enquête sur le logement» - «Etude sur l'Enseignement» - «Vers une nouvelle politique industrielle?»
prix franco : 10 F

Numéro 5 - septembre 1979 (poly. 31 pages) : «L'aménagement industriel» - «Dossier Energie : les sources possibles» - «Projet pour une réforme des études médicales»
prix franco : 8 F

Numéro 6 - décembre 1979 (poly. 36 pages) : «La francophonie» - «Le système monétaire européen» - «La France est royaume» par Luc de Goustine.
prix franco : 8 F

Numéro 7 - avril 1980 (poly. 34 pages) : «Les systèmes coopératifs agricoles au Pays-Bas, en Suisse et en Israël» - «Débat sur le nucléaire» - «Ersnt Jünger et le Travailleur» - «La pensée de Maurice Clavel».
prix franco : 12 F

Numéro 8 - février 1981 (brochure 35 pages) : «Rapport sur la Sécurité Sociale» - «Enquête sur le logement (suite)».
prix franco : 8 F

Numéro 9-10 - septembre 1981 (brochure 29 pages) : «Débat sur la légitimité : la nature du discours légitimiste - le concept de légitimité chez Ph. de Saint Robert - Tradition royale et mysticisme - L'orléanisme existe-t-il ? - Textes de P. Boutang et Simone Weil, etc.»
prix franco : 15 F

Numéro 13 - juillet 1982 (brochure 32 pages) : «Un projet culturel pour le bassin de l'Adour» - «Bref tour d'horizon du monarchisme mondial» - «Le monarchisme en Allemagne» - «La NAR expliquée à des Italiens».
prix franco : 10 F

Numéro 14 - octobre 1982 (brochure 32 pages) : «Hegel, Dieu et l'Etat» par B. Renouvin - «La NAR et le PPM, une ligne politique pour l'an 2000» - «Etude du revenu agricole».
prix franco : 12 F

Numéro 15 - janvier 1983 (brochure 34 pages) : «Lettre sur l'avenir du royalisme» - «Débat sur la politique économique du gouvernement socialiste» - «Dossier historique sur le royalisme à Lyon dans les années 1830».
prix franco : 12 F

Numéro 16 - avril 1983 (brochure 34 pages) : «L'avenir du royalisme français» - «Histoire du mouvement monarchiste italien» - «Lettre d'un carliste espagnol» - «Revue de la presse» - «Compte-rendu de deux ans de lecture de Royaliste» - Débats et polémiques.
prix franco : 15 F

Numéro 18 - octobre 1983 (brochure 36 pages) : «Polémique sur le bicentenaire de la Révolution française» - «Livre de presse de Charles Maurras et la question sociale» - «Nouvelles du royalisme à travers le monde» - «Quand la NAR inventait la Nouvelle Citoyenneté» - «Sur Gérard Leclerc et Charles Maurras».

Numéro 20 - septembre 1984 (brochure 28 pages) : «Synthèse, connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ?»
prix franco : 10 F

Directeur de la publication : Yvan AUMONT
17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
Imp. spé.

Numéro 21 - novembre 1984 (journal 28 pages) : «Quelle tradition ?» - Histoire : «La naissance de la N.A.F.» - Millénaire de la France : «L'éviction des Carolingiens».

Numéro 22 - février 1985 (journal 24 pages) : «3 projets concrets pour développer la NAR» - «Chassez la République de votre tête» - «Réflexions sur le remariage du comte de Clermont» - «La messe Louis XVI à Paris vue par Libération» - «Qui était Jacques Renouvin ?» - Débats et polémiques.

Numéro 23 - avril 1985 (journal 28 pages) : «La France de l'ouverture, débat sur la France et ses immigrés» - «Quelle tradition (suite) : la mariage du Prince» - Document : «Socialisme monarchique, un texte de J.-M. Bourquin en 1947 - Littérature : «Jeanne de France» - Débats et polémiques.
prix franco : 13 F

Numéro 24 bis - 23 avril 1985 (8 pages) : «Visite de B. Renouvin à Mitterrand», «Le jeu de Raymond Barre», «Les liens entre terroristes de droite et de gauche», «Réflexions sur le Loto», «Francophonie, une volonté nouvelle».
prix franco : 6 F 50

Numéro 25 - 30 avril 1985 (8 pages) : «Quand Mitterrand imite Montand» - «Dixième anniversaire de la chute de Saïgon» - «Le voyage de Reagan en R.F.A.» - «L'Afghanistan dans la presse occidentale», etc.
prix franco : 6 F 50

Numéro 25 bis - 9 mai 1985 (8 pages) : «La puissance française» - «Le sommet de Bonn» - «L'Ethiopie en chansons» - «Interview du porte-parole des royalistes d'Albanie» - «Nouvelles de la CFDT et reportage sur les manifestations du 1er Mai».
prix franco : 6 F 50

Numéro 26 - 14 mai 1985 (8 pages) : «Impossible Nicaragua» - «Précisions sur l'Afghanistan» - «Troubles dans les prisons» - «La proportionnelle, l'heure des choix» - «L'UDF s'éclate» - «La Bataille de l'Ecole».
prix franco : 6 F 50

Numéro 26 bis (28 mai 1985) : «Le P.S. est de gauche !», «Premier bilan de l'expérience du Lys rouge hebdo» - «L'Europe verte a mauvaise mine» - «Le S.A.C.» - «Eloge du bistrot» - «Le bienheureux Chevènement».
prix franco : 6 F 50

Numéro 27 - 1er août 1985 (34 pages) : «Engagez-vous, faites de la politique», Emmanuel Mousset - «Invitation à la 38ème fête du peuple jurassien à Delémont» - «Un journal royaliste allemand reprend un éditorial de B. Renouvin» - «Un exemple : la création d'un centre de diagnostic historique par la revue Analogie» - Dossier historique : «L'Action française en Gironde de 1919 à 1939» (E. Mousset d'après une étude d'Arnaud Fabre) - «Documents sur la condamnation de l'A.F. par l'Eglise» - «Polémiques : «Après le Lys Rouge hebdo» (F. Aimard) - «Quelques mots sur une biographie de Louis XVI» (Girault de Coursac) - «Sur la Nouvelle Calédonie» (Yvan Aumont) - «Les dangers de la pollution automobile» (F. Lafont).
prix franco : 13 F

Certains de ces numéros du «Lys Rouge» ne sont disponibles qu'en très petite quantité. Les commandes seront servies dans l'ordre de leur arrivée.

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

Nom/Prénom/Adresse :

s'abonne au LYS ROUGE pour 4 numéros à partir du numéro et verse
45 F (tarif normal) - 60 F (tarif de soutien) pour 4 numéros

commande le(s) numéro(s) du «L.R.» et verse pour cela

chèque bancaire ou postal à l'ordre de ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
CCP «Royaliste» 18 104 06 N Paris